

TABLE DES MATIERES	N° de page
EXPOSE GENERAL DES MOTIFS	I-XIII
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	1
Liste des articles	2
<i>PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER</i>	3
<i>TITRE PREMIER : Dispositions relatives aux ressources et aux charges</i>	4-5
<i>TITRE II : Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</i>	5-7
<i>DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES</i>	8
<i>TITRE PREMIER : Moyen des services</i>	9- 18
<i>TITRE II : Dispositions diverses</i>	18-23
TABLEAUX RECAPITULATIFS (Annexés à l'exposé des motifs par article)	24
I. Budget Général	25
1 – Recettes 2013 et situation d'exécution recettes 2011	26-29
2 – Dépenses	30
II. Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits ouverts par la loi de finances 2012 et ceux prévus dans la loi de finances pour 2013.	30-48
Situations provisoire d'exécution budgétaire : gestion 2011 au 31/12/2011 et gestion 2012 au 31/08/2012.	49-73
III – Evolution des dépenses du Budget général	74-75
IV – Comptes spéciaux du Trésor	76-77
V – Déficit budgétaire global	78-79
PROJET DE LOI	80-87
Annexes législatives	
• Annexe 1 : Budget général – recettes	88-89
• Annexe 2 : Comptes spéciaux du Trésor	90
• Annexe 3 : Réévaluation des services votés	91-103
• Annexe 4 : Répartition des mesures nouvelles	104
• Annexes 5 et 5 bis : Dépenses d'Investissement Répartition des (AP et CP) et (FA et PT)	10-109
• Annexe 6 : Taxes parafiscales	110
• Annexe 7 : Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs	111
• Annexes 8, 8 bis et 8 ter: Encours et Service de la dette – Etat détaillé des encours et des échéances	112-114
• Annexe 9 et 9 bis: liste détaillée des dépenses PPTE - IADM	115-116
• Annexe 10 et 10 bis : Crédits de fonctionnement et d'investissement transférés aux Agences	117-120
• Annexe 11 : Opérations budgétaires des agences bénéficiant d'une subvention de plus de cinq (5) milliards	121-122
• Annexe 12 : Risques budgétaires	123

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Exposé général des motifs

Le projet de loi de finances pour l'année 2013 s'inscrit dans le contexte de la nouvelle politique générale du Gouvernement qui s'articule autour de trois orientations stratégiques :

- la consolidation des bases d'une gouvernance démocratique, transparente, plus rigoureuse, plus efficace, basée sur la satisfaction des besoins prioritaires des populations et la lutte contre les injustices sociales ;
- le renforcement de la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques, en vue de donner une plus forte impulsion au développement des terroirs ;
- une croissance soutenue, durable et inclusive.

Ces orientations stratégiques se traduisent au plan budgétaire par des ruptures majeures :

- la volonté du Gouvernement d'inverser la tendance structurelle de la hausse des dépenses courantes pour un budget plus orienté vers l'investissement et le financement du développement, aux fins de répondre aux objectifs d'accélération de la croissance et d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Cette volonté se manifeste déjà dans la loi de finances pour 2013 à travers un nouveau profil de la dette publique, le contrôle des dépenses de personnel et la réduction des autres dépenses courantes.

Ainsi, la loi de finances pour 2013 enregistre une baisse des autres dépenses courantes d'un montant de 14,2 milliards de FCFA et un accroissement important des dépenses en capital d'un montant de 81,4 milliards de FCFA.

Cette hausse des dépenses d'investissement résulte, d'une part d'un effort de financement interne, et, d'autre part, de l'apport des Partenaires Techniques et Financiers du Sénégal, pour la mise en œuvre de nouveaux projets et programmes de développement initiés par le Gouvernement, traduisant leur confiance à la politique économique et sociale conduite par les nouvelles autorités.

C'est ainsi que des cadres de coopération avec nos partenaires au développement ont fait l'objet de révision dans le sens d'y inclure le financement de nouvelles priorités nationales notamment la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes ;

- le souci du Gouvernement d'accroître l'efficacité des programmes d'investissement sur la base de critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience et de durabilité. Aussi, certaines opérations non

prioritaires et coûteuses, naguère inscrites dans les dépenses en capital, ont été supprimées, arrêtées ou suspendues, libérant des ressources substantielles d'un montant de 42 milliards de FCFA qui ont été réorientées vers le financement de secteurs prioritaires.

L'allocation des ressources d'investissement de la loi de finances pour 2013 accorde une priorité à la sécurité alimentaire et à l'amélioration durable des revenus du monde rural ainsi qu'aux infrastructures, à l'énergie, à l'emploi des femmes et des jeunes et aux secteurs sociaux (éducation, santé, assainissement, protection sociale, etc.) ;

- l'engagement des autorités d'améliorer la prise en charge de la demande sociale avec la mise en place de nouveaux mécanismes de protection sociale et de soutien du pouvoir d'achat des populations.

Ces ruptures se matérialisent dans la loi de finances pour 2013 par des mesures concrètes notamment:

- un nouveau profil de la dette publique avec surtout la réduction progressive du poids des instruments de courte maturité dans la dette intérieure et la limitation du recours aux emprunts non-concessionnels conformément à la Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT) ;
- les perspectives d'économies attendues sur les factures de téléphone (7 milliards de FCFA avec les mesures de restriction déjà mises en œuvre), d'eau et d'électricité, sur la réduction du nombre des postes diplomatiques, ainsi que sur les locations de bâtiments à usage de bureau ou de logement;
- l'audit physique et biométrique des agents de l'Etat afin de mieux contenir la masse salariale dans des proportions soutenables;
- la priorité donnée au secteur de l'assainissement et à la lutte contre les inondations avec le lancement de la phase d'urgence du programme décennal de lutte contre les inondations ;
- la relance de l'agriculture avec un focus particulier sur la reconstitution du capital semencier et l'équipement du monde rural.
- le renforcement de la dimension sociale du budget avec notamment :
 - la poursuite de la gratuité de l'hémodialyse avec une inscription d'un montant de 3,3 milliards de FCFA;
 - l'appui spécifique aux grands blessés des Forces armées ;
 - la subvention aux ménages à travers la politique de soutien au prix de l'énergie ;
 - la mise en place de la Caisse Autonome de Protection Sociale Universelle (CAPSU) pour laquelle une dotation initiale d'un montant de 10 milliards de FCFA est prévue;

- la révision à la baisse de l'impôt sur le revenu qui aura un impact de 28 milliards de FCFA sur le budget de l'Etat;

La loi de finances pour 2013 prend en compte également les perspectives macroéconomiques mondiales et la situation économique du pays.

En 2013, il est attendu une modeste accélération de l'économie mondiale pour un taux de croissance de 3,6%, soutenu par l'économie des pays émergents et en développement avec un taux de croissance de 5,9% et 1,9% prévu pour les pays avancés. Toutefois, ces prévisions restent menacées par la crise de la dette en Europe, avec ses ramifications sur le reste du monde.

Au niveau interne, malgré les incertitudes relevées au plan mondial, les perspectives macroéconomiques tablent sur un taux de croissance du PIB réel de 4,3% contre 3,7% attendu en 2012 et un taux d'inflation de 2,4% contre 2,2% pour l'année en cours, soit en dessous de la norme communautaire fixée à 3%.

Les hypothèses macroéconomiques qui sous-tendent le projet de loi de finances pour l'année 2013 se résument en :

- un déficit budgétaire projeté à 4,9% du PIB contre 5,9% en 2012 ; soit une amélioration d'un point de pourcentage;
- un taux de pression fiscale de 19,3%, supérieur au taux communautaire fixé à 17%;
- une part des dépenses d'investissement public sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales d'environ 34,5% ; soit largement au-dessus du plancher communautaire fixé à 20%.

En outre, l'économie nationale bénéficiera des effets attendus du nouveau Code général des Impôts qui devra entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2013, grâce notamment à des procédures et règles plus simplifiées avec des niveaux d'imposition relativement plus faibles (baisse de l'impôt sur les revenus) et à l'élargissement de l'assiette fiscale qui reposera sur un dépérissement substantiel des régimes fiscaux dérogatoires.

Sur la base des orientations et prévisions ci-dessus analysées, les ressources et les charges du projet de loi de finances pour 2013 se présentent comme suit :

I. LES RESSOURCES

Les ressources totales de la loi de finances initiale pour l'année 2013 sont arrêtées à 2 531,116 milliards de FCFA contre 2 344,786 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2012, soit une hausse de 186,33 milliards de FCFA en valeur absolue et 7,9% en valeur relative.

Ce montant comprend :

- les ressources du budget général projetées à 2 450,65 milliards de FCFA contre 2 266,87 milliards de FCFA pour les prévisions de la loi de finances pour 2012, soit une hausse de 183,78 milliards de FCFA en valeur absolue et 8,1% en valeur relative ;
- les recettes des comptes spéciaux du Trésor fixées à 80,466 milliards de FCFA contre 77,916 milliards de FCFA en 2012, soit une progression nette de 2,55 milliards de FCFA en valeur absolue et 3,3% en valeur relative.

Les ressources du projet de loi de finances initiale pour l'année 2013 se décomposent comme suit :

○ Recettes fiscales	1 492,5 milliards
○ Recettes non fiscales	77,4 milliards
○ Recettes exceptionnelles (PPTE/IADM)	59,0 milliards
○ Remboursements de prêts et avances	12,8 milliards
○ Dons budgétaires (dons-programmes)	38,6 milliards
○ Emprunts	373,25 milliards
○ Ressources externes	397,1 milliards
○ Recettes des comptes spéc. du Trésor	80,5 milliards

A. LES RECETTES FISCALES

Elles sont arrêtées à 1 492,5 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2013 contre 1 417 milliards de FCFA pour la loi de finances initiale pour 2012, soit une hausse de 75,5 milliards de FCFA en valeur absolue et 5,3% en valeur relative.

Les principaux postes de recettes fiscales s'établissent comme suit :

- Impôts directs : 423,2 milliards de FCFA pour 2013 contre 400,1 milliards de FCFA pour la loi de finances initiale pour 2012, soit une progression de 23,1 milliards de FCFA en valeur absolue et de 5,8% en valeur relative.
- Impôts indirects : 1 069,3 milliards de FCFA pour la loi de finances initiale pour 2013 contre 1 016,9 milliards de FCFA en 2012; soit une hausse de 52,4 milliards de FCFA en valeur absolue et de 5,2% en valeur relative.

B. LES RECETTES NON FISCALES

Elles s'élèvent à 77,4 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2013 contre 98 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2012 ; soit une baisse de 20,6 milliards de FCFA en valeur absolue et de 21% en valeur relative.

C. LES RECETTES EXCEPTIONNELLES

Elles sont projetées dans la loi de finances pour 2013 à 59 milliards de FCFA contre 60 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2012. Essentiellement composées des ressources PPTe-IADM, elles connaissent une baisse de 1 milliard de FCFA en valeur absolue et de 1,7% en valeur relative.

D. DONS BUDGETAIRES (dons-programmes)

Ils sont estimés à 38,6 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2013 contre 19 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2012, soit une hausse de 19,6 milliards de FCFA. Ces dons sont attendus du Pays Bas pour un montant de 8,5 milliards de FCFA, de l'Union Européenne pour 9,8 milliards de FCFA, du Canada pour 18,3 milliards de FCFA et de l'Espagne pour 2 milliards de FCFA.

E. LES EMPRUNTS

Ils sont projetés à 373,25 milliards de FCFA contre 346,87 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2012, soit une hausse de 26,38 milliards de FCFA en valeur absolue et de 7,6% en valeur relative.

F. LES RESSOURCES EXTERIEURES

Elles sont évaluées à 397,1 milliards de FCFA en 2013 contre 323 milliards de FCFA en 2012 ; soit une progression de 74,1 milliards de FCFA en valeur absolue et de 22,9% en valeur relative. Les ressources extérieures sont ainsi réparties :

- **DONS-PROJETS ET LEGS :**

Il s'agit de subventions allouées par les partenaires au développement à l'Etat pour financer des projets d'investissement. Pour 2013, ils sont prévus pour un montant de 168,9 milliards de FCFA contre 126,8 milliards de FCFA en 2012; ils connaissent une progression de 42,1 milliards de FCFA (33,2%).

- **EMPRUNTS-PROJETS :**

Ce sont des prêts accordés à l'Etat pour financer des projets. Ils sont projetés à un montant de 228,2 milliards de FCFA en 2013 contre 196,2 milliards de FCFA pour 2012, soit une augmentation de 32 milliards de FCFA (16,3%).

II. LES CHARGES

Les charges totales de la loi de finances initiale pour l'année 2013 sont arrêtées à 2 531,116 milliards de FCFA contre 2 344,786 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2012, soit une hausse de 186,33 milliards de FCFA en valeur absolue et de 7,9% en valeur relative. Ce montant comprend :

- les charges du budget général projetées à 2 450,65 milliards de FCFA contre 2 266,87 milliards de FCFA pour les prévisions de la loi de finances initiale pour 2012 soit une hausse de 183,78 milliards de FCFA en valeur absolue et de 8,1% en valeur relative ;
- les charges des Comptes Spéciaux du Trésor arrêtées à la somme de 80,466 milliards de FCFA contre 77,916 milliards de FCFA dans la loi finances initiale pour 2012 en augmentation de 2,55 milliards de FCFA, soit 3,3% en valeur relative.

A BUDGET GENERAL

Les charges du budget général sont réparties entre les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.

Les charges totales sont estimées à 2 450,65 milliards de FCFA en 2013 contre 2 266,87 milliards de FCFA programmés en 2012, soit une augmentation de 183,78 milliards de FCFA (+8,1%). Cette hausse est tirée par la dette publique (26,7%), les dépenses d'investissement sur ressources extérieures (22,9%), les dépenses de personnel (5,3%) et les dépenses d'investissement sur ressources internes (1,4%). Par contre, les autres dépenses courantes ont connu une baisse de 2,2% en glissement annuel.

En termes de proportion, les dépenses d'investissement occupent la première place avec 37,2% (dont 21% sur ressources internes et 16,2% sur ressources externes) suivies des autres dépenses courantes (25,7%), des dépenses de personnel (19,1%) et de la dette publique (18%).

A-1. Les dépenses courantes

Les dépenses courantes sont projetées à 1 538,25 milliards de FCFA dont 440,85 milliards de FCFA de dette publique, 467,1 milliards de FCFA de dépenses de personnel et les autres dépenses courantes estimées à 630,3 milliards de FCFA (dont 12 milliards de FCFA de PPTE/IADM). Elles sont en hausse de 102,37 milliards de FCFA en valeur absolue et de 7,1% en valeur relative par rapport à la loi de finances initiale pour 2012. Cette augmentation concerne la dette publique pour un montant de 92,97 milliards de FCFA et les dépenses de personnel pour 23,6 milliards de FCFA atténuée par une baisse des « autres dépenses courantes » pour 14,2 milliards de FCFA.

A-1-1. La dette publique :

Elle est projetée à 440,85 milliards de FCFA contre 347,88 milliards de FCFA dans la loi finances initiale pour 2012, soit une hausse en valeur absolue de 92,97 milliards de FCFA et 26,7% en valeur relative.

Les intérêts et commissions sur la dette publique sont projetés à 145,1 milliards de FCFA dont 63,1 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure et 82 milliards de FCFA pour celle intérieure. Les intérêts et commissions sur la dette publique extérieure augmentent de 6,78 milliards de FCFA (+12,04%) comparativement à l'année 2012, tandis que ceux de la dette intérieure progressent de 27,88 milliards de FCFA (51,52%) par rapport à l'année précédente.

A-1-2. Les dépenses de personnel :

Elles sont projetées à 467,1 milliards de FCFA contre 443,5 milliards de FCFA en 2012, soit une hausse de 23,6 milliards de FCFA en valeur absolue et une variation relative de 5,3%.

Cette hausse intègre la majoration pour la prise en charge des glissements annuels pour avancement ainsi que les intégrations dans la fonction publique des corps émergents ayant obtenu leurs diplômes professionnels.

Toutefois, le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales devrait ressortir à 31,3%, soit en dessous du plafond communautaire fixé à 35%.

A-1-3 Les autres dépenses courantes

Elles sont projetées à 630,3 milliards de FCFA (dont 12 milliards de FCFA de PPTE/IADM) contre 644,5 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2012, soit une baisse de 14,2 milliards de FCFA en valeur absolue et 2,2% en valeur relative. Ce montant est composé essentiellement des natures économiques suivantes :

- achats de biens et services : 297,91 milliards de FCFA, soit 47,3% ;
- les transferts courants aux structures autonomes : 179,64 milliards de FCFA, soit 28,5% ;
- les subventions d'exploitation : 90,66 milliards de FCFA, soit 14,4% ;
- acquisitions et grosses réparations de matériels : 7,072 milliards de FCFA; soit 1,1% ;
- provisions et imprévus : 31,51 milliards de FCFA, soit 5%.

En sus des montants correspondants aux services votés réévalués notifiés aux institutions et ministères, il a été procédé à des dotations au titre de mesures nouvelles, notamment pour :

- 13 milliards de FCFA pour les dépenses de téléphone ;
- 4 milliards de FCFA pour les vacataires de l'Education ;

- 2,694 milliards de FCFA pour les Forces armées pour renforcer, entre autres, les crédits relatifs à la prime journalière d'intervention et à l'alimentation des corps de troupe ;
- 2,625 milliards de FCFA pour les véhicules de l'Assemblée nationale ;
- 1,814 milliard de FCFA de crédits additionnels pour la gratuité de l'hémodialyse ;
- 1,3 milliard de FCFA pour porter les crédits du Fonds de dotation de la décentralisation à 18,1 milliards de FCFA conformément à la loi ;
- 0,79 milliard de FCFA pour le projet d'établissement de l'ISRA;
- 0,6 milliard de FCFA d'appui supplémentaire pour les établissements publics de santé ;
- 0,4 milliard de FCFA pour le démarrage du nouvel Institut Supérieur de l'Enseignement Professionnel (ISEP) de Thiès ;
- 0,49 milliard de FCFA pour la Cour de répression de l'enrichissement illicite ;
- 0,2 milliard de FCFA destiné à l'organisation et aux récompenses des lauréats du Grand prix du Chef de l'Etat pour les sciences.

Ainsi, les crédits des « autres dépenses courantes » de 2013 permettront de prendre en charge le fonctionnement des services mais également :

- la dotation du fonds de soutien à l'énergie (FSE) pour un montant de 48 milliards de FCFA, en sus de ses ressources propres attendues des taxes parafiscales estimées à 35,4 milliards de FCFA;
- les dépenses permanentes (eau électricité, téléphone) pour un montant de 44,6 milliards de FCFA;
- les contractuels du Ministère de l'Education nationale pour un montant de 109,73 milliards de FCFA;
- la gratuité de l'hémodialyse pour un montant de 3,24 milliards de FCFA.

A-2 Les dépenses d'investissement

Le montant total des ressources affectées à l'investissement dans la loi de finances initiale pour 2013 s'élève à 912,4 milliards de FCFA, réparti comme suit :

- 515,3 milliards de FCFA pour les dépenses en capital sur ressources internes (crédits de paiement), soit 56,5% des investissements publics contre 507,99 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2012, soit une augmentation de 7,31 milliards de FCFA en valeur absolue et 1,4% en valeur relative ;
- 397,1 milliards de FCFA pour les dépenses en capital sur ressources extérieures, soit 43,5% des investissements publics contre 323 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale pour 2012, soit un accroissement de 74,1 milliards de FCFA en valeur absolue et 22,9% en valeur relative.

L'enveloppe globale des investissements publics est ainsi passée de 830,99 milliards de FCFA en 2012 à 912,400 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 81,41 milliards de FCFA en valeur absolue et 9,8% en valeur relative. Cette enveloppe permet d'assurer la prise en charge des dépenses sur financement intérieur et celles sur financement extérieur.

A-2-1 Financement intérieur

Le financement intérieur, d'un montant de 515,3 milliards de FCFA, prend en charge : (i) les contreparties aux financements extérieurs des projets et programmes de développement pour un montant de 77,38 milliards de FCFA; (ii) les projets et actions financés entièrement par l'Etat pour un montant de 391,8 milliards de FCFA et (iii) les dotations budgétaires aux principaux fonds pour un montant de 46,12 milliards de FCFA.

A-2-2 Financement extérieur

Le financement extérieur, d'un montant de 397,1 milliards de FCFA, est constitué de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 228,2 milliards de FCFA (57,5%) et de subventions pour un montant de 168,9 milliards de FCFA (42,5%).

Comparativement à la loi de finances pour 2012, Les emprunts ont connu une augmentation de 39,2 milliards de FCFA en valeur absolue et de 20,7% en valeur relative.

Quant aux dons, ils ont augmenté de 34,9 milliards de FCFA en valeur absolue et de 26% en valeur relative grâce au démarrage effectif des travaux des projets routiers, d'irrigation et de gestion des ressources en eau financés par le Millénium Challenge Account.

A-2-3 Répartition sectorielle des dépenses en capital

La répartition sectorielle des ressources internes et externes du budget d'investissement 2013 est la suivante :

En milliards de FCFA

Secteurs	Financement Intérieur	Ratio	Financement extérieur	Ratio	Total	Ratio
Primaire	99,782	20,4%	100,486	25,3%	200,268	22,6%
Secondaire	40,282	8,2%	79,559	20,0%	119,841	13,5%
Tertiaire	111,396	22,7%	123,857	31,2%	235,253	26,5%
Quaternaire	238,84	48,7%	93,198	23,5%	332,038	37,4%
Sous-Total	490,3	100%	397,1	100%	887,4	100%
Hors Secteur	25				25	
Total	515,3		397,1		912,4	

L'analyse sectorielle des dépenses en capital montre que le secteur primaire, avec des inscriptions budgétaires d'un montant de

200,268 milliards de FCFA, soit 22,6%, est en nette progression par rapport à 2012 où il se situait à 19%. Ce secteur connaît ainsi un bond de 3,6 points de pourcentage correspondant à une augmentation de 46,708 milliards de FCFA de ses investissements. Cette option démontre le degré de priorité accordé à ce secteur, compte tenu de sa contribution significative à la création de richesse nationale et de sa grande capacité de redistribution de revenus eu égard au nombre important d'acteurs sociaux qu'il mobilise.

Les projets programmés dans ce secteur visent essentiellement à rendre l'agriculture et l'élevage moins vulnérables aux aléas climatiques et élever durablement leur niveau de productivité et de production, à assurer une gestion rationnelle et durable des ressources halieutiques, fauniques et forestières ainsi qu'à garantir l'accès à l'eau potable aux populations rurales. Il s'agit principalement de:

- Programme de reconstitution du capital semencier et Programme d'Équipement du monde rural ;
- Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires ;
- Projet d'Irrigation et de Gestion des Ressources en Eau ;
- Programme de Développement de l'Élevage au Sénégal Oriental et en Casamance ;
- Volet Elevage du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire à Kaffrine, Louga et Matam ;
- Programme d'Appui au développement en Casamance (PADEC) ;
- Programme de Développement de l'Aquaculture ;
- Programme Régional d'Appui à la Pêche Artisanale en Afrique Occidentale.
- Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire (PEPAM) ;
- Programme de Réalisation des Bassins de rétention et de Valorisation des Forages (BARVAFOR)

Le secteur secondaire, avec comme principale composante l'énergie, reçoit une allocation budgétaire de 119,841 milliards de FCFA, soit 13,5% des investissements publics en 2013 pour notamment, pallier le déficit de production et de distribution d'électricité et augmenter le taux d'accès à l'électricité en milieu rural. La part importante de l'énergie dans le financement des investissements du secteur secondaire (88,3%) traduit le souci prioritaire du Gouvernement d'assurer une bonne qualité de la fourniture d'électricité.

Les principaux projets programmés en 2013 sont les suivants :

- Projet de construction de la centrale hydroélectrique de Félou ;
- Projet de réalisation et d'extension du réseau de distribution électrique de Dakar et sa banlieue ;
- Programme d'électrification rurale ;
- Projet de densification du réseau dans les régions ;
- Fonds Spécial de Soutien du Secteur de l'Énergie ;
- Appui au redressement du secteur de l'énergie ;

- Projet d'appui au secteur de l'électricité ;
- Fonds d'appui à la mise à niveau des entreprises ;
- Plateforme d'Appui au secteur Privé (Volet PME) ;
- Plates-formes Multifonctionnelles ;
- Fonds d'Appui à l'Artisanat.

Le secteur tertiaire concentre 235,253 milliards de FCFA des investissements publics, soit 26,5% du budget d'investissement 2013. Les 86,02% de ce montant, soit 202,385 milliards de FCFA, sont alloués aux infrastructures routières, ce qui montre l'importance accordée à l'amélioration de la mobilité urbaine et rurale. Dans l'option du Gouvernement, les infrastructures routières, mais également les pistes rurales, vont constituer une architecture cohérente, orientée vers la dynamisation des pôles économiques de développement.

Les principaux projets programmés en 2013 sont les suivants :

- Achèvement de la construction de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio ;
- Projet de réhabilitation de la route Richard Toll-Ndioum (MCA) ;
- Projet de réhabilitation de la route Ziguinchor-Kolda- Vélingara ;
- Entretien routier ;
- Construction route Linguère-Matam et trois ponts de Matam ;
- Projet d'infrastructures portuaires ;
- Projet de prolongement de la VDN 2^{ème} section CICES-Golf et 3^{ème} section Golf-Keur Massar ;
- Projet de développement touristique de Saint-Louis et sa région ;
- Projet de Développement du Port de Ziguinchor ;
- Projet d'acquisition bac de Foundiougne.

Le secteur quaternaire (santé, éducation, assainissement, protection sociale, femme, décentralisation, etc) absorbe des investissements de l'ordre de 332,038 milliards de FCFA, soit 37,4% avec la prise en compte d'une part, de la Caisse Autonome de Protection Sociale Universelle (CAPSU) pour la prise en charge (i) d'une couverture maladie de base, (ii) d'un Revenu Minimum Vieillesse et (iii) de la Bourse de Sécurité Familiale, et d'autre part, de la phase d'urgence du programme décennal de lutte contre les inondations.

A ces deux (2) programmes majeurs initiés par le Gouvernement, s'ajoutent les projets suivants :

- Achèvement de la construction de postes et centres de santé, de la maternité de l'hôpital le Dantec ;
- Construction et Equipement des Hôpitaux de Fatick et Ziguinchor ;
- Programme de renforcement de la nutrition ;
- Programme Santé Maternelle Infantile ;
- Construction et Equipement de Centres de Dialyse ;
- Construction de salles de classes par l'Etat et les collectivités locales et de Collèges de proximité ;
- Projet d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle ;

- Projet de Gouvernance et de Financement de l'Enseignement Supérieur ;
- Projet de promotion de l'emploi des femmes et des jeunes ;
- Programme de Renforcement et d'Équipement des Collectivités locales.

B - LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les Comptes Spéciaux du Trésor (CST) sont projetés en ressources et en charges à 80,466 milliards de FCFA dont 6 milliards de FCFA de subvention du budget général pour les prêts aux logements.

Comparés à la loi de finances initiale pour 2012, les comptes spéciaux du Trésor ont connu une hausse nette d'un montant de 2,55 milliards de FCFA. Ce dernier est composé d'une hausse d'un montant de 4 milliards de FCFA pour assurer la couverture complète des charges du compte d'affectation spéciale « Fonds national de retraite » (FNR), de l'amélioration des recouvrements des taxes sur les pirogues du compte spécial « caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes » (CEPIA) pour un montant de 50 millions de FCFA, atténuée par la baisse des recouvrements sur les prêts au logements des agents de l'Etat pour un montant de 1,5 milliard de FCFA.

Comparativement à la loi de finances initiale pour 2012, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances pour l'année 2013, sont décrits dans le tableau ci-après :

En milliards de FCFA

	2012	2013	ECARTS	
	LFI	LFI	Valeur	LF13-LF12 EN %
TOTAL BUDGET	2 344,8	2 531,1	186,3	7,95%
BUDGET GENERAL				
Ressources du budget général	2266,9	2450,7	183,8	8,11%
Ressources internes dont:	1943,9	2053,6	109,7	5,64%
Recettes ordinaires hors dons	1515,0	1569,9	54,9	3,62%
Recettes exceptionnelles	60,0	59,0	-1,0	-1,67%
Autres recettes	3,0	12,8	9,8	326,67%
Emprunts	346,9	373,3	26,4	7,61%
Dons budgétaires	19,0	38,6	19,6	103,16%
Ressources externes	323,0	397,1	74,1	22,94%
Ressources affectées à l'investissem	323,0	397,1	74,1	22,94%
Charges du budget général	2266,9	2450,7	183,8	8,11%
Dépenses courantes dont:	1435,9	1538,3	102,4	7,13%
Dettes publiques	347,9	440,9	93,0	26,72%
Traitements et salaires	443,5	467,1	23,6	5,32%
Autres dépenses courantes	644,5	630,3	-14,2	-2,20%
Dépenses d'investissement dont:	831,0	912,4	81,4	9,80%
sur ressources internes	508,0	515,3	7,3	1,44%
sur ressources externes	323,0	397,1	74,1	22,94%
Solde du Budget général	0,0	0,0		
COMPTES SPECIAUX TRESOR				
Ressources	77,9	80,5	2,6	3,29%
Charges	77,9	80,5	2,6	3,29%
Solde des comptes spéciaux	0,0	0,0		
dont subvention au prêts logement	6,0	6,0	0,0	0,00%
SOLDE GLOBAL	0,0	0,0	0,0	

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances pour l'année 2013 soumis à l'adoption de l'Assemblée nationale.



EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE



LISTE DES ARTICLES

ARTICLES	LIBELLES	N° de page
	PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER	
Premier	Evaluation et autorisation de perception des ressources	4
2	Evaluation des charges	5
3	Equilibre général du budget	5
	DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES	
	A- BUDGET GENERAL	
	A-1 Dépenses courantes	
4	Services votés	9
5	Mesures nouvelles	10
	A-2 Dépenses d'investissement	
6	Dépenses en capital sur ressources internes	11
7	Dépenses en capital sur ressources extérieures	12
	B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	
8	Comptes d'affectation spéciale	13
9	Autorisation de report	14
10	Comptes de commerce	15
11	Comptes de prêts	16
12	Comptes d'avances	16
13	Affectations comptables	17
	C- : DISPOSITIONS DIVERSES	
14	Taxes parafiscales	18
15	Crédits évaluatifs	18
16	Dispositions relatives au respect des règles organisant les dépenses publiques	19
17	Autorisation de régulation des dépenses	20
18	Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor	20
19	Projet de loi instituant une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)	21



PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Cette première partie de la loi de finances a pour objet d'autoriser la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.

Texte de l'article :

« I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2013 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2013, à la somme de 2.053.550.000.000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2013, à la somme de 397.100.000.000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

IV – Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.531.116.000.000 de FCFA. »

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat et dont la perception est autorisée annuellement conformément aux lois et règlements, notamment l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et aux dispositions de la présente loi de finances. Un état des prévisions de recettes par article est annexé à cette présente loi, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 31 août 2012 d'une part, et d'autre part sur les projections révisées du programme financier du mois de septembre

2012. Les prévisions de ressources internes sont de 2.053.550.000.000 de FCFA.

Les prévisions de ressources externes sont de 397.100.000.000 de FCFA financées par des dons projets d'un montant de 168.900.000.000 de FCFA et des emprunts pour un montant 228.200.000.000 de FCFA.

B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : Evaluation des charges

Texte de l'article :

« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2013, à la somme de 2.450.650.000.000 de FCFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi. »

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et sont relatives aux services de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses courantes et aux dépenses d'investissement.

Par rapport à l'année 2012, ces charges progressent de 183,78 milliards de FCFA en valeur absolue et 8,1% en valeur relative.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget

Texte de l'article

I - Pour l'année 2013, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :



En millions de FCFA

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - Ressources internes		A- Dépenses sur ressources internes		
Recettes fiscales	1 492 500	Dettes publiques	440 850	
Recettes non fiscales	77 400	Dépenses de personnel	467 100	
Recettes Exceptionnelles	59 000	Autres dépenses courantes	630 300	
Remboursements Prêts et avances	12 800	Dépenses en capital sur ressources internes	515 300	
Dons budgétaires	38 600			
Emprunts	373 250			
Total ressources internes	2 053 550	Total dépenses sur ressources internes	2 053 550	0
B - Ressources externes		B - Dépenses sur ressources externes		
Tirage Dons et emprunts	397 100	Dépenses en capital sur ressources externes	397 100	
Total B	397 100	Total B	397 100	
TOTAL I= (A + B)	2 450 650	TOTAL I = (A + B)	2 450 650	0
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes	80 466	Dépenses	80 466	0
TOTAL RESSOURCES = (1 + 2)	2 531 116	TOTAL CHARGES = (1 + 2)	2 531 116	0

II. – Pour l'année 2013, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 808.950. 000. 000 de FCFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»

Exposé des motifs

1- Le tableau de l'article 3 récapitule les ressources et les charges du Budget général et des Comptes spéciaux du Trésor.

2 - Par ailleurs, le même article autorise le Président de la République à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 808.950.000.000 de FCFA. Ce montant correspond au déficit budgétaire évalué à



373.250.000.000 de FCFA augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement de 397.100.000.000 de FCFA et des dons budgétaires de 38.600.000.000 de FCFA.

3 -l'alinéa 3 de cet article autorise le Président de la République à recourir à différents instruments de gestion de la trésorerie.



DEUXIEME PARTIE :
MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Cette deuxième partie de la loi de finances fixe pour le budget général, le montant des crédits ouverts au titre des services votés et au titre des mesures nouvelles, le plafond des dépenses courantes et d'investissement et le montant des crédits de paiement et des autorisations de programme, les opérations des comptes spéciaux du Trésor et énonce les dispositions diverses.

TITRE I : MOYENS DES SERVICES

A – BUDGET GENERAL

A-1 DEPENSES COURANTES

ARTICLE 4 : Services votés

Texte de l'article :

« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances pour l'année 2013, au titre des services votés réévalués des dépenses courantes, est fixé à la somme de 1 497 363 047 000 de FCFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	440 850 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	460 100 000 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	326 841 157 370 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	269 571 889 630 francs CFA

Exposé des motifs

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances initiale pour 2012 et ceux prévus pour la loi de finances pour l'année 2013, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses courantes :

- par le tableau II annexés au présent exposé des motifs ;

- par des annexes « fascicules budgétaires » établies pour chaque ministère et qui fournissent les explications des différences concernant tant les services votés que les mesures nouvelles.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	440 850 000 000	francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	460 100 000 000	francs CFA
- Titre 3 et 4 autres dépenses courantes	596 413 047 000	francs CFA
total	1 497 363 047 000	francs CFA

ARTICLE 5 : mesures nouvelles

Texte de l'article :

« Il est ouvert, pour la loi de finances pour l'année 2013, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses courantes, des crédits d'un montant de 40 886 953 000 de FCFA ainsi répartis :

- Titre 2 dépenses de personnel	7 000 000 000	francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	25 254 262 000	francs CFA
- Titre 4 transferts courants	8 632 691 000	francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.»

Exposé des motifs

I – La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finances initiale pour 2012 et ceux prévus par la loi de finances pour l'année 2013, au titre des dépenses courantes (mesures nouvelles) est donnée au tableau n° II en annexe.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels des dépenses courantes pour l'année 2013.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par titre et par pouvoir public et ministère, des dépenses courantes sont présentées en annexe 4.

A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes

Texte de l'article :

« I – Il est ouvert pour l'année 2013, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 515.300.000.000 de FCFA ainsi répartis :

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat

183 982 369 000 francs CFA

- Titre 6: Transfert en capital

331 317 631 000 francs CFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2013, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 4.705.036.000.000 de FCFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.

Exposé des motifs

Le financement intérieur, d'un montant de 515,3 milliards de FCFA, prend en charge : (i) les contreparties aux financements extérieurs des projets et programmes de développement; (ii) les projets et actions financés entièrement par l'Etat et (iii) les dotations budgétaires aux principaux fonds.

ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes

Texte de l'article :

« I Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), pour la loi de finances pour l'année 2013, affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures, sont évaluées à 397.100.000.000 de FCFA ainsi réparties :

- Emprunt	228 200 000 000 francs CFA
- Subvention	168 900 000 000 francs CFA

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 3.301.256.000.000 de FCFA ainsi répartis :

- Emprunt	1 957 139 000 000 francs CFA
- Subvention	1 344 117 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi. »

Exposé des motifs

Le financement extérieur, d'un montant de 397,1 milliards de FCFA est constitué de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 228,2 milliards de FCFA (57,5%) et de subventions pour un montant de 168,9 milliards de FCFA (42,5%). Les justifications détaillées sont présentées dans l'annexe 5 consacrée aux dépenses d'investissement.

Par rapport à la loi de finances initiale pour 2012, les financements acquis sur emprunts et subventions ont progressé de 429.539.000.000 de FCFA en valeur absolue et de 14,95% en valeur relative ;

Les prévisions de tirage ont augmenté globalement de 74.100.000.000 de FCFA en valeur absolue et de 22,9 % en valeur relative.

B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

B-1 – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 8 :

Texte de l'article :

« I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2013 sont évaluées à 64.216.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2013, s'élèvent à 64.216.000.000 de FCFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;*
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.»*

Exposé des motifs

I- L'article 41 alinéa 1^{er} de la loi organique stipule que les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par catégorie de comptes spéciaux.

L'alinéa 3 du même article dispose que les dépenses des Comptes spéciaux du Trésor sont votées par catégorie de Comptes spéciaux dans les mêmes conditions que les dépenses du budget général.

II – Les crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale figurent dans le tableau IV annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En outre, le tableau IV fournit également des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances pour 2013 et ceux prévus par la loi de finances pour l'année 2012.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe 2 des Comptes spéciaux du Trésor.

IV – L'article 26 alinéa 2 de la loi organique précitée dispose que le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder les recettes du même compte, sauf pendant les trois mois de création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année.

Le présent projet de loi de finances pour l'année 2013 prévoit que les comptes d'affectation spéciale doivent être exécutés en dépenses à hauteur des recettes réalisées. En outre, il n'est pas autorisé de découvert pour ces comptes au titre de l'année 2013.

V- l'article 25 alinéa 3 de la loi organique précitée dispose que sauf dérogations prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du Trésor les dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités à des agents de l'Etat.

La présente loi de finances autorise le paiement de ces dépenses sur les comptes d'affectation spéciale ci après:

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes
- le compte des Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique.

ARTICLE 9 : Autorisation de report

Texte de l'article :

« Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2013, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite ».

Exposé des motifs

L'article 25 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances stipule que sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté d'année en année.

Pour l'année 2013, seul le solde créditeur du compte spécial « Fonds National de Retraite » est reportable. L'application de cet article vise à limiter les dérapages résultant des autres Comptes d'affectation spéciale.

B-2 – COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 10 :

Texte de l'article :

«I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances pour l'année 2013 sont évaluées à 150.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2013, s'élèvent à 150.000.000 de FCFA.»

Exposé des motifs

L'article 27 alinéa 1^{er} de la loi organique relative aux lois de finances stipule que le découvert fixé annuellement pour chaque compte de commerce a un caractère limitatif. Pour la loi de finances 2013, il n'est pas accordé de découvert pour les comptes de commerce.

B-3 – COMPTES DE PRETS.**ARTICLE 11:****Texte de l'article :**

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2013, sont évaluées à 15.300.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2013, s'élèvent à 15.300.000.000 de FCFA ».

Exposé des motifs

Les plafonds sont ainsi répartis :

- Prêts aux collectivités locales 800.000.000 de FCFA ;
- Prêts à divers particuliers 14.500.000.000 de FCFA ;

Pour appuyer la politique d'accès au logement pour les agents de l'Etat, ce dernier compte est subventionné à hauteur de 6 milliards de FCFA par le budget général en sus de ses ressources ordinaires provenant des remboursements.

Le tableau IV annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances pour 2013 et ceux prévus pour la loi de finances pour l'année 2012.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe 2 des Comptes Spéciaux du Trésor.

B-4 – COMPTES D'AVANCES.**ARTICLE 12:**

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2013, s'élèvent à 800.000.000 de FCFA. »

Exposé des motifs

Ce plafond concerne les avances consenties aux Collectivités locales.

Le tableau IV annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances pour 2013 et ceux prévus pour la loi de finances pour l'année 2012.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe 2 des Comptes Spéciaux du Trésor.

B-5- Affectations comptables

ARTICLE 13:

Texte de l'article :

«Compte tenu des dispositions des articles 8 à 13, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 80.466.000.000 de FCFA comme indiqué à l'annexe 2 jointe à la présente loi.

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances pour l'année 2013 sont évaluées à la somme de 80.466.000.000 de FCFA. »

Exposé des motifs

L'article 19 alinéa 2 et suivants de la loi organique relative aux lois de finances stipule toutefois que, certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses. Ces affectations spéciales prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux du Trésor ou de procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe.

L'affectation par procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe est décidée par voie réglementaire dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Dans tous les autres cas, l'affectation est exceptionnelle et ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances, d'initiative gouvernementale.

L'objet de cet article est de confirmer pour la loi de finances pour l'année 2013, les affectations résultant des lois de finances antérieures.

Par rapport à la loi de finances pour 2012, les affectations augmentent en valeur absolue de 2,55 milliards de FCFA et de 3,3% en valeur relative.

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 : Taxes parafiscales

Texte de l'article :

« La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe 6, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2013. »

Exposé des motifs

L'article 33 alinéa 4° de la loi organique énumère parmi les annexes explicatives qui doivent accompagner la loi de finances de l'année, la liste complète des taxes parafiscales.

ARTICLE 15 : Crédits évaluatifs

Texte de l'article :

« Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe 7. »

Exposé des motifs

L'objet de cet article est d'autoriser que des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits ouverts au titre de ces chapitres ou comptes spéciaux du Trésor puissent s'imputer, en cas de besoin, au delà des crédits ouverts par la présente loi.

Aux termes de l'article 11 de la loi organique, les crédits évaluatifs s'appliquent aux crédits afférents au service de la dette publique (charge des intérêts et remboursement des emprunts), aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure sur un état spécial annexé à la présente loi de finances ».

ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques

Texte de l'article :

« Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques

L'agent de l'Etat, qui viole cette disposition, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie. »

Exposé des motifs

L'objet de cet article est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable en matière de dépenses publiques et de préciser les conditions d'application des dispositions pertinentes du Code des Obligations de l'Administration.

ARTICLE 17: autorisation de régulation des dépenses

Texte de l'article :

« Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital »

Exposé des motifs

Cet article a pour objet d'habiliter le gouvernement, à procéder à une régulation des dépenses, en vue de définir des objectifs qui sont compatibles avec la situation financière de l'Etat. En d'autres termes, il donne la possibilité au Gouvernement de geler les crédits et de les débloquer en fonction de la situation financière. Les modalités d'application de ces opérations sont précisées par circulaire du Ministre chargé des Finances.

ARTICLE 18 : Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor

Texte de l'article :

« Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.

La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.

Exposé des motifs de l'article:

Les dispositions de cet article contribuent à améliorer la gestion de la trésorerie et à favoriser la stratégie de retour au Compte unique du Trésor préconisé par diverses études.

Il s'agit, par ailleurs de compléter le dispositif, en vigueur, de centralisation de la trésorerie dans un compte unique ouvert au nom du Trésor dans les livres de la BCEAO, par un mécanisme de mise à disposition maîtrisée des subventions et autres concours du budget de l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques. La domiciliation de ces concours dans les livres du Trésor et sa mobilisation, de façon concertée, permet ainsi de ne plus entretenir inutilement une trésorerie publique oisive dans les banques tout en assurant aux entités bénéficiaires le financement correct et régulier de leurs opérations.

ARTICLE 19 : Institution d'une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)

Texte de l'article :

« Il est institué au profit du budget de l'Etat une CSMC.

Cette contribution s'applique aux substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.

Les produits des mines et carrières sont exonérés de la contribution spéciale lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution.

La base imposable est déterminée :

- à la vente, par le prix normal de vente tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même ;

- à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même ;

- dans tous les autres cas, par le prix normal ou la valeur normale du bien tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même.

La contribution spéciale s'applique aux livraisons sur le marché local, aux importations et aux exportations.

Le fait générateur de la contribution spéciale est constitué :

1° pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit, par le prélèvement ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;

2° pour les substances importées, par la mise en consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal.

Le taux de la contribution spéciale est fixé à 5%.

Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC. »

Exposé des motifs de l'article:

Le Sénégal s'est lancé dans une politique d'incitation aux investissements à travers l'assainissement du climat des affaires. A ce titre, le secteur minier a largement bénéficié des investissements directs étrangers à la faveur du dispositif législatif et fiscal incitatif mis en place.

Cependant, l'exploitation des mines et carrières expose l'environnement à des dommages importants. Ainsi, notre pays s'est doté d'une réglementation visant à préserver l'environnement. Celle-ci cherche à développer une attitude responsable auprès des exploitants miniers dont la pérennité de l'activité dépend de la sauvegarde de l'environnement.

Pour sa part, l'Etat du Sénégal entend renforcer le dispositif existant par une stratégie de réhabilitation et de restauration des sites miniers après exploitation. En effet, une bonne politique de réhabilitation des mines et carrières est indispensable à la préservation de l'environnement et participe de la régénération du potentiel de ressources.

La remise en état des sites d'exploitation minière doit être garantie par l'Etat. Elle exige de la part des exploitants et des bénéficiaires une contribution financière qu'il convient d'affecter au budget de l'Etat afin de pouvoir couvrir les charges publiques rendues nécessaires par la réhabilitation et la sauvegarde de l'environnement sous-jacent aux exploitations minières et des carrières.

C'est ainsi qu'il est institué une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières ainsi que le ciment. Le présent projet de loi en fixe l'assiette, le taux ainsi que les modalités de recouvrement.

Telle est l'économie du présent projet de loi.



TABLEAUX RECAPITULATIFS



- BUDGET GENERAL



- RECETTES

I. PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES 2013.



TABLEAU 1 : Prévisions des ressources par article et par paragraphe
En milliers de FCFA

	PREVISIONS LFI 2012	REALISATIONS AU 31 AOÛT 2012	PREVISIONS LFI 2013	ECARTS: LFI/LFI	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfiques et gains en capital	134 500 000	127 300 000	160 500 000	26 000 000	19,33%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	239 100 000	161 300 000	238 600 000	-500 000	-0,21%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	25 900 000	14 700 000	24 100 000	-1 800 000	-6,95%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	600 000	0	0	-600 000	-100,00%
TOTAL IMPOTS DIRECTS	400 100 000	303 300 000	423 200 000	23 100 000	5,77%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	733 700 000	435 700 000	796 800 000	63 100 000	8,60%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	33 100 000	19 300 000	33 300 000	200 000	0,60%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	204 000 000	130 600 000	202 400 000	-1 600 000	-0,78%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales****	46 100 000	14 200 000	36 800 000	-9 300 000	-20,17%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS	1 016 900 000	599 800 000	1 069 300 000	52 400 000	5,15%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	1 417 000 000	903 100 000	1 492 500 000	75 500 000	5,33%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES					
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	18 600 000	7 900 000	22 500 000	3 900 000	20,97%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	27 000 000	27 700 000	52 000 000	25 000 000	92,59%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	52 200 000	29 500 000	2 700 000	-49 500 000	-94,83%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	98 000 000	65 100 000	77 400 000	-20 600 000	-21,02%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 515 000 000	968 200 000	1 569 900 000	54 900 000	3,62%
074 - DONS PROGRAMMES	19 000 000	37 805 327	38 600 000	19 600 000	103,16%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES***	60 000 000	84 057 928	59 000 000	-1 000 000	-1,67%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	3 000 000	1 158 816	12 800 000	9 800 000	326,67%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	115 000 000	43 879 000	150 000 000	35 000 000	30,43%



	PREVISIONS LFI 2012	REALISATIONS AU 31 AOÛT 2012	PREVISIONS LFI 2013	ECARTS: LF_2013/LF_2012	TAUX ECART
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	25 000 000	18 623 739	37 200 000	12 200 000	48,80%
017 AUTRES EMPRUNTS****	206 870 000	450 567 437	186 050 000	-20 820 000	-10,06%
Total emprunts	346 870 000	513 070 176	373 250 000	26 380 000	7,61%
TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17	428 870 000	636 092 247	483 650 000	54 780 000	12,77%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)	1 943 870 000	637 060 447	2 053 550 000	109 680 000	5,64%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	126 800 000	40 847 625	168 900 000	42 100 000	33,20%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	196 200 000	76 546 979	228 200 000	32 000 000	16,31%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)	323 000 000	117 394 604	397 100 000	74 100 000	22,94%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	2 266 870 000	637 117 041	2 450 650 000	183 780 000	8,11%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	77 916 000		80 466 000	2 550 000	3,27%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN(Budget général+Comptes spéciaux du trésor)	2 344 786 000	637 117 041	2 531 116 000	186 330 000	7,95%



TABLEAU 1 bis : Exécution recettes 2011

DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL - ANNEE 2011

Nature de la recette	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative 1	Loi de finances rectificative 2	Total prévisions	Recouvrement
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	139 000 000 000	139 000 000 000	121 400 000 000	121 400 000 000	139 631 202 492
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	206 500 000 000	206 500 000 000	223 700 000 000	223 700 000 000	217 283 975 962
Total impôts sur revenu et sur salaires(711+712)	345 500 000 000	345 500 000 000	345 100 000 000	345 100 000 000	356 915 178 454
713 impôts sur le patrimoine	23 300 000 000	23 300 000 000	22 300 000 000	22 300 000 000	23 843 753 387
714 Autres impôts directs	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	648 542 948
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	369 200 000 000	369 200 000 000	367 800 000 000	367 800 000 000	381 407 474 789
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	672 500 000 000	691 300 000 000	661 200 000 000	661 200 000 000	657 872 487 040
716 Droits de timbre et d'enregistrement	30 800 000 000	30 800 000 000	32 100 000 000	32 100 000 000	27 294 660 468
717 Droits et taxes à l'importation	189 200 000 000	189 200 000 000	204 600 000 000	204 600 000 000	203 590 298 460
719 Autres recettes fiscales	37 700 000 000	37 700 000 000	33 500 000 000	33 500 000 000	29 259 804 805
Total impôts indirects (715+716+717+719)	930 200 000 000	949 000 000 000	931 400 000 000	931 400 000 000	918 017 250 773
071 TOTAL RECETTES FISCALES(711+715+716+717+719)	1 299 400 000 000	1 318 200 000 000	1 299 200 000 000	1 299 200 000 000	1 299 424 725 562
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22 100 000 000	22 100 000 000	16 400 000 000	16 400 000 000	10 590 657 553
722 Droits et frais administratifs	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	749 738 455
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	249 253 156
724 Produits financiers	21 500 000 000	20 300 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	24 348 503 262
729 Autres recettes non fiscales	2 200 000 000	2 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	1 162 105 879
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	46 000 000 000	44 800 000 000	44 800 000 000	44 800 000 000	37 100 258 305
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 345 400 000 000	1 363 000 000 000	1 344 000 000 000	1 344 000 000 000	1 336 524 983 867
74 Dons budgétaires	29 385 000 000	37 300 000 000	37 300 000 000	37 300 000 000	37 805 327 292
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTTE / IADM)	59 700 000 000	62 000 000 000	62 000 000 000	62 000 000 000	84 057 928 140
14 Emission de bons du Trésor	40 000 000 000	43 880 000 000	42 911 878 000	42 911 878 000	43 879 000 000
17 Autres Emprunts	215 890 000 000	378 390 000 000	328 522 122 000	328 522 122 000	450 567 436 616
29 Remboursement Prêts rétrocédés	2 700 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	1 158 815 884
16 Emprunt Programme	34 000 000 000	42 200 000 000	39 300 000 000	39 300 000 000	18 623 739 001
Total Autres Recettes (74 - 75 -76- 29)	381 675 000 000	566 770 000 000	513 034 000 000	513 034 000 000	636 092 246 933
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	1 727 075 000 000	1 929 770 000 000	1 857 034 000 000	1 857 034 000 000	1 972 617 230 800
12 Dons Projet et legs	125 000 000 000	125 000 000 000	117 000 000 000	117 000 000 000	
15 Tirage sur Dons et Emprunt projets	156 000 000 000	156 000 000 000	150 500 000 000	150 500 000 000	
Total Recettes externes (12 - 15 - 74)	281 000 000 000	281 000 000 000	267 500 000 000	267 500 000 000	0
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 008 075 000 000	2 210 770 000 000	2 124 534 000 000	2 124 534 000 000	1 972 617 230 800



**II . COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC OU MINISTERE
DES CREDITS OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES 2012 ET CEUX
PREVUS DANS LA LOI DE FINANCES 2013.**



République du Sénégal

**RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE**

	Crédits Ouverts en LFI		Loi de Finances pour l'année 2013			
	2012	Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
BUDGET GENERAL						
Dépenses consolidées						
Titre 1 - Dette Publique	347 880 000 000	440 850 000 000	0	440 850 000 000	92 970 000 000	26,72%
Titre 2 - Dépenses de personnel	443 500 000 000	460 100 000 000	7 000 000 000	467 100 000 000	23 600 000 000	5,32%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	345 795 703 670	326 841 157 370	25 254 262 000	352 095 419 370	6 299 715 700	1,82%
Titre 4 - Dépenses de transfert	298 704 296 330	269 571 889 630	8 632 691 000	278 204 580 630	-20 499 715 700	-6,86%
TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES	1 435 880 000 000	1 497 363 047 000	40 886 953 000	1 538 250 000 000	102 370 000 000	7,13%
Dépenses d'Investissement						
Titre 5 - Dépenses en capital	473 162 285 000	581 082 369 000	0	581 082 369 000	107 920 084 000	22,81%
Titre 6 - Transfert en capital	357 827 715 000	331 317 631 000	0	331 317 631 000	-26 510 084 000	-7,41%
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	830 990 000 000	912 400 000 000	0	912 400 000 000	81 410 000 000	9,80%
TOTAL BUDGET GENERAL	2 266 870 000 000	2 409 763 047 000	40 886 953 000	2 450 650 000 000	183 780 000 000	8,11%
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	77 916 000 000	80 466 000 000	0	80 466 000 000	2 550 000 000	3,27%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	77 916 000 000	80 466 000 000	0	80 466 000 000	2 550 000 000	3,27%
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST	2 344 786 000 000	2 490 229 047 000	40 886 953 000	2 531 116 000 000	186 330 000 000	7,95%
dont total hors dépenses de personnel et dette	644 500 000 000	596 413 047 000	33 886 953 000	630 300 000 000	-14 200 000 000	-2,20%
Dotation internes(transferts courants) (1)						
Dotation Aval et Garanties	0	0	0	0	0	
Dotation Prêts au logement	0	6 000 000 000	0	6 000 000 000	6 000 000 000	
Total dotations internes(Transferts courants)	0	6 000 000 000	0	6 000 000 000	6 000 000 000	
Dont Budget Gén à CST						
Total Dépenses consolidées						
Titre 1 - Dette Publique	347 880 000 000	440 850 000 000	0	440 850 000 000	92 970 000 000	26,72%
Titre 2 - Dépenses de personnel	443 500 000 000	460 100 000 000	7 000 000 000	467 100 000 000	23 600 000 000	5,32%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	345 795 703 670	326 841 157 370	25 254 262 000	352 095 419 370	6 299 715 700	1,82%
Titre 4 - Transferts courant	298 704 296 330	263 571 889 630	8 632 691 000	272 204 580 630	-26 499 715 700	-8,87%
TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES ET DETTE	1 435 880 000 000	1 491 363 047 000	40 886 953 000	1 532 250 000 000	96 370 000 000	6,71%
Dépenses d'Investissement						
Titre 5 - Dépenses en capital	473 162 285 000	581 082 369 000	0	581 082 369 000	107 920 084 000	22,81%
Titre 6 - Transfert en capital	357 827 715 000	331 317 631 000	0	331 317 631 000	-26 510 084 000	-7,41%
Total Dépenses d'Investissement	830 990 000 000	912 400 000 000	0	912 400 000 000	81 410 000 000	9,80%
Total Budget Général	2 266 870 000 000	2 403 763 047 000	40 886 953 000	2 444 650 000 000	177 780 000 000	7,84%
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	77 916 000 000	80 466 000 000	0	80 466 000 000	2 550 000 000	3,27%
Total Comptes Spéciaux du Trésor	77 916 000 000	80 466 000 000	0	80 466 000 000	2 550 000 000	3,27%
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST	2 344 786 000 000	2 484 229 047 000	40 886 953 000	2 525 116 000 000	180 330 000 000	7,69%

(1) BG à CST = Dotations du Budget Général aux Comptes Spéciaux du Trésor

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
10 Dette Publique						
DETTE PUBLIQUE						
Dette Publique						
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique	347 880 000 000	440 850 000 000	0	440 850 000 000	92 970 000 000	26,72
Total Dette Publique	347 880 000 000	440 850 000 000	0	440 850 000 000	92 970 000 000	26,72
TOTAL DETTE PUBLIQUE	347 880 000 000	440 850 000 000	0	440 850 000 000	92 970 000 000	26,72
Total Général Section 10	347 880 000 000	440 850 000 000	0	440 850 000 000	92 970 000 000	26,72
21 Présidence de la République						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 114 615 620	4 023 787 200	14 278 000	4 038 065 200	-76 550 420	-1,86
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	10 045 999 000	9 128 774 000	103 000 000	9 231 774 000	-814 225 000	-8,10
Titre 4 - 21 Transferts courants	14 481 728 000	14 353 728 000	0	14 353 728 000	-128 000 000	-0,88
Total Budget de Fonctionnement	28 642 342 620	27 506 289 200	117 278 000	27 623 567 200	-1 018 775 420	-3,56
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 21 Investissements executés par l'état	19 033 870 000	22 727 570 000	0	22 727 570 000	3 693 700 000	19,41
Titre 6 - 21 Transfert en capital	42 864 337 000	26 195 430 000	0	26 195 430 000	-16 668 907 000	-38,89
Total Budget d'Investissement	61 898 207 000	48 923 000 000	0	48 923 000 000	-12 975 207 000	-20,96
TOTAL BUDGET GENERAL	90 540 549 620	76 429 289 200	117 278 000	76 546 567 200	-13 993 982 420	-15,46
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 21 Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
Total Général Section 21	90 750 549 620	76 639 289 200	117 278 000	76 756 567 200	-13 993 982 420	-15,42
22 Assemblée Nationale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	7 857 863 800	8 241 277 580	0	8 241 277 580	383 413 780	4,88
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7 108 345 000	4 843 345 000	2 625 000 000	7 468 345 000	360 000 000	5,06
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	91 161 000	0	91 161 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	15 057 369 800	13 175 783 580	2 625 000 000	15 800 783 580	743 413 780	4,94
Budget d'Investissement						
Titre 6 - 22 Transfert en capital	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	15 807 369 800	13 925 783 580	2 625 000 000	16 550 783 580	743 413 780	4,70
Total Général Section 22	15 807 369 800	13 925 783 580	2 625 000 000	16 550 783 580	743 413 780	4,70



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
23 Commission Electorale Nationale Autonome						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 3 - 23 Dépenses de fonctionnement	0	0	0	0	0	
Titre 4 - 23 Transferts courants	2 300 983 000	1 600 983 000	500 000 000	2 100 983 000	-200 000 000	-8,69
Total Budget de Fonctionnement	2 300 983 000	1 600 983 000	500 000 000	2 100 983 000	-200 000 000	-8,69
TOTAL BUDGET GENERAL	2 300 983 000	1 600 983 000	500 000 000	2 100 983 000	-200 000 000	-8,69
Total Général Section 23	2 300 983 000	1 600 983 000	500 000 000	2 100 983 000	-200 000 000	-8,69
24 Conseil Economique et Social						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	2 168 400 000	0	0	0	-2 168 400 000	-100,0
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	4 383 464 000	0	0	0	-4 383 464 000	-100,0
Titre 4 - 24 Transferts courants	47 087 000	0	0	0	-47 087 000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	6 598 951 000	0	0	0	-6 598 951 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	6 598 951 000	0	0	0	-6 598 951 000	-100,0
Total Général Section 24	6 598 951 000	0	0	0	-6 598 951 000	-100,0
25 Conseil Constitutionnel						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	132 285 400	137 043 400	0	137 043 400	4 758 000	3,60
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	108 370 000	108 370 000	0	108 370 000	0	0,0
Titre 4 - 25 Transferts courants	0	0	0	0	0	
Total Budget de Fonctionnement	240 655 400	245 413 400	0	245 413 400	4 758 000	1,98
Budget d'Investissement						
Titre 6 - 25 Transfert en capital	43 400 000	0	0	0	-43 400 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	43 400 000	0	0	0	-43 400 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	284 055 400	245 413 400	0	245 413 400	-38 642 000	-13,60
Total Général Section 25	284 055 400	245 413 400	0	245 413 400	-38 642 000	-13,60
27 Cour Suprême						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	683 864 000	805 771 000	0	805 771 000	121 907 000	17,83
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	915 956 000	915 956 000	0	915 956 000	0	0,0
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 977 000	0	1 977 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1 601 797 000	1 723 704 000	0	1 723 704 000	121 907 000	7,61
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 27 Investissements executés par l'état	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	1 751 797 000	1 873 704 000	0	1 873 704 000	121 907 000	6,96
Total Général Section 27	1 751 797 000	1 873 704 000	0	1 873 704 000	121 907 000	6,96



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013					
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
28 Cour des Comptes							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	755 375 760	765 533 880	0	765 533 880	10 158 120	1,34	
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	253 952 000	253 952 000	0	253 952 000	0	0,0	
Total Budget de Fonctionnement	1 009 327 760	1 019 485 880	0	1 019 485 880	10 158 120	1,01	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 28 Investissements executés par l'état	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0	0,0	
Titre 6 - 28 Transfert en capital	3 165 303 000	1 586 000 000	0	1 586 000 000	-1 579 303 000	-49,89	
Total Budget d'Investissement	3 290 303 000	1 711 000 000	0	1 711 000 000	-1 579 303 000	-48,00	
TOTAL BUDGET GENERAL	4 299 630 760	2 730 485 880	0	2 730 485 880	-1 569 144 880	-36,49	
Total Général Section 28	4 299 630 760	2 730 485 880	0	2 730 485 880	-1 569 144 880	-36,49	
29 SENAT							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	3 562 777 000	0	0	0	-3 562 777 000	-100,0	
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	3 422 073 000	0	0	0	-3 422 073 000	-100,0	
Total Budget de Fonctionnement	6 984 850 000	0	0	0	-6 984 850 000	-100,0	
Budget d'Investissement							
Titre 6 - 29 Transfert en capital	250 000 000	0	0	0	-250 000 000	-100,0	
Total Budget d'Investissement	250 000 000	0	0	0	-250 000 000	-100,0	
TOTAL BUDGET GENERAL	7 234 850 000	0	0	0	-7 234 850 000	-100,0	
Total Général Section 29	7 234 850 000	0	0	0	-7 234 850 000	-100,0	
30 Primature							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 292 853 640	1 173 835 140	0	1 173 835 140	-119 018 500	-9,21	
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 287 600 090	2 944 274 000	129 000 000	3 073 274 000	-214 326 090	-6,52	
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 618 415 000	4 975 741 000	0	4 975 741 000	357 326 000	7,74	
Total Budget de Fonctionnement	9 198 868 730	9 093 850 140	129 000 000	9 222 850 140	23 981 410	0,26	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 30 Investissements executés par l'état	6 880 000 000	9 014 000 000	0	9 014 000 000	2 134 000 000	31,02	
Titre 6 - 30 Transfert en capital	4 897 000 000	11 547 000 000	0	11 547 000 000	6 650 000 000	135,80	
Total Budget d'Investissement	11 777 000 000	20 561 000 000	0	20 561 000 000	8 784 000 000	74,59	
TOTAL BUDGET GENERAL	20 975 868 730	29 654 850 140	129 000 000	29 783 850 140	8 807 981 410	41,99	
Total Général Section 30	20 975 868 730	29 654 850 140	129 000 000	29 783 850 140	8 807 981 410	41,99	



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	18 751 181 460	14 268 454 180	0	14 268 454 180	-4 482 727 280	-23,91
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	12 316 726 880	12 469 921 000	0	12 469 921 000	153 194 120	1,24
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 169 820 000	5 210 634 000	0	5 210 634 000	40 814 000	0,79
Total Budget de Fonctionnement	36 237 728 340	31 949 009 180	0	31 949 009 180	-4 288 719 160	-11,83
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 31 Investissements exécutés par l'état	6 147 000 000	6 565 000 000	0	6 565 000 000	418 000 000	6,80
Titre 6 - 31 Transfert en capital	200 000 000	630 000 000	0	630 000 000	430 000 000	215,0
Total Budget d'Investissement	6 347 000 000	7 195 000 000	0	7 195 000 000	848 000 000	13,36
TOTAL BUDGET GENERAL	42 584 728 340	39 144 009 180	0	39 144 009 180	-3 440 719 160	-8,08
Total Général Section 31	42 584 728 340	39 144 009 180	0	39 144 009 180	-3 440 719 160	-8,08
32 Ministère des Forces Armées						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	62 322 322 980	64 489 620 540	2 004 300 000	66 493 920 540	4 171 597 560	6,69
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	22 179 068 000	20 721 068 000	2 644 620 000	23 365 688 000	1 186 620 000	5,35
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 249 687 000	2 263 687 000	50 000 000	2 313 687 000	64 000 000	2,84
Total Budget de Fonctionnement	86 751 077 980	87 474 375 540	4 698 920 000	92 173 295 540	5 422 217 560	6,25
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 32 Investissements exécutés par l'état	11 470 000 000	24 205 000 000	0	24 205 000 000	12 735 000 000	111,03
Titre 6 - 32 Transfert en capital	2 180 000 000	580 000 000	0	580 000 000	-1 600 000 000	-73,39
Total Budget d'Investissement	13 650 000 000	24 785 000 000	0	24 785 000 000	11 135 000 000	81,58
TOTAL BUDGET GENERAL	100 401 077 980	112 259 375 540	4 698 920 000	116 958 295 540	16 557 217 560	16,49
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Général Section 32	100 551 077 980	112 409 375 540	4 698 920 000	117 108 295 540	16 557 217 560	16,47



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
33 Ministère de l'Intérieur						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	24 431 937 400	28 188 572 960	925 070 000	29 113 642 960	4 681 705 560	19,16
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	4 604 940 280	4 819 302 000	2 285 780 000	7 105 082 000	2 500 141 720	54,29
Titre 4 - 33 Transferts courants	8 000 000 000	0	0	0	-8 000 000 000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	37 036 877 680	33 007 874 960	3 210 850 000	36 218 724 960	-818 152 720	-2,21
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 33 Investissements executés par l'état	9 975 000 000	12 784 000 000	0	12 784 000 000	2 809 000 000	28,16
Titre 6 - 33 Transfert en capital	0	20 000 000	0	20 000 000	20 000 000	
Total Budget d'Investissement	9 975 000 000	12 804 000 000	0	12 804 000 000	2 829 000 000	28,36
TOTAL BUDGET GENERAL	47 011 877 680	45 811 874 960	3 210 850 000	49 022 724 960	2 010 847 280	4,28
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor	1 056 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	1 056 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	1 056 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0,0
Total Général Section 33	48 067 877 680	46 867 874 960	3 210 850 000	50 078 724 960	2 010 847 280	4,18
34 Ministère de la Justice						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 640 937 960	16 684 578 640	0	16 684 578 640	43 640 680	0,26
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	4 801 099 000	5 187 950 000	191 567 000	5 379 517 000	578 418 000	12,05
Titre 4 - 34 Transferts courants	905 862 000	923 862 000	490 000 000	1 413 862 000	508 000 000	56,08
Total Budget de Fonctionnement	22 347 898 960	22 796 390 640	681 567 000	23 477 957 640	1 130 058 680	5,06
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 34 Investissements executés par l'état	4 175 000 000	6 386 000 000	0	6 386 000 000	2 211 000 000	52,96
Total Budget d'Investissement	4 175 000 000	6 386 000 000	0	6 386 000 000	2 211 000 000	52,96
TOTAL BUDGET GENERAL	26 522 898 960	29 182 390 640	681 567 000	29 863 957 640	3 341 058 680	12,60
Total Général Section 34	26 522 898 960	29 182 390 640	681 567 000	29 863 957 640	3 341 058 680	12,60
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	814 100 940	1 598 514 640	0	1 598 514 640	784 413 700	96,35
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	345 025 380	481 909 000	0	481 909 000	136 883 620	39,67
Titre 4 - 35 Transferts courants	873 870 060	131 600 000	123 320 000	254 920 000	-618 950 060	-70,83
Total Budget de Fonctionnement	2 032 996 380	2 212 023 640	123 320 000	2 335 343 640	302 347 260	14,87
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 35 Investissements executés par l'état	468 000 000	890 000 000	0	890 000 000	422 000 000	90,17
Titre 6 - 35 Transfert en capital	140 000 000	130 000 000	0	130 000 000	-10 000 000	-7,14
Total Budget d'Investissement	608 000 000	1 020 000 000	0	1 020 000 000	412 000 000	67,76
TOTAL BUDGET GENERAL	2 640 996 380	3 232 023 640	123 320 000	3 355 343 640	714 347 260	27,05
Total Général Section 35	2 640 996 380	3 232 023 640	123 320 000	3 355 343 640	714 347 260	27,05



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013					
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
36 Ministère des relations avec les institutions							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	120 719 080	0	0	0	-120 719 080	-100,0	
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	214 739 820	0	0	0	-214 739 820	-100,0	
Total Budget de Fonctionnement	335 458 900	0	0	0	-335 458 900	-100,0	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 36 Investissements executés par l'état	325 000 000	0	0	0	-325 000 000	-100,0	
Total Budget d'Investissement	325 000 000	0	0	0	-325 000 000	-100,0	
TOTAL BUDGET GENERAL	660 458 900	0	0	0	-660 458 900	-100,0	
Total Général Section 36	660 458 900	0	0	0	-660 458 900	-100,0	
37 Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	923 821 680	0	0	0	-923 821 680	-100,0	
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	168 926 520	0	0	0	-168 926 520	-100,0	
Titre 4 - 37 Transferts courants	204 920 000	0	0	0	-204 920 000	-100,0	
Total Budget de Fonctionnement	1 297 668 200	0	0	0	-1 297 668 200	-100,0	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 37 Investissements executés par l'état	117 000 000	0	0	0	-117 000 000	-100,0	
Titre 6 - 37 Transfert en capital	243 000 000	0	0	0	-243 000 000	-100,0	
Total Budget d'Investissement	360 000 000	0	0	0	-360 000 000	-100,0	
TOTAL BUDGET GENERAL	1 657 668 200	0	0	0	-1 657 668 200	-100,0	
Total Général Section 37	1 657 668 200	0	0	0	-1 657 668 200	-100,0	
38 Ministère du Genre et des Relations avec les Associations Féminines Africaines et Etrangère							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0	
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	0	0	0	0	0	0	
Total Budget de Fonctionnement	0	0	0	0	0	0	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	0	0	0	0	0	
Total Général Section 38	0	0	0	0	0	0	



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	181 235 260	0	0	0	-181 235 260	-100,0
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	283 386 000	0	0	0	-283 386 000	-100,0
Titre 4 - 39 Transferts courants	40 813 860	0	0	0	-40 813 860	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	505 435 120	0	0	0	-505 435 120	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 39 Investissements executés par l'état	280 000 000	0	0	0	-280 000 000	-100,0
Titre 6 - 39 Transfert en capital	320 000 000	0	0	0	-320 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	600 000 000	0	0	0	-600 000 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	1 105 435 120	0	0	0	-1 105 435 120	-100,0
Total Général Section 39	1 105 435 120	0	0	0	-1 105 435 120	-100,0
40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 441 340 080	1 341 541 280	0	1 341 541 280	-99 798 800	-6,92
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	470 970 060	525 650 000	0	525 650 000	54 679 940	11,61
Titre 4 - 40 Transferts courants	153 447 100	183 447 000	0	183 447 000	29 999 900	19,55
Total Budget de Fonctionnement	2 065 757 240	2 050 638 280	0	2 050 638 280	-15 118 960	-0,73
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 40 Investissements executés par l'état	10 132 000 000	19 167 900 000	0	19 167 900 000	9 035 900 000	89,18
Titre 6 - 40 Transfert en capital	2 423 200 000	2 828 100 000	0	2 828 100 000	404 900 000	16,71
Total Budget d'Investissement	12 555 200 000	21 996 000 000	0	21 996 000 000	9 440 800 000	75,19
TOTAL BUDGET GENERAL	14 620 957 240	24 046 638 280	0	24 046 638 280	9 425 681 040	64,47
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 40 Comptes Spéciaux du Trésor	900 000 000	950 000 000	0	950 000 000	50 000 000	5,56
Total Comptes Spéciaux du Trésor	900 000 000	950 000 000	0	950 000 000	50 000 000	5,56
TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	900 000 000	950 000 000	0	950 000 000	50 000 000	5,56
Total Général Section 40	15 520 957 240	24 996 638 280	0	24 996 638 280	9 475 681 040	61,05
41 Ministère des Infrastructures et des Transports						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	805 473 200	690 874 880	0	690 874 880	-114 598 320	-14,23
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	511 960 020	354 855 000	0	354 855 000	-157 105 020	-30,69
Titre 4 - 41 Transferts courants	322 564 740	276 109 000	0	276 109 000	-46 455 740	-14,40
Total Budget de Fonctionnement	1 639 997 960	1 321 838 880	0	1 321 838 880	-318 159 080	-19,40
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 41 Investissements executés par l'état	97 444 850 000	90 722 000 000	0	90 722 000 000	-6 722 850 000	-6,90
Titre 6 - 41 Transfert en capital	104 935 000 000	81 260 000 000	0	81 260 000 000	-23 675 000 000	-22,56
Total Budget d'Investissement	202 379 850 000	171 982 000 000	0	171 982 000 000	-30 397 850 000	-15,02
TOTAL BUDGET GENERAL	204 019 847 960	173 303 838 880	0	173 303 838 880	-30 716 009 080	-15,06
Total Général Section 41	204 019 847 960	173 303 838 880	0	173 303 838 880	-30 716 009 080	-15,06



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 420 438 660	2 150 273 000	0	2 150 273 000	-270 165 660	-11,16
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	995 622 080	1 104 950 000	0	1 104 950 000	109 327 920	10,98
Titre 4 - 42 Transferts courants	5 472 126 100	5 472 126 000	790 000 000	6 262 126 000	789 999 900	14,44
Total Budget de Fonctionnement	8 888 186 840	8 727 349 000	790 000 000	9 517 349 000	629 162 160	7,08
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 42 Investissements exécutés par l'état	39 401 000 000	59 657 600 000	0	59 657 600 000	20 256 600 000	51,41
Titre 6 - 42 Transfert en capital	42 995 675 000	63 405 400 000	0	63 405 400 000	20 409 725 000	47,47
Total Budget d'Investissement	82 396 675 000	123 063 000 000	0	123 063 000 000	40 666 325 000	49,35
TOTAL BUDGET GENERAL	91 284 861 840	131 790 349 000	790 000 000	132 580 349 000	41 295 487 160	45,24
Total Général Section 42	91 284 861 840	131 790 349 000	790 000 000	132 580 349 000	41 295 487 160	45,24
43 Ministère de l'Économie et des Finances						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 968 461 460	17 513 515 380	306 292 000	17 819 807 380	-148 654 080	-0,83
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	7 367 019 556	7 759 320 891	27 800 000	7 787 120 891	420 101 335	5,70
Titre 4 - 43 Transferts courants	4 224 441 040	4 295 941 380	0	4 295 941 380	71 500 340	1,69
Total Budget de Fonctionnement	29 559 922 056	29 568 777 651	334 092 000	29 902 869 651	342 947 595	1,16
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 43 Investissements exécutés par l'état	49 114 285 000	55 668 299 000	0	55 668 299 000	6 554 014 000	13,34
Titre 6 - 43 Transfert en capital	55 080 800 000	38 116 701 000	0	38 116 701 000	-16 964 099 000	-30,80
Total Budget d'Investissement	104 195 085 000	93 785 000 000	0	93 785 000 000	-10 410 085 000	-9,99
TOTAL BUDGET GENERAL	133 755 007 056	123 353 777 651	334 092 000	123 687 869 651	-10 067 137 405	-7,53
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 43 Comptes Spéciaux du Trésor	75 600 000 000	78 100 000 000	0	78 100 000 000	2 500 000 000	3,31
Total Comptes Spéciaux du Trésor	75 600 000 000	78 100 000 000	0	78 100 000 000	2 500 000 000	3,31
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	75 600 000 000	78 100 000 000	0	78 100 000 000	2 500 000 000	3,31
Total Général Section 43	209 355 007 056	201 453 777 651	334 092 000	201 787 869 651	-7 567 137 405	-3,61
44 Ministère de l'Énergie et des Mines						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	521 749 520	381 234 080	0	381 234 080	-140 515 440	-26,93
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	204 205 600	190 188 000	0	190 188 000	-14 017 600	-6,86
Titre 4 - 44 Transferts courants	1 385 568 460	82 311 000	14 000 000	96 311 000	-1 289 257 460	-93,05
Total Budget de Fonctionnement	2 111 523 580	653 733 080	14 000 000	667 733 080	-1 443 790 500	-68,38
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 44 Investissements exécutés par l'état	7 955 000 000	73 046 000 000	0	73 046 000 000	65 091 000 000	818,24
Titre 6 - 44 Transfert en capital	1 085 000 000	15 464 000 000	0	15 464 000 000	14 379 000 000	1325,25
Total Budget d'Investissement	9 040 000 000	88 510 000 000	0	88 510 000 000	79 470 000 000	879,09
TOTAL BUDGET GENERAL	11 151 523 580	89 163 733 080	14 000 000	89 177 733 080	78 026 209 500	699,69
Total Général Section 44	11 151 523 580	89 163 733 080	14 000 000	89 177 733 080	78 026 209 500	699,69



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
45 Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 292 194 380	1 509 267 820	0	1 509 267 820	217 073 440	16,80
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	365 235 880	426 500 000	0	426 500 000	61 264 120	16,77
Titre 4 - 45 Transferts courants	970 106 320	2 364 772 000	0	2 364 772 000	1 394 665 680	143,76
Total Budget de Fonctionnement	2 627 536 580	4 300 539 820	0	4 300 539 820	1 673 003 240	63,67
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 45 Investissements executés par l'état	1 575 000 000	8 935 000 000	0	8 935 000 000	7 360 000 000	467,30
Titre 6 - 45 Transfert en capital	680 000 000	2 820 000 000	0	2 820 000 000	2 140 000 000	314,71
Total Budget d'Investissement	2 255 000 000	11 755 000 000	0	11 755 000 000	9 500 000 000	421,29
TOTAL BUDGET GENERAL	4 882 536 580	16 055 539 820	0	16 055 539 820	11 173 003 240	228,84
Total Général Section 45	4 882 536 580	16 055 539 820	0	16 055 539 820	11 173 003 240	228,84
46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 737 297 360	1 148 603 700	0	1 148 603 700	-588 693 660	-33,89
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	574 208 680	455 448 000	0	455 448 000	-118 760 680	-20,68
Titre 4 - 46 Transferts courants	316 599 120	15 000 000	0	15 000 000	-301 599 120	-95,26
Total Budget de Fonctionnement	2 628 105 160	1 619 051 700	0	1 619 051 700	-1 009 053 460	-38,39
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 46 Investissements executés par l'état	32 822 000 000	3 428 000 000	0	3 428 000 000	-29 394 000 000	-89,56
Titre 6 - 46 Transfert en capital	36 152 000 000	3 710 000 000	0	3 710 000 000	-32 442 000 000	-89,74
Total Budget d'Investissement	68 974 000 000	7 138 000 000	0	7 138 000 000	-61 836 000 000	-89,65
TOTAL BUDGET GENERAL	71 602 105 160	8 757 051 700	0	8 757 051 700	-62 845 053 460	-87,77
Total Général Section 46	71 602 105 160	8 757 051 700	0	8 757 051 700	-62 845 053 460	-87,77
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	631 094 000	330 671 760	0	330 671 760	-300 422 240	-47,60
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	229 300 520	186 417 000	0	186 417 000	-42 883 520	-18,70
Titre 4 - 49 Transferts courants	478 315 240	43 877 000	0	43 877 000	-434 438 240	-90,83
Total Budget de Fonctionnement	1 338 709 760	560 965 760	0	560 965 760	-777 744 000	-58,10
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 49 Investissements executés par l'état	885 000 000	2 149 000 000	0	2 149 000 000	1 264 000 000	142,82
Titre 6 - 49 Transfert en capital	730 000 000	150 000 000	0	150 000 000	-580 000 000	-79,45
Total Budget d'Investissement	1 615 000 000	2 299 000 000	0	2 299 000 000	684 000 000	42,35
TOTAL BUDGET GENERAL	2 953 709 760	2 859 965 760	0	2 859 965 760	-93 744 000	-3,17
Total Général Section 49	2 953 709 760	2 859 965 760	0	2 859 965 760	-93 744 000	-3,17



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
50 Ministère de l'Education Nationale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	158 555 980 440	189 204 467 520	0	189 204 467 520	30 648 487 080	19,33
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	117 385 956 000	117 448 836 000	3 034 000 000	120 482 836 000	3 096 880 000	2,64
Titre 4 - 50 Transferts courants	1 487 405 000	1 577 405 000	440 000 000	2 017 405 000	530 000 000	35,63
Total Budget de Fonctionnement	277 429 341 440	308 230 708 520	3 474 000 000	311 704 708 520	34 275 367 080	12,35
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 50 Investissements executés par l'état	48 545 000 000	35 678 000 000	0	35 678 000 000	-12 867 000 000	-26,51
Titre 6 - 50 Transfert en capital	2 030 000 000	5 161 000 000	0	5 161 000 000	3 131 000 000	154,24
Total Budget d'Investissement	50 575 000 000	40 839 000 000	0	40 839 000 000	-9 736 000 000	-19,25
TOTAL BUDGET GENERAL	328 004 341 440	349 069 708 520	3 474 000 000	352 543 708 520	24 539 367 080	7,48
Total Général Section 50	328 004 341 440	349 069 708 520	3 474 000 000	352 543 708 520	24 539 367 080	7,48
52 Ministère des Sports						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 171 173 920	1 149 102 920	0	1 149 102 920	-22 071 000	-1,88
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	3 540 817 080	1 894 240 000	0	1 894 240 000	-1 646 577 080	-46,50
Titre 4 - 52 Transferts courants	500 275 000	500 275 000	0	500 275 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	5 212 266 000	3 543 617 920	0	3 543 617 920	-1 668 648 080	-32,01
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 52 Investissements executés par l'état	2 097 000 000	6 522 000 000	0	6 522 000 000	4 425 000 000	211,02
Titre 6 - 52 Transfert en capital	1 500 000 000	0	0	0	-1 500 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	3 597 000 000	6 522 000 000	0	6 522 000 000	2 925 000 000	81,32
TOTAL BUDGET GENERAL	8 809 266 000	10 065 617 920	0	10 065 617 920	1 256 351 920	14,26
Total Général Section 52	8 809 266 000	10 065 617 920	0	10 065 617 920	1 256 351 920	14,26
53 Ministère de la Culture						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	1 175 624 740	879 204 500	0	879 204 500	-296 420 240	-25,21
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	632 652 180	457 367 000	0	457 367 000	-175 285 180	-27,71
Titre 4 - 53 Transferts courants	4 309 833 380	3 522 406 000	0	3 522 406 000	-787 427 380	-18,27
Total Budget de Fonctionnement	6 118 110 300	4 858 977 500	0	4 858 977 500	-1 259 132 800	-20,58
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 53 Investissements executés par l'état	2 310 150 000	672 000 000	0	672 000 000	-1 638 150 000	-70,91
Titre 6 - 53 Transfert en capital	2 055 000 000	1 328 000 000	0	1 328 000 000	-727 000 000	-35,38
Total Budget d'Investissement	4 365 150 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	-2 365 150 000	-54,18
TOTAL BUDGET GENERAL	10 483 260 300	6 858 977 500	0	6 858 977 500	-3 624 282 800	-34,57
Total Général Section 53	10 483 260 300	6 858 977 500	0	6 858 977 500	-3 624 282 800	-34,57



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	36 532 629 086	35 388 243 500	0	35 388 243 500	-1 144 385 586	-3,13
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	10 125 322 000	10 235 685 000	0	10 235 685 000	110 363 000	1,09
Titre 4 - 54 Transferts courants	24 902 337 000	25 141 765 000	2 414 480 000	27 556 245 000	2 653 908 000	10,66
Total Budget de Fonctionnement	71 560 288 086	70 765 693 500	2 414 480 000	73 180 173 500	1 619 885 414	2,26
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 54 Investissements executés par l'état	36 086 000 000	36 750 000 000	0	36 750 000 000	664 000 000	1,84
Titre 6 - 54 Transfert en capital	2 859 000 000	13 762 000 000	0	13 762 000 000	10 903 000 000	381,36
Total Budget d'Investissement	38 945 000 000	50 512 000 000	0	50 512 000 000	11 567 000 000	29,70
TOTAL BUDGET GENERAL	110 505 288 086	121 277 693 500	2 414 480 000	123 692 173 500	13 186 885 414	11,93
Total Général Section 54	110 505 288 086	121 277 693 500	2 414 480 000	123 692 173 500	13 186 885 414	11,93
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 164 878 260	1 118 956 000	0	1 118 956 000	-45 922 260	-3,94
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	688 235 640	674 267 000	0	674 267 000	-13 968 640	-2,03
Titre 4 - 55 Transferts courants	175 075 000	1 048 945 000	0	1 048 945 000	873 870 000	499,14
Total Budget de Fonctionnement	2 028 188 900	2 842 168 000	0	2 842 168 000	813 979 100	40,13
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 55 Investissements executés par l'état	990 000 000	4 326 000 000	0	4 326 000 000	3 336 000 000	336,97
Titre 6 - 55 Transfert en capital	425 000 000	425 000 000	0	425 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	1 415 000 000	4 751 000 000	0	4 751 000 000	3 336 000 000	235,76
TOTAL BUDGET GENERAL	3 443 188 900	7 593 168 000	0	7 593 168 000	4 149 979 100	120,53
Total Général Section 55	3 443 188 900	7 593 168 000	0	7 593 168 000	4 149 979 100	120,53
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3 856 152 480	4 451 763 840	0	4 451 763 840	595 611 360	15,45
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	2 917 381 180	3 166 224 000	90 995 000	3 257 219 000	339 837 820	11,65
Titre 4 - 56 Transferts courants	368 122 800	751 290 000	0	751 290 000	383 167 200	104,09
Total Budget de Fonctionnement	7 141 656 460	8 369 277 840	90 995 000	8 460 272 840	1 318 616 380	18,46
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 56 Investissements executés par l'état	18 591 000 000	14 849 000 000	0	14 849 000 000	-3 742 000 000	-20,13
Titre 6 - 56 Transfert en capital	4 300 000 000	2 222 000 000	0	2 222 000 000	-2 078 000 000	-48,33
Total Budget d'Investissement	22 891 000 000	17 071 000 000	0	17 071 000 000	-5 820 000 000	-25,42
TOTAL BUDGET GENERAL	30 032 656 460	25 440 277 840	90 995 000	25 531 272 840	-4 501 383 620	-14,99
Total Général Section 56	30 032 656 460	25 440 277 840	90 995 000	25 531 272 840	-4 501 383 620	-14,99



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	607 447 020	0	0	0	-607 447 020	-100,0
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	260 576 580	0	0	0	-260 576 580	-100,0
Titre 4 - 57 Transferts courants	342 528 000	0	0	0	-342 528 000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	1 210 551 600	0	0	0	-1 210 551 600	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 57 Investissements executés par l'état	179 000 000	0	0	0	-179 000 000	-100,0
Titre 6 - 57 Transfert en capital	1 171 000 000	0	0	0	-1 171 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	1 350 000 000	0	0	0	-1 350 000 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	2 560 551 600	0	0	0	-2 560 551 600	-100,0
Total Général Section 57	2 560 551 600	0	0	0	-2 560 551 600	-100,0
58 Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entreprenariat Feminin						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 097 815 740	1 437 811 300	0	1 437 811 300	339 995 560	30,97
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 023 861 900	973 818 000	0	973 818 000	-50 043 900	-4,89
Titre 4 - 58 Transferts courants	756 430 220	1 058 494 000	0	1 058 494 000	302 063 780	39,93
Total Budget de Fonctionnement	2 878 107 860	3 470 123 300	0	3 470 123 300	592 015 440	20,57
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 58 Investissements executés par l'état	5 607 000 000	11 590 450 000	0	11 590 450 000	5 983 450 000	106,71
Titre 6 - 58 Transfert en capital	1 423 000 000	2 732 000 000	0	2 732 000 000	1 309 000 000	91,99
Total Budget d'Investissement	7 030 000 000	14 322 450 000	0	14 322 450 000	7 292 450 000	103,73
TOTAL BUDGET GENERAL	9 908 107 860	17 792 573 300	0	17 792 573 300	7 884 465 440	79,58
Total Général Section 58	9 908 107 860	17 792 573 300	0	17 792 573 300	7 884 465 440	79,58
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	8 318 695 340	8 656 346 680	0	8 656 346 680	337 651 340	4,06
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	6 116 264 000	6 410 858 000	1 000 000 000	7 410 858 000	1 294 594 000	21,17
Titre 4 - 59 Transferts courants	941 105 000	1 276 685 000	0	1 276 685 000	335 580 000	35,66
Total Budget de Fonctionnement	15 376 064 340	16 343 889 680	1 000 000 000	17 343 889 680	1 967 825 340	12,80
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 59 Investissements executés par l'état	7 540 000 000	5 387 000 000	0	5 387 000 000	-2 153 000 000	-28,55
Titre 6 - 59 Transfert en capital	4 104 000 000	3 752 000 000	0	3 752 000 000	-352 000 000	-8,58
Total Budget d'Investissement	11 644 000 000	9 139 000 000	0	9 139 000 000	-2 505 000 000	-21,51
TOTAL BUDGET GENERAL	27 020 064 340	25 482 889 680	1 000 000 000	26 482 889 680	-537 174 660	-1,99
Total Général Section 59	27 020 064 340	25 482 889 680	1 000 000 000	26 482 889 680	-537 174 660	-1,99



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
60 Charges non Réparties						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	51 854 202 214	47 182 907 400	3 750 060 000	50 932 967 400	-921 234 814	-1,78
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	96 722 528 744	107 849 713 479	13 000 000 000	120 849 713 479	24 127 184 735	24,94
Titre 4 - 60 Transferts courants	111 646 613 250	93 659 712 250	1 910 500 000	95 570 212 250	-16 076 401 000	-14,40
Total Budget de Fonctionnement	260 223 344 208	248 692 333 129	18 660 560 000	267 352 893 129	7 129 548 921	2,74
TOTAL BUDGET GENERAL	260 223 344 208	248 692 333 129	18 660 560 000	267 352 893 129	7 129 548 921	2,74
Total Général Section 60	260 223 344 208	248 692 333 129	18 660 560 000	267 352 893 129	7 129 548 921	2,74
62 Ministère de l'Elevage						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 691 004 300	1 818 922 620	0	1 818 922 620	127 918 320	7,56
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	511 198 680	557 211 000	22 500 000	579 711 000	68 512 320	13,40
Titre 4 - 62 Transferts courants	204 595 820	204 596 000	0	204 596 000	180	0,0
Total Budget de Fonctionnement	2 406 798 800	2 580 729 620	22 500 000	2 603 229 620	196 430 820	8,16
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 62 Investissements executés par l'état	6 399 000 000	9 082 000 000	0	9 082 000 000	2 683 000 000	41,93
Titre 6 - 62 Transfert en capital	763 000 000	1 435 000 000	0	1 435 000 000	672 000 000	88,07
Total Budget d'Investissement	7 162 000 000	10 517 000 000	0	10 517 000 000	3 355 000 000	46,84
TOTAL BUDGET GENERAL	9 568 798 800	13 097 729 620	22 500 000	13 120 229 620	3 551 430 820	37,11
Total Général Section 62	9 568 798 800	13 097 729 620	22 500 000	13 120 229 620	3 551 430 820	37,11
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie numérique						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	298 820 060	285 097 700	0	285 097 700	-13 722 360	-4,59
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	494 859 420	488 284 000	100 000 000	588 284 000	93 424 580	18,88
Titre 4 - 63 Transferts courants	921 370 000	921 370 000	0	921 370 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1 715 049 480	1 694 751 700	100 000 000	1 794 751 700	79 702 220	4,65
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 63 Investissements executés par l'état	1 665 000 000	565 000 000	0	565 000 000	-1 100 000 000	-66,07
Titre 6 - 63 Transfert en capital	7 700 000 000	2 750 000 000	0	2 750 000 000	-4 950 000 000	-64,29
Total Budget d'Investissement	9 365 000 000	3 315 000 000	0	3 315 000 000	-6 050 000 000	-64,60
TOTAL BUDGET GENERAL	11 080 049 480	5 009 751 700	100 000 000	5 109 751 700	-5 970 297 780	-53,88
Total Général Section 63	11 080 049 480	5 009 751 700	100 000 000	5 109 751 700	-5 970 297 780	-53,88



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
64 Ministère de l'Entreprenariat Féminin et de la Microfinance						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	244 908 100	0	0	0	-244 908 100	-100,0
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	145 852 940	0	0	0	-145 852 940	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	390 761 040	0	0	0	-390 761 040	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 64 Investissements executés par l'état	3 510 000 000	0	0	0	-3 510 000 000	-100,0
Titre 6 - 64 Transfert en capital	0	0	0	0	0	
Total Budget d'Investissement	3 510 000 000	0	0	0	-3 510 000 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	3 900 761 040	0	0	0	-3 900 761 040	-100,0
Total Général Section 64	3 900 761 040	0	0	0	-3 900 761 040	-100,0
65 Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 396 277 900	1 687 313 440	0	1 687 313 440	291 035 540	20,84
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	375 088 800	400 410 000	0	400 410 000	25 321 200	6,75
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 386 815 260	17 025 910 000	1 300 391 000	18 326 301 000	-60 514 260	-0,33
Total Budget de Fonctionnement	20 158 181 960	19 113 633 440	1 300 391 000	20 414 024 440	255 842 480	1,27
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 65 Investissements executés par l'état	22 238 000 000	14 363 000 000	0	14 363 000 000	-7 875 000 000	-35,41
Titre 6 - 65 Transfert en capital	13 600 000 000	18 928 000 000	0	18 928 000 000	5 328 000 000	39,18
Total Budget d'Investissement	35 838 000 000	33 291 000 000	0	33 291 000 000	-2 547 000 000	-7,11
TOTAL BUDGET GENERAL	55 996 181 960	52 404 633 440	1 300 391 000	53 705 024 440	-2 291 157 520	-4,09
Total Général Section 65	55 996 181 960	52 404 633 440	1 300 391 000	53 705 024 440	-2 291 157 520	-4,09
66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Aménagement du Territoire						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	602 927 820	0	0	0	-602 927 820	-100,0
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	193 451 040	0	0	0	-193 451 040	-100,0
Titre 4 - 66 Transferts courants	140 060 000	0	0	0	-140 060 000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	936 438 860	0	0	0	-936 438 860	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 66 Investissements executés par l'état	1 780 000 000	0	0	0	-1 780 000 000	-100,0
Titre 6 - 66 Transfert en capital	6 852 000 000	0	0	0	-6 852 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	8 632 000 000	0	0	0	-8 632 000 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	9 568 438 860	0	0	0	-9 568 438 860	-100,0
Total Général Section 66	9 568 438 860	0	0	0	-9 568 438 860	-100,0



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
67 Ministère des Energies Renouvelables						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	86 101 200	0	0	0	-86 101 200	-100,0
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	147 080 500	0	0	0	-147 080 500	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	233 181 700	0	0	0	-233 181 700	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 67 Investissements executés par l'état	2 950 000 000	0	0	0	-2 950 000 000	-100,0
Titre 6 - 67 Transfert en capital	250 000 000	0	0	0	-250 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	3 200 000 000	0	0	0	-3 200 000 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	3 433 181 700	0	0	0	-3 433 181 700	-100,0
Total Général Section 67	3 433 181 700	0	0	0	-3 433 181 700	-100,0
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	0	769 073 040	0	769 073 040	769 073 040	
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	0	249 808 000	0	249 808 000	249 808 000	
Titre 4 - 68 Transferts courants	0	248 622 000	0	248 622 000	248 622 000	
Total Budget de Fonctionnement	0	1 267 503 040	0	1 267 503 040	1 267 503 040	
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 68 Investissements executés par l'état	0	36 650 550 000	0	36 650 550 000	36 650 550 000	
Titre 6 - 68 Transfert en capital	0	17 953 000 000	0	17 953 000 000	17 953 000 000	
Total Budget d'Investissement	0	54 603 550 000	0	54 603 550 000	54 603 550 000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	55 871 053 040	0	55 871 053 040	55 871 053 040	
Total Général Section 68	0	55 871 053 040	0	55 871 053 040	55 871 053 040	
69 Ministère de l'Hygiène publique et du Cadre de Vie						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 69 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 - 69 Dépenses de fonctionnement	0	0	0	0	0	0
Total Budget de Fonctionnement	0	0	0	0	0	0
TOTAL BUDGET GENERAL	0	0	0	0	0	0
Total Général Section 69	0	0	0	0	0	0



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	169 768 000	0	0	0	-169 768 000	-100,0
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	187 486 620	0	0	0	-187 486 620	-100,0
Titre 4 - 72 Transferts courants	416 066 560	0	0	0	-416 066 560	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	773 321 180	0	0	0	-773 321 180	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 72 Investissements executés par l'état	4 444 130 000	0	0	0	-4 444 130 000	-100,0
Titre 6 - 72 Transfert en capital	1 045 000 000	0	0	0	-1 045 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	5 489 130 000	0	0	0	-5 489 130 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	6 262 451 180	0	0	0	-6 262 451 180	-100,0
Total Général Section 72	6 262 451 180	0	0	0	-6 262 451 180	-100,0
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	2 031 010 300	502 924 480	0	502 924 480	-1 528 085 820	-75,24
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 729 117 000	2 991 286 000	0	2 991 286 000	262 169 000	9,61
Titre 4 - 75 Transferts courants	80 299 708 000	80 333 458 000	600 000 000	80 933 458 000	633 750 000	0,79
Total Budget de Fonctionnement	85 059 835 300	83 827 668 480	600 000 000	84 427 668 480	-632 166 820	-0,74
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 75 Investissements executés par l'état	9 368 000 000	9 027 000 000	0	9 027 000 000	-341 000 000	-3,64
Titre 6 - 75 Transfert en capital	7 886 000 000	7 877 000 000	0	7 877 000 000	-9 000 000	-0,11
Total Budget d'Investissement	17 254 000 000	16 904 000 000	0	16 904 000 000	-350 000 000	-2,03
TOTAL BUDGET GENERAL	102 313 835 300	100 731 668 480	600 000 000	101 331 668 480	-982 166 820	-0,96
Total Général Section 75	102 313 835 300	100 731 668 480	600 000 000	101 331 668 480	-982 166 820	-0,96
76 Ministère des Technologies de l'Information et de la Communication						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 76 Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3 - 76 Dépenses de fonctionnement	0	0	0	0	0	0
Total Budget de Fonctionnement	0	0	0	0	0	0
TOTAL BUDGET GENERAL	0	0	0	0	0	0
Total Général Section 76	0	0	0	0	0	0



Un P

: Foi

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2012	Loi de Finances pour l'année 2013				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
77 Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 77 Dépenses de personnel	450 057 780	0	0	0	-450 057 780	-100,0
Titre 3 - 77 Dépenses de fonctionnement	231 668 000	0	0	0	-231 668 000	-100,0
Titre 4 - 77 Transferts courants	596 464 000	0	0	0	-596 464 000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	1 278 189 780	0	0	0	-1 278 189 780	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 77 Investissements executés par l'état	388 000 000	0	0	0	-388 000 000	-100,0
Titre 6 - 77 Transfert en capital	730 000 000	0	0	0	-730 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	1 118 000 000	0	0	0	-1 118 000 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	2 396 189 780	0	0	0	-2 396 189 780	-100,0
Total Général Section 77	2 396 189 780	0	0	0	-2 396 189 780	-100,0
78 Ministère Chargé des Elections						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 78 Dépenses de personnel	622 184 660	0	0	0	-622 184 660	-100,0
Titre 3 - 78 Dépenses de fonctionnement	16 208 112 000	0	0	0	-16 208 112 000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	16 830 296 660	0	0	0	-16 830 296 660	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	16 830 296 660	0	0	0	-16 830 296 660	-100,0
Total Général Section 78	16 830 296 660	0	0	0	-16 830 296 660	-100,0
80 Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 80 Dépenses de personnel	0	59 447 000	0	59 447 000	59 447 000	
Titre 3 - 80 Dépenses de fonctionnement	0	75 000 000	0	75 000 000	75 000 000	
Total Budget de Fonctionnement	0	134 447 000	0	134 447 000	134 447 000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	134 447 000	0	134 447 000	134 447 000	
Total Général Section 80	0	134 447 000	0	134 447 000	134 447 000	
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'Inondation						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 81 Dépenses de personnel	0	65 447 000	0	65 447 000	65 447 000	
Titre 3 - 81 Dépenses de fonctionnement	0	90 000 000	0	90 000 000	90 000 000	
Titre 4 - 81 Transferts courants	0	14 000 000	0	14 000 000	14 000 000	
Total Budget de Fonctionnement	0	169 447 000	0	169 447 000	169 447 000	
Budget d'Investissement						
Titre 6 - 81 Transfert en capital	0	3 800 000 000	0	3 800 000 000	3 800 000 000	
Total Budget d'Investissement	0	3 800 000 000	0	3 800 000 000	3 800 000 000	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	3 969 447 000	0	3 969 447 000	3 969 447 000	
Total Général Section 81	0	3 969 447 000	0	3 969 447 000	3 969 447 000	
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	2 344 786 000 000	2 490 229 047 000	40 886 953 000	2 531 116 000 000	186 330 000 000	7,95



**SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE
PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**

- **Gestion 2011 au 31 décembre 2011**
- **Gestion 2012 au 31 août 2012**



SITUATION DE LA GESTION 2011 au 31 décembre 2011



GESTION :

2011

MOIS :

12-2011

à la date du 31/12/11

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
21 - Présidence de la République	72 335 067 250	-695 464 000	11 168 848 939	82 121 637	82 890 573 826	82 331 147 463	559 426 363	82 035 415 270	99	81 848 977 780	81 848 977 780	99	78 694 608 994	78 342 917 635	351 691 359
Dépenses de fonctionnement	10 065 999 750	0	3 205 266 939	0	13 271 266 689	13 152 075 607	119 191 082	12 859 343 414	97	12 678 393 674	12 678 393 674	96	9 584 876 706	9 294 589 628	290 287 078
Transferts courants	14 221 192 500	-345 464 000	5 586 782 000	0	19 462 510 500	19 462 510 500	0	19 462 510 500	100	19 462 510 500	19 462 510 500	100	19 462 510 500	19 462 510 500	0
Investissements executés par l'état	1 115 875 000	0	-173 200 000	82 121 637	1 024 796 637	1 005 627 266	19 169 371	1 005 627 266	98	1 005 627 266	1 005 627 266	98	977 556 421	931 398 246	46 158 175
Transfert en capital	46 722 000 000	-350 000 000	2 550 000 000	0	48 922 000 000	48 582 750 000	339 250 000	48 582 750 000	99	48 582 750 000	48 582 750 000	99	48 582 750 000	48 582 750 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	0	0	0	210 000 000	128 184 090	81 815 910	125 184 090	60	119 696 340	119 696 340	57	86 915 367	71 669 261	15 246 106
22 - Assemblée Nationale	5 683 906 000	0	800 000 000	0	6 483 906 000	6 483 906 000	0	6 483 906 000	100	6 483 906 000	6 483 906 000	100	6 483 906 000	6 483 906 000	0
Dépenses de fonctionnement	4 842 745 000	0	700 000 000	0	5 542 745 000	5 542 745 000	0	5 542 745 000	100	5 542 745 000	5 542 745 000	100	5 542 745 000	5 542 745 000	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	91 161 000	0	91 161 000	100	91 161 000	91 161 000	100	91 161 000	91 161 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	100 000 000	0	850 000 000	850 000 000	0	850 000 000	100	850 000 000	850 000 000	100	850 000 000	850 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	2 300 983 000	0	450 000 000	0	2 750 983 000	2 750 983 000	0	2 750 983 000	100	2 750 983 000	2 750 983 000	100	2 750 983 000	2 750 983 000	0
Transferts courants	2 300 983 000	0	450 000 000	0	2 750 983 000	2 750 983 000	0	2 750 983 000	100	2 750 983 000	2 750 983 000	100	2 750 983 000	2 750 983 000	0
24 - Conseil Economique et Social	1 317 311 000	0	100 000 000	0	1 417 311 000	1 417 311 000	0	1 417 311 000	100	1 417 311 000	1 417 311 000	100	1 417 311 000	1 417 311 000	0
Dépenses de fonctionnement	1 270 224 000	0	100 000 000	0	1 370 224 000	1 370 224 000	0	1 370 224 000	100	1 370 224 000	1 370 224 000	100	1 370 224 000	1 370 224 000	0
Transferts courants	47 087 000	0	0	0	47 087 000	47 087 000	0	47 087 000	100	47 087 000	47 087 000	100	47 087 000	47 087 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	58 370 000	0	0	0	58 370 000	57 870 000	500 000	57 870 000	99	57 870 000	57 870 000	99	57 870 000	57 870 000	0
Dépenses de fonctionnement	58 370 000	0	0	0	58 370 000	57 870 000	500 000	57 870 000	99	57 870 000	57 870 000	99	57 870 000	57 870 000	0
27 - Cour Suprême	867 933 000	0	428 000 000	0	1 295 933 000	1 098 950 599	196 982 401	1 098 950 599	85	1 098 950 599	1 098 950 599	85	1 098 950 599	1 098 950 599	0
Dépenses de fonctionnement	715 956 000	0	233 000 000	0	948 956 000	948 956 000	0	948 956 000	100	948 956 000	948 956 000	100	948 956 000	948 956 000	0
Transferts courants	1 977 000	0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	150 000 000	0	195 000 000	0	345 000 000	149 994 599	195 005 401	149 994 599	43	149 994 599	149 994 599	43	149 994 599	149 994 599	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



ESTION :

2011

MOIS :

12-2011

à la date du 31/12/11

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
28 - Cour des Comptes	1 368 952 000	0	-967 683 031	3 000 000 000	3 401 268 969	3 254 192 610	147 076 359	3 254 192 610	96	3 141 599 982	3 141 599 982	92	3 042 297 205	2 988 698 643	53 598 562
Dépenses de fonctionnement	243 952 000	0	32 316 969	0	276 268 969	207 839 793	68 429 176	207 839 793	75	198 662 306	198 662 306	72	119 197 126	65 598 564	53 598 562
Investissements executés par l'état	1 125 000 000	0	-1 000 000 000	3 000 000 000	3 125 000 000	3 046 352 817	78 647 183	3 046 352 817	97	2 942 937 676	2 942 937 676	94	2 923 100 079	2 923 100 079	0
29 - SENAT	1 302 073 000	0	110 000 000	0	1 412 073 000	1 402 072 996	10 000 004	1 402 072 996	99	1 402 072 996	1 402 072 996	99	1 402 072 996	1 402 072 996	0
Dépenses de fonctionnement	1 302 073 000	0	10 000 000	0	1 312 073 000	1 302 072 996	10 000 004	1 302 072 996	99	1 302 072 996	1 302 072 996	99	1 302 072 996	1 302 072 996	0
Transfert en capital	0	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	100	100 000 000	100 000 000	100	100 000 000	100 000 000	0
30 - Primature	13 213 479 500	95 000 000	4 416 833 060	239 927 830	17 965 240 390	17 446 163 239	519 077 151	17 270 463 239	96	17 119 562 440	17 119 562 440	95	16 225 800 600	15 914 690 877	311 109 723
Dépenses de fonctionnement	3 335 064 500	0	272 008 060	0	3 607 072 560	3 653 076 736	-46 004 176	3 477 376 736	96	3 416 426 857	3 416 426 857	95	2 819 517 314	2 717 503 491	102 013 823
Transferts courants	4 568 415 000	20 000 000	619 825 000	0	5 208 240 000	4 905 176 000	303 064 000	4 905 176 000	94	4 905 176 000	4 905 176 000	94	4 905 176 000	4 865 176 000	40 000 000
Investissements executés par l'état	813 000 000	75 000 000	-250 000 000	239 927 830	877 927 830	826 910 503	51 017 327	826 910 503	94	736 959 583	736 959 583	84	440 107 286	410 011 386	30 095 900
Transfert en capital	4 497 000 000	0	3 775 000 000	0	8 272 000 000	8 061 000 000	211 000 000	8 061 000 000	97	8 061 000 000	8 061 000 000	97	8 061 000 000	7 922 000 000	139 000 000
31 - Ministère des Affaires Etrangères	22 554 152 000	10 000 000	-1 273 742 568	330 000 000	21 620 409 432	13 704 471 093	7 915 938 339	13 752 562 793	64	9 166 477 316	9 166 477 316	42	8 372 167 293	8 102 695 554	269 471 739
Dépenses de fonctionnement	12 834 332 000	10 000 000	930 257 432	0	13 774 589 432	8 021 597 699	5 752 991 733	8 069 689 399	25	3 489 761 552	3 489 761 552	25	2 695 781 529	2 480 639 400	215 142 129
Transferts courants	5 169 820 000	0	350 000 000	0	5 519 820 000	5 519 348 638	471 362	5 519 348 638	100	5 519 348 638	5 519 348 638	100	5 519 348 638	5 467 011 214	52 337 424
Investissements executés par l'état	4 400 000 000	0	-2 554 000 000	330 000 000	2 176 000 000	13 524 756	2 162 475 244	13 524 756	1	7 367 126	7 367 126	0	7 037 126	5 044 940	1 992 186
Transfert en capital	150 000 000	0	0	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	100	150 000 000	150 000 000	100	150 000 000	150 000 000	0
32 - Ministère des Forces Armées	45 087 755 000	0	16 942 500 000	0	62 030 255 000	61 849 096 386	181 158 614	61 849 095 302	100	60 791 454 460	60 791 454 460	98	60 303 331 981	59 003 124 919	1 300 207 062
Dépenses de fonctionnement	20 134 068 000	0	266 500 000	0	20 400 568 000	20 371 668 834	28 899 166	20 371 667 750	96	19 734 960 424	19 734 960 424	97	19 293 788 759	18 151 524 167	1 142 264 592
Transferts courants	2 249 687 000	0	0	0	2 249 687 000	2 249 687 000	0	2 249 687 000	100	2 249 687 000	2 249 687 000	100	2 249 687 000	2 180 699 400	68 987 600
Investissements executés par l'état	10 204 000 000	0	28 096 000 000	0	38 300 000 000	38 297 740 552	2 259 448	38 297 740 552	100	37 876 807 036	37 876 807 036	99	37 829 856 222	37 820 901 352	8 954 870
Transfert en capital	12 350 000 000	0	-11 420 000 000	0	930 000 000	930 000 000	0	930 000 000	100	930 000 000	930 000 000	100	930 000 000	850 000 000	80 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2011****MOIS : 12-2011**

à la date du 31/12/11

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
33 - Ministère de l'Intérieur	16 427 617 750	0	3 513 189 875	0	19 940 807 625	17 118 337 075	2 822 470 550	16 998 810 501	85	13 483 317 956	13 483 241 856	68	10 735 684 301	8 032 915 412	2 702 768 889
Dépenses de fonctionnement	8 806 617 750	0	1 008 189 875	0	9 814 807 625	9 682 290 180	132 517 445	9 562 763 606	97	9 461 404 638	9 461 328 538	96	7 761 638 898	5 791 045 771	1 970 593 127
Investissements exécutés par l'état	5 715 000 000	0	1 630 000 000	0	7 345 000 000	5 530 134 835	1 814 865 165	5 530 134 835	75	2 116 001 258	2 116 001 258	29	1 077 074 203	516 869 641	560 204 562
Transfert en capital	850 000 000	0	875 000 000	0	1 725 000 000	1 725 000 000	0	1 725 000 000	100	1 725 000 000	1 725 000 000	100	1 725 000 000	1 725 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	1 056 000 000	0	0	0	1 056 000 000	180 912 060	875 087 940	180 912 060	17	180 912 060	180 912 060	17	171 971 200	0	171 971 200
34 - Ministère de la Justice	6 297 281 250	20 000 000	-2 872 258 823	2 973 337 365	6 418 359 792	6 259 520 159	158 839 633	6 254 022 379	97	6 174 960 272	6 174 810 272	96	5 677 457 275	3 483 959 792	2 193 497 483
Dépenses de fonctionnement	4 431 419 250	20 000 000	271 992 542	0	4 723 411 792	4 677 747 710	45 664 082	4 672 249 930	99	4 634 378 703	4 634 228 703	98	4 279 329 095	2 386 665 872	1 892 663 223
Transferts courants	715 862 000	0	-20 914 000	0	694 948 000	694 948 000	0	694 948 000	100	694 948 000	694 948 000	100	694 948 000	694 948 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 150 000 000	0	-3 123 337 365	2 973 337 365	1 000 000 000	886 824 449	113 175 551	886 824 449	89	845 633 569	845 633 569	85	703 180 180	402 345 920	300 834 260
35 - Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi	1 860 700 750	0	525 000 000	0	2 385 700 750	2 313 083 481	72 617 269	2 311 083 481	97	2 179 440 861	2 179 440 861	91	2 039 377 308	1 975 607 656	63 769 652
Dépenses de fonctionnement	324 051 750	0	25 000 000	0	349 051 750	320 973 038	28 078 712	318 973 038	91	318 973 038	318 973 038	91	221 979 484	191 703 116	30 276 368
Transferts courants	929 649 000	0	500 000 000	0	1 429 649 000	1 429 649 000	0	1 429 649 000	100	1 429 649 000	1 429 649 000	100	1 429 649 000	1 429 649 000	0
Investissements exécutés par l'état	607 000 000	0	0	0	607 000 000	562 461 443	44 538 557	562 461 443	93	430 818 823	430 818 823	71	387 748 824	354 255 540	33 493 284
36 - Ministère des relations avec les institutions	552 553 000	0	125 000 000	0	677 553 000	665 646 901	11 906 099	665 646 901	98	665 646 539	665 646 539	98	587 855 732	468 465 999	119 389 733
Dépenses de fonctionnement	227 553 000	0	125 000 000	0	352 553 000	341 065 817	11 487 183	341 065 817	97	341 065 455	341 065 455	97	263 889 865	145 256 866	118 632 999
Investissements exécutés par l'état	325 000 000	0	0	0	325 000 000	324 581 084	418 916	324 581 084	100	324 581 084	324 581 084	100	323 965 867	323 209 133	756 734
37 - Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	694 258 000	0	76 000 000	143 488 000	913 746 000	775 617 188	138 128 812	775 617 188	85	718 055 281	718 055 281	79	480 340 867	391 205 541	89 135 326
Dépenses de fonctionnement	175 258 000	0	76 000 000	0	251 258 000	238 996 066	12 261 934	238 996 066	95	233 893 893	233 893 893	93	189 144 630	126 333 916	62 810 714
Transferts courants	218 000 000	0	0	0	218 000 000	218 000 000	0	218 000 000	100	218 000 000	218 000 000	100	218 000 000	218 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2011****MOIS :****12-2011**

à la date du 31/12/11

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)	(8=9/5)*100	(10)	(11)	(12=(11/5)*100)	(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements executés par l'état	301 000 000	0	0	143 488 000	444 488 000	318 621 122	125 866 878	318 621 122	72	266 161 388	266 161 388	60	73 196 237	46 871 625	26 324 612
38 - Ministère du Genre et des Relations avec les Associations	598 353 000	-385 362 479	141 171 840	0	354 162 361	348 945 740	5 216 621	346 877 495	98	346 877 489	346 877 489	98	334 500 446	331 800 465	2 699 981
Dépenses de fonctionnement	118 200 000	-45 221 225	0	0	72 978 775	69 827 154	3 151 621	67 758 909	93	67 758 903	67 758 903	93	57 380 730	54 680 749	2 699 981
Transferts courants	80 153 000	-80 153 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	400 000 000	-259 988 254	141 171 840	0	281 183 586	279 118 586	2 065 000	279 118 586	99	279 118 586	279 118 586	99	277 119 716	277 119 716	0
39 - Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	793 269 750	0	0	0	793 269 750	734 780 234	58 489 516	734 780 234	93	729 476 766	729 476 766	92	596 110 494	584 042 891	12 067 603
Dépenses de fonctionnement	194 850 000	105 000 000	0	0	299 850 000	260 426 836	39 423 164	260 426 836	87	256 624 148	256 624 148	86	137 343 976	127 274 349	10 069 627
Transferts courants	148 419 750	-105 000 000	0	0	43 419 750	43 419 750	0	43 419 750	100	43 419 750	43 419 750	100	43 419 750	43 419 750	0
Investissements executés par l'état	150 000 000	0	0	0	150 000 000	130 933 648	19 066 352	130 933 648	87	129 432 868	129 432 868	86	115 346 768	113 348 792	1 997 976
Transfert en capital	300 000 000	0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	0
40 - Ministère de l'Economie Maritime	7 123 011 250	0	-656 945 971	12 430 471	6 478 495 750	6 374 061 775	104 433 975	6 371 483 275	98	6 312 309 923	6 312 309 923	97	6 026 948 066	4 652 043 262	1 374 904 804
Dépenses de fonctionnement	494 406 250	0	-101 985 500	0	392 420 750	372 619 393	19 801 357	370 040 893	94	363 252 438	363 252 438	93	301 952 766	218 970 709	82 982 057
Transferts courants	161 605 000	0	0	0	161 605 000	160 763 000	842 000	160 763 000	99	160 763 000	160 763 000	99	160 763 000	159 403 000	1 360 000
Investissements executés par l'état	5 488 000 000	0	-534 960 471	12 430 471	4 965 470 000	4 929 089 569	36 380 431	4 929 089 569	99	4 881 710 672	4 881 710 672	98	4 753 365 514	3 538 654 172	1 214 711 342
Transfert en capital	79 000 000	0	-20 000 000	0	59 000 000	59 000 000	0	59 000 000	100	59 000 000	59 000 000	100	59 000 000	59 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	900 000 000	0	0	0	900 000 000	852 589 813	47 410 187	852 589 813	95	847 583 813	847 583 813	94	751 866 786	676 015 381	75 851 405
41 - Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de	177 015 103 750	-62 562 380 414	-23 145 602 770	175 287 477	91 482 408 043	91 424 589 076	57 818 967	91 424 589 076	100	91 423 320 101	91 423 320 101	100	91 395 936 502	91 282 787 450	113 149 052
Dépenses de fonctionnement	539 332 750	17 389 027	0	0	556 721 777	545 022 301	11 699 476	545 022 301	98	543 753 506	543 753 506	98	531 350 007	455 130 592	76 219 415
Transferts courants	285 771 000	0	-49 000 000	0	236 771 000	236 771 000	0	236 771 000	100	236 771 000	236 771 000	100	236 771 000	236 771 000	0
Investissements executés par l'état	4 559 000 000	-79 769 441	-535 132 770	175 287 477	4 119 385 266	4 115 795 775	3 589 491	4 115 795 775	100	4 115 795 595	4 115 795 595	100	4 100 815 495	4 063 885 858	36 929 637

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2011****MOIS : 12-2011**

à la date du 31/12/11

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	171 631 000 000	-62 500 000 000	-22 561 470 000	0	86 569 530 000	86 527 000 000	42 530 000	86 527 000 000	100	86 527 000 000	86 527 000 000	100	86 527 000 000	86 527 000 000	0
42 - Ministère de l'agriculture	42 080 947 250	0	9 256 323 959	321 889 093	51 659 160 302	51 127 886 567	531 273 735	51 079 099 597	99	50 650 769 458	50 650 769 458	98	50 352 695 857	45 847 922 515	4 504 773 342
Dépenses de fonctionnement	1 042 784 750	0	12 566 000	0	1 055 350 750	1 028 332 566	27 018 184	1 028 207 566	97	1 024 312 407	1 024 312 407	97	903 713 826	546 593 790	357 120 036
Transferts courants	4 771 162 500	0	-20 000 000	0	4 751 162 500	4 751 162 500	0	4 751 162 500	100	4 751 162 500	4 751 162 500	100	4 751 162 500	4 751 162 500	0
Investissements executés par l'état	4 138 000 000	-83 000 000	-944 187 953	321 889 093	3 432 701 140	3 110 339 096	322 362 044	3 061 677 126	89	2 637 242 146	2 637 242 146	77	2 459 767 126	1 406 363 054	1 053 404 072
Transfert en capital	32 129 000 000	83 000 000	10 207 945 912	0	42 419 945 912	42 238 052 405	181 893 507	42 238 052 405	100	42 238 052 405	42 238 052 405	100	42 238 052 405	39 143 803 171	3 094 249 234
43 - Ministère de l'Economie et des Finances	150 503 452 750	114 573 000 000	-15 125 075 847	4 908 741 267	254 860 118 170	153 751 506 037	101 108 612 133	153 712 897 143	60	149 991 708 918	149 991 708 918	59	145 798 335 483	137 483 490 769	8 314 844 714
Dépenses de fonctionnement	6 559 471 750	796 000 000	58 202 740	0	7 413 674 490	6 458 809 133	954 865 357	6 440 401 704	86	6 339 926 041	6 339 926 041	86	3 806 042 998	3 082 179 148	723 863 850
Transferts courants	3 664 856 000	0	565 000 000	0	4 229 856 000	4 229 856 000	0	4 229 856 000	100	4 229 856 000	4 229 856 000	100	4 229 856 000	4 229 856 000	0
Investissements executés par l'état	47 454 325 000	-1 218 000 000	-22 477 974 734	4 908 741 267	28 667 091 533	42 567 319 430	-13 900 227 897	42 547 117 965	148	38 926 405 403	38 926 405 403	136	37 266 915 011	36 255 955 337	1 010 959 674
Transfert en capital	21 224 800 000	114 995 000 000	6 729 696 147	0	142 949 496 147	84 349 668 285	58 599 827 862	84 349 668 285	59	84 349 668 285	84 349 668 285	59	84 349 668 285	84 349 668 285	0
Comptes Spéciaux du Trésor	71 600 000 000	0	0	0	71 600 000 000	16 145 853 189	55 454 146 811	16 145 853 189	23	16 145 853 189	16 145 853 189	23	16 145 853 189	9 565 831 999	6 580 021 190
44 - Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des	3 818 308 750	208 068 000	-427 625 000	285 655 686	3 884 407 436	3 724 063 611	160 343 825	3 724 063 611	96	3 347 291 517	3 347 291 517	86	3 184 869 119	3 016 084 859	168 784 260
Dépenses de fonctionnement	207 431 000	0	0	0	207 431 000	189 945 623	17 485 377	189 945 623	92	182 269 601	182 269 601	88	143 723 763	103 325 808	40 397 955
Transferts courants	1 057 877 750	208 068 000	-17 625 000	0	1 248 320 750	1 248 320 750	0	1 248 320 750	100	1 248 320 750	1 248 320 750	100	1 248 320 750	1 248 320 750	0
Investissements executés par l'état	1 563 000 000	0	-462 000 000	285 655 686	1 386 655 686	1 243 797 238	142 858 448	1 243 797 238	90	874 701 166	874 701 166	63	750 824 606	622 438 301	128 386 305
Transfert en capital	990 000 000	0	52 000 000	0	1 042 000 000	1 042 000 000	0	1 042 000 000	100	1 042 000 000	1 042 000 000	100	1 042 000 000	1 042 000 000	0
45 - Ministère du Commerce	2 645 720 000	0	-650 000 000	0	1 995 720 000	1 991 351 552	4 368 448	1 991 350 846	100	1 978 945 879	1 978 945 879	99	1 917 847 195	1 857 457 266	60 389 929
Dépenses de fonctionnement	373 692 000	0	0	0	373 692 000	370 197 714	3 494 286	370 197 134	99	367 763 167	367 763 167	98	306 664 483	246 274 554	60 389 929
Transferts courants	1 032 028 000	0	0	0	1 032 028 000	1 032 028 000	0	1 032 028 000	100	1 032 028 000	1 032 028 000	100	1 032 028 000	1 032 028 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2011****MOIS : 12-2011**

à la date du 31/12/11

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements executés par l'état	410 000 000	0	-80 000 000	0	330 000 000	329 125 838	874 162	329 125 712	100	319 154 712	319 154 712	97	319 154 712	319 154 712	0
Transfert en capital	830 000 000	0	-570 000 000	0	260 000 000	260 000 000	0	260 000 000	100	260 000 000	260 000 000	100	260 000 000	260 000 000	0
46 - Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de	36 586 995 750	124 269 000	4 916 622 378	1 067 998 179	42 695 885 307	42 279 845 664	416 039 643	42 179 111 027	99	39 888 317 963	39 888 317 963	93	39 776 567 949	39 407 975 857	368 592 092
Dépenses de fonctionnement	542 503 500	4 269 000	-34 295 500	0	512 477 000	503 144 157	9 332 843	501 964 157	98	500 835 220	500 835 220	98	473 204 277	393 998 139	79 206 138
Transferts courants	264 492 250	0	0	0	264 492 250	264 492 250	0	264 492 250	100	264 492 250	264 492 250	100	264 492 250	264 492 250	0
Investissements executés par l'état	5 932 000 000	0	-1 336 082 122	1 067 998 179	5 663 916 057	5 257 209 257	406 706 800	5 157 654 620	91	2 867 990 493	2 867 990 493	51	2 783 871 422	2 494 485 468	289 385 954
Transfert en capital	29 848 000 000	120 000 000	6 287 000 000	0	36 255 000 000	36 255 000 000	0	36 255 000 000	100	36 255 000 000	36 255 000 000	100	36 255 000 000	36 255 000 000	0
49 - Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le	1 751 680 500	0	100 000 000	13 002 200	1 864 682 700	1 851 806 505	12 876 195	1 851 629 495	99	1 843 277 446	1 843 277 446	99	1 804 613 886	1 704 659 920	99 953 966
Dépenses de fonctionnement	242 834 000	0	0	0	242 834 000	241 358 090	1 475 910	241 181 090	99	239 929 691	239 929 691	99	231 829 741	183 913 219	47 916 522
Transferts courants	508 846 500	0	150 000 000	0	658 846 500	658 846 500	0	658 846 500	100	658 846 500	658 846 500	100	658 846 500	658 846 500	0
Investissements executés par l'état	650 000 000	0	-50 000 000	13 002 200	613 002 200	601 601 915	11 400 285	601 601 905	98	594 501 255	594 501 255	97	563 937 645	511 900 201	52 037 444
Transfert en capital	350 000 000	0	0	0	350 000 000	350 000 000	0	350 000 000	100	350 000 000	350 000 000	100	350 000 000	350 000 000	0
50 - Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire	134 404 241 500	62 245 889	-1 043 706 403	453 802 653	133 876 583 639	126 741 290 940	7 135 292 699	126 704 200 507	95	117 443 332 554	117 453 910 206	88	112 171 598 071	48 136 907 067	64 034 691 004
Dépenses de fonctionnement	114 448 836 500	62 245 889	-23 750 000	0	114 487 332 389	111 668 911 203	2 818 421 186	111 631 820 770	25	109 698 783 417	109 709 361 069	96	104 667 410 391	42 217 910 921	62 449 499 470
Transferts courants	1 577 405 000	0	0	0	1 577 405 000	1 575 641 740	1 763 260	1 575 641 740	100	1 575 641 740	1 575 641 740	100	1 575 641 740	1 575 641 740	0
Investissements executés par l'état	15 866 000 000	0	-821 956 403	403 802 653	15 447 846 250	11 182 737 997	4 265 108 253	11 182 737 997	72	3 854 907 397	3 854 907 397	25	3 614 545 940	2 029 354 406	1 585 191 534
Transfert en capital	2 512 000 000	0	-198 000 000	50 000 000	2 364 000 000	2 314 000 000	50 000 000	2 314 000 000	98	2 314 000 000	2 314 000 000	98	2 314 000 000	2 314 000 000	0
52 - Ministère des Sports	4 407 832 250	28 000 000	105 500 000	400 400 000	4 941 732 250	4 618 224 792	323 507 458	4 613 784 259	93	4 172 055 105	4 172 055 105	84	3 949 362 330	3 493 788 304	455 574 026
Dépenses de fonctionnement	1 776 582 250	0	1 260 500 000	0	3 037 082 250	3 022 156 302	14 925 948	3 018 432 269	98	2 971 946 550	2 971 946 550	98	2 809 709 654	2 707 479 154	102 230 500
Transferts courants	531 250 000	0	70 000 000	0	601 250 000	580 619 750	20 630 250	579 903 250	96	579 903 250	579 903 250	96	579 903 250	531 922 000	47 981 250

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2011****MOIS : 12-2011**

à la date du 31/12/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements executés par l'état	2 100 000 000	28 000 000	-1 225 000 000	400 400 000	1 303 400 000	1 015 448 740	287 951 260	1 015 448 740	78	620 205 305	620 205 305	48	559 749 426	254 387 150	305 362 276
53 - Ministère de la Culture du Genre	6 564 794 750	658 583 812	32 627 015 160	0	39 850 393 722	39 360 703 823	489 689 899	39 358 033 609	99	39 273 529 108	39 273 529 108	99	39 165 831 562	38 995 858 296	169 973 266
Dépenses de fonctionnement	355 883 250	168 441 099	11 187 000	0	535 511 349	501 727 981	33 783 368	499 057 767	93	497 127 021	497 127 021	93	401 184 305	316 931 539	84 252 766
Transferts courants	2 738 911 500	230 153 000	4 780 000 000	0	7 749 064 500	7 737 845 184	11 219 316	7 737 845 184	100	7 737 845 184	7 737 845 184	100	7 737 845 184	7 737 845 184	0
Investissements executés par l'état	1 020 000 000	259 989 713	-514 171 840	0	765 817 873	321 130 658	444 687 215	321 130 658	42	238 556 903	238 556 903	31	226 802 073	141 081 573	85 720 500
Transfert en capital	2 450 000 000	0	28 350 000 000	0	30 800 000 000	30 800 000 000	0	30 800 000 000	100	30 800 000 000	30 800 000 000	100	30 800 000 000	30 800 000 000	0
54 - Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la	46 395 880 000	32 178 046	-1 183 631 925	3 563 508 200	48 807 934 321	45 760 789 246	3 047 145 075	45 759 915 366	94	39 589 702 967	39 588 951 307	81	38 103 643 530	34 183 521 511	3 920 122 019
Dépenses de fonctionnement	9 943 543 000	101 678 046	1 292 683 607	0	11 337 904 653	10 853 086 182	484 818 471	10 852 212 302	95	10 360 963 081	10 360 211 421	91	9 296 308 925	6 791 757 403	2 504 551 522
Transferts courants	24 902 337 000	-69 500 000	-1 973 337 000	0	22 859 500 000	22 777 336 200	82 163 800	22 777 336 200	100	22 627 757 200	22 627 757 200	99	22 627 757 200	22 606 363 500	21 393 700
Investissements executés par l'état	9 815 000 000	0	-402 978 532	3 563 508 200	12 975 529 668	10 495 366 864	2 480 162 804	10 495 366 864	81	4 965 982 686	4 965 982 686	38	4 544 577 405	3 250 400 608	1 294 176 797
Transfert en capital	1 735 000 000	0	-100 000 000	0	1 635 000 000	1 635 000 000	0	1 635 000 000	100	1 635 000 000	1 635 000 000	100	1 635 000 000	1 535 000 000	100 000 000
55 - Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	1 837 469 750	0	-161 720 000	161 720 000	1 837 469 750	1 816 921 163	20 548 587	1 811 712 456	99	1 769 689 936	1 769 689 936	96	1 756 484 179	1 613 967 162	142 517 017
Dépenses de fonctionnement	726 219 750	0	0	0	726 219 750	718 082 933	8 136 817	717 982 933	93	698 597 555	698 597 555	96	685 391 798	544 327 191	141 064 607
Transferts courants	186 250 000	0	0	0	186 250 000	181 750 000	4 500 000	181 750 000	98	181 750 000	181 750 000	98	181 750 000	181 750 000	0
Investissements executés par l'état	500 000 000	0	-174 970 000	161 720 000	486 750 000	478 838 230	7 911 770	473 729 523	97	451 092 381	451 092 381	93	451 092 381	449 639 971	1 452 410
Transfert en capital	425 000 000	0	13 250 000	0	438 250 000	438 250 000	0	438 250 000	100	438 250 000	438 250 000	100	438 250 000	438 250 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	8 690 787 500	0	-283 423 953	261 837 086	8 669 200 633	7 704 597 129	964 603 504	7 701 249 953	89	6 829 835 929	6 829 781 929	79	6 461 508 987	4 911 399 672	1 550 109 315
Dépenses de fonctionnement	3 043 167 500	0	-60 199 005	0	2 982 968 495	2 886 372 738	96 595 757	2 883 025 562	96	2 843 101 307	2 843 047 307	95	2 580 350 907	1 472 010 601	1 108 340 306
Transferts courants	391 620 000	0	-50 000 000	0	341 620 000	341 620 000	0	341 620 000	100	341 620 000	341 620 000	100	341 620 000	341 620 000	0
Investissements executés par l'état	4 306 000 000	-150 000 000	-63 224 948	251 837 086	4 344 612 138	3 477 681 071	866 931 067	3 477 681 071	80	2 646 191 302	2 646 191 302	61	2 540 614 760	2 166 345 751	374 269 009

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION : 2011

MOIS : 12-2011

à la date du 31/12/11

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)	(8=(9/5)*100)	(10)	(11)	(12=(11/5)*100)	(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	950 000 000	150 000 000	-110 000 000	10 000 000	1 000 000 000	998 923 320	1 076 680	998 923 320	100	998 923 320	998 923 320	100	998 923 320	931 423 320	67 500 000
57 - Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	1 456 485 750	0	224 200 000	0	1 680 685 750	1 642 260 658	38 425 092	1 631 010 658	97	1 625 733 519	1 625 733 519	97	1 571 776 506	1 449 567 999	122 208 507
Dépenses de fonctionnement	295 082 750	0	-25 800 000	0	269 282 750	240 566 583	28 716 167	240 566 583	89	235 360 067	235 360 067	87	186 850 454	129 441 947	57 408 507
Transferts courants	311 403 000	0	250 000 000	0	561 403 000	560 966 000	437 000	549 716 000	98	549 716 000	549 716 000	98	549 716 000	489 516 000	60 200 000
Investissements executés par l'état	179 000 000	0	0	0	179 000 000	169 728 075	9 271 925	169 728 075	95	169 657 452	169 657 452	95	164 210 052	159 610 052	4 600 000
Transfert en capital	671 000 000	0	0	0	671 000 000	671 000 000	0	671 000 000	100	671 000 000	671 000 000	100	671 000 000	671 000 000	0
58 - Ministère de la Famille et des Organisations Feminines	4 738 719 500	-77 552 944	1 220 273 810	75 805 250	5 957 245 616	5 280 914 485	676 331 131	5 274 021 545	89	5 213 680 672	5 213 680 672	88	4 779 066 505	4 620 987 336	158 079 169
Dépenses de fonctionnement	1 153 006 000	-49 552 944	0	0	1 103 453 056	1 007 426 190	96 026 866	1 001 788 250	91	991 017 781	991 017 781	90	877 790 458	773 974 693	103 815 765
Transferts courants	860 713 500	-28 000 000	100 000 000	0	932 713 500	922 800 000	9 913 500	922 800 000	99	922 800 000	922 800 000	99	922 800 000	922 800 000	0
Investissements executés par l'état	1 595 000 000	0	-56 005 250	75 805 250	1 614 800 000	1 044 409 235	570 390 765	1 043 154 235	65	993 583 831	993 583 831	62	672 196 987	617 933 583	54 263 404
Transfert en capital	1 130 000 000	0	1 176 279 060	0	2 306 279 060	2 306 279 060	0	2 306 279 060	100	2 306 279 060	2 306 279 060	100	2 306 279 060	2 306 279 060	0
59 - Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation	11 756 369 000	0	-191 218 484	731 243 564	12 296 394 080	11 651 093 341	645 300 739	11 651 093 340	95	10 254 667 833	10 254 667 833	83	9 850 605 393	7 326 053 137	2 524 552 256
Dépenses de fonctionnement	6 111 264 000	0	42 835 000	0	6 154 099 000	5 827 736 440	326 362 560	5 827 736 439	52	5 678 623 308	5 678 623 308	92	5 383 108 878	3 218 020 449	2 165 088 429
Transferts courants	929 105 000	0	-18 784 000	0	910 321 000	910 250 000	71 000	910 250 000	100	910 250 000	910 250 000	100	910 250 000	905 077 000	5 173 000
Investissements executés par l'état	3 338 000 000	0	-140 269 484	656 243 564	3 853 974 080	3 535 106 901	318 867 179	3 535 106 901	92	2 287 794 525	2 287 794 525	59	2 179 246 515	1 824 955 688	354 290 827
Transfert en capital	1 378 000 000	0	-75 000 000	75 000 000	1 378 000 000	1 378 000 000	0	1 378 000 000	100	1 378 000 000	1 378 000 000	100	1 378 000 000	1 378 000 000	0
60 - Charges non Réparties	192 273 483 250	43 859 352 399	-35 489 385 159	0	200 643 450 490	195 897 095 733	4 746 354 757	195 893 526 897	98	194 780 449 154	194 780 449 154	97	189 746 842 140	187 841 267 657	1 905 574 483
Dépenses de fonctionnement	127 408 770 000	-27 113 647 601	-22 549 425 159	0	77 745 697 240	74 686 592 230	3 059 105 010	74 683 023 394	95	73 569 945 651	73 569 945 651	95	68 536 338 637	66 637 964 154	1 898 374 483
Transferts courants	64 864 713 250	70 973 000 000	-12 939 960 000	0	122 897 753 250	121 210 503 503	1 687 249 747	121 210 503 503	99	121 210 503 503	121 210 503 503	99	121 210 503 503	121 203 303 503	7 200 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :** 2011**MOIS :** 12-2011

à la date du 31/12/11

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
62 - Min Elevage	5 244 183 750	0	-419 856 959	568 451 388	5 392 778 179	5 178 388 301	214 389 878	5 177 988 301	96	2 903 454 693	2 903 184 693	54	2 818 692 654	2 017 183 100	801 509 554
Dépenses de fonctionnement	539 388 750	0	0	0	539 388 750	526 779 619	12 609 131	526 379 619	98	525 879 619	525 879 619	97	471 824 710	196 249 069	275 575 641
Transferts courants	215 795 000	0	0	0	215 795 000	215 713 230	81 770	215 713 230	100	215 713 230	215 713 230	100	212 368 730	186 653 000	25 715 730
Investissements executés par l'état	3 971 000 000	0	-419 856 959	128 451 388	3 679 594 429	3 477 895 452	201 698 977	3 477 895 452	95	1 203 861 844	1 203 591 844	33	1 176 499 214	966 281 031	210 218 183
Transfert en capital	518 000 000	0	0	440 000 000	958 000 000	958 000 000	0	958 000 000	100	958 000 000	958 000 000	100	958 000 000	668 000 000	290 000 000
63 - Ministère de la communication et	6 501 357 500	0	252 731 000	0	6 754 088 500	6 722 960 671	31 127 829	6 722 960 671	100	6 691 378 671	6 691 378 671	99	6 602 270 065	6 395 210 370	207 059 695
Dépenses de fonctionnement	449 987 500	0	89 231 000	0	539 218 500	534 699 513	4 518 987	534 699 513	99	534 609 513	534 609 513	99	489 939 717	433 235 022	56 704 695
Transferts courants	721 370 000	0	220 000 000	0	941 370 000	921 370 000	20 000 000	921 370 000	98	921 370 000	921 370 000	98	921 370 000	921 370 000	0
Investissements executés par l'état	330 000 000	0	-56 500 000	0	273 500 000	266 891 158	6 608 842	266 891 158	98	235 399 158	235 399 158	86	190 960 348	190 605 348	355 000
Transfert en capital	5 000 000 000	0	0	0	5 000 000 000	5 000 000 000	0	5 000 000 000	100	5 000 000 000	5 000 000 000	100	5 000 000 000	4 850 000 000	150 000 000
64 - Ministère de l'Entreprenariat Féminin et de la Microfinance	2 300 587 000	-458 068 000	238 000 000	12 000 000	2 092 519 000	2 003 202 719	89 316 281	1 998 839 419	96	1 915 905 817	1 915 905 817	92	1 871 664 827	1 843 136 557	28 528 270
Dépenses de fonctionnement	154 451 000	0	0	0	154 451 000	141 281 857	13 169 143	136 918 557	89	133 849 374	133 849 374	87	105 164 601	85 807 286	19 357 315
Transferts courants	416 136 000	-208 068 000	0	0	208 068 000	208 068 000	0	208 068 000	100	208 068 000	208 068 000	100	208 068 000	208 068 000	0
Investissements executés par l'état	355 000 000	0	-12 000 000	12 000 000	355 000 000	278 852 862	76 147 138	278 852 862	79	198 988 443	198 988 443	56	183 432 226	174 261 271	9 170 955
Transfert en capital	1 375 000 000	-250 000 000	250 000 000	0	1 375 000 000	1 375 000 000	0	1 375 000 000	100	1 375 000 000	1 375 000 000	100	1 375 000 000	1 375 000 000	0
65 - Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	33 415 191 750	125 380 414	-2 374 750 000	246 436 057	31 412 258 221	30 275 864 189	1 136 394 032	30 275 864 189	96	30 165 935 133	30 165 935 133	96	30 063 848 143	29 887 195 890	176 652 253
Dépenses de fonctionnement	331 092 750	45 610 973	60 000 000	0	436 703 723	424 838 736	11 864 987	424 838 736	97	423 855 844	423 855 844	97	361 336 834	282 582 840	78 753 994
Transferts courants	19 084 099 000	0	0	0	19 084 099 000	17 968 685 812	1 115 413 188	17 968 685 812	94	17 968 685 812	17 968 685 812	94	17 968 685 812	17 968 685 812	0
Investissements executés par l'état	440 000 000	79 769 441	-34 750 000	246 436 057	731 455 498	722 339 641	9 115 857	722 339 641	99	613 393 477	613 393 477	84	573 825 497	475 927 238	97 898 259
Transfert en capital	13 560 000 000	0	-2 400 000 000	0	11 160 000 000	11 160 000 000	0	11 160 000 000	100	11 160 000 000	11 160 000 000	100	11 160 000 000	11 160 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION : 2011

MOIS : 12-2011

à la date du 31/12/11

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
66 - Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén.	4 685 590 000	0	234 000 000	0	4 919 590 000	4 896 753 487	22 836 513	4 895 250 285	100	4 894 248 414	4 894 248 414	99	4 830 079 474	4 739 643 974	90 435 500
Dépenses de fonctionnement	205 590 000	0	10 000 000	0	215 590 000	209 335 565	6 254 435	207 832 363	96	206 832 192	206 832 192	96	167 157 205	127 821 212	39 335 993
Transferts courants	100 000 000	0	99 000 000	0	199 000 000	199 000 000	0	199 000 000	100	199 000 000	199 000 000	100	199 000 000	199 000 000	0
Investissements executés par l'état	230 000 000	0	100 000 000	0	330 000 000	313 417 922	16 582 078	313 417 922	95	313 416 222	313 416 222	95	288 922 269	237 822 762	51 099 507
Transfert en capital	4 150 000 000	0	25 000 000	0	4 175 000 000	4 175 000 000	0	4 175 000 000	100	4 175 000 000	4 175 000 000	100	4 175 000 000	4 175 000 000	0
67 - Ministère des Energies Renouvelables	555 575 000	0	32 509 500	22 401 340	610 485 840	498 534 326	111 951 514	498 534 326	82	450 637 776	450 637 776	74	307 975 728	229 213 953	78 761 775
Dépenses de fonctionnement	155 575 000	0	0	0	155 575 000	149 303 209	6 271 791	149 303 209	96	146 303 258	146 303 258	94	98 143 982	76 329 332	21 814 650
Investissements executés par l'état	400 000 000	0	32 509 500	22 401 340	454 910 840	349 231 117	105 679 723	349 231 117	77	304 334 518	304 334 518	67	209 831 746	152 884 621	56 947 125
68 - Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène	8 204 531 500	40 998 530	-3 174 007 036	359 034 915	5 430 557 909	5 393 885 533	36 672 376	5 392 556 255	99	5 217 531 599	5 217 531 599	96	5 126 477 174	5 039 721 696	86 755 478
Dépenses de fonctionnement	254 531 500	12 856 515	59 400 000	0	326 788 015	290 115 639	36 672 376	288 786 361	88	283 426 167	283 426 167	87	240 920 742	156 365 264	84 555 478
Investissements executés par l'état	940 000 000	28 142 015	-933 407 036	359 034 915	393 769 894	393 769 894	0	393 769 894	100	224 105 432	224 105 432	57	175 556 432	173 356 432	2 200 000
Transfert en capital	7 010 000 000	0	-2 300 000 000	0	4 710 000 000	4 710 000 000	0	4 710 000 000	100	4 710 000 000	4 710 000 000	100	4 710 000 000	4 710 000 000	0
69 - Ministère de l'Hygiène publique et du Cadre de Vie	1 686 640 000	-443 019 308	-119 903 941	0	1 123 716 751	1 122 290 512	1 426 239	1 121 288 027	100	1 116 113 008	1 116 113 008	99	1 115 131 484	1 113 125 244	2 006 240
Dépenses de fonctionnement	386 640 000	-264 875 834	180 000 000	0	301 764 166	300 337 927	1 426 239	299 335 442	99	294 160 423	294 160 423	97	293 178 899	291 172 659	2 006 240
Transferts courants	300 000 000	-150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	100	150 000 000	150 000 000	100	150 000 000	150 000 000	0
Investissements executés par l'état	350 000 000	-28 143 474	-249 903 941	0	71 952 585	71 952 585	0	71 952 585	100	71 952 585	71 952 585	100	71 952 585	71 952 585	0
Transfert en capital	650 000 000	0	-50 000 000	0	600 000 000	600 000 000	0	600 000 000	100	600 000 000	600 000 000	100	600 000 000	600 000 000	0
72 - Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs	2 257 989 000	0	-101 512 651	0	2 156 476 349	2 084 176 586	72 299 763	2 082 826 586	97	1 825 824 980	1 825 824 980	85	1 786 154 127	1 583 620 024	202 534 103
Dépenses de fonctionnement	195 365 000	0	0	0	195 365 000	191 037 213	4 327 787	189 687 213	97	189 339 213	189 339 213	97	157 686 900	104 129 441	53 557 459
Transferts courants	442 624 000	0	0	0	442 624 000	442 624 000	0	442 624 000	100	442 624 000	442 624 000	100	442 624 000	442 624 000	0
Investissements executés par l'état	770 000 000	0	-101 512 651	0	668 487 349	600 515 373	67 971 976	600 515 373	90	343 861 767	343 861 767	51	335 843 227	186 866 583	148 976 644

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2011

MOIS :

12-2011

à la date du 31/12/11

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	850 000 000	0	0	0	850 000 000	850 000 000	0	850 000 000	100	850 000 000	850 000 000	100	850 000 000	850 000 000	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des	87 178 825 000	75 000 000	14 478 517 417	929 980 342	102 662 322 759	102 038 549 097	623 773 662	102 038 424 097	99	99 011 803 172	99 011 659 672	96	98 584 393 052	96 145 993 887	2 438 399 165
Dépenses de fonctionnement	2 679 117 000	0	-4 956 000	0	2 674 161 000	2 632 811 092	41 349 908	2 632 686 092	70	2 610 386 782	2 610 243 282	98	2 233 918 775	1 711 491 541	522 427 234
Transferts courants	77 299 708 000	75 000 000	15 106 473 417	0	92 481 181 417	92 481 152 417	29 000	92 481 152 417	100	92 481 152 417	92 481 152 417	100	92 481 152 417	92 381 152 417	100 000 000
Investissements executés par l'état	7 200 000 000	0	-623 000 000	929 980 342	7 506 980 342	6 924 585 588	582 394 754	6 924 585 588	92	3 920 263 973	3 920 263 973	52	3 869 321 860	2 053 349 929	1 815 971 931
76 - Ministère des Technologies de l'Information et de la	410 231 000	0	-303 231 000	0	107 000 000	0	107 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	130 231 000	0	-23 231 000	0	107 000 000	0	107 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	280 000 000	0	-280 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77 - Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	0	1 209 771 055	15 000 000	0	1 224 771 055	1 201 486 249	23 284 806	1 201 486 249	98	1 185 181 609	1 185 181 609	97	1 145 263 810	1 113 052 596	32 211 214
Dépenses de fonctionnement	0	131 307 055	15 000 000	0	146 307 055	123 022 249	23 284 806	123 022 249	84	106 717 609	106 717 609	73	66 799 810	34 588 596	32 211 214
Transferts courants	0	478 464 000	0	0	478 464 000	478 464 000	0	478 464 000	100	478 464 000	478 464 000	100	478 464 000	478 464 000	0
Transfert en capital	0	600 000 000	0	0	600 000 000	600 000 000	0	600 000 000	100	600 000 000	600 000 000	100	600 000 000	600 000 000	0
Totaux (1)	1 179 806 000 000	96 500 000 000	12 531 955 417	21 340 500 000	1 310 178 455 417	1 174 427 188 931	135 751 266 486	1 173 598 452 053	90	1 131 343 573 591	1 131 352 705 983	86	1 102 367 109 889	1 000 764 056 309	101 603 053 580

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION DE LA GESTION 2012 au 31 août 2012

**GESTION :****2012****MOIS :****08-2012**

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
21 - Présidence de la République	68 570 064 000	0	23 623 889 944	300 000 000	92 493 953 944	68 214 267 301	24 279 686 643	67 158 718 847	73	65 673 133 123	52 097 641 603	56	50 162 717 943	49 907 100 986	255 616 957
Dépenses de fonctionnement	10 045 999 000	0	1 568 082 944	0	11 614 081 944	5 905 506 759	5 708 575 185	5 023 058 305	43	3 593 684 290	3 583 192 770	31	3 435 801 982	3 182 932 033	252 869 949
Transferts courants	14 481 728 000	0	11 516 307 000	0	25 998 035 000	22 922 750 000	3 075 285 000	22 752 750 000	88	22 752 750 000	22 752 750 000	88	22 732 090 000	22 732 090 000	0
Investissements executés par l'état	968 000 000	0	300 000 000	0	1 268 000 000	273 506 650	994 493 350	273 406 650	22	235 701 551	85 701 551	7	65 077 485	64 225 557	851 928
Transfert en capital	42 864 337 000	0	10 239 500 000	300 000 000	53 403 837 000	39 015 293 500	14 388 543 500	39 015 293 500	73	39 015 293 500	25 600 293 500	48	23 865 793 500	23 865 793 500	0
Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	0	0	0	210 000 000	97 210 392	112 789 608	94 210 392	45	75 703 782	75 703 782	36	63 954 976	62 059 896	1 895 080
22 - Assemblée Nationale	7 949 506 000	0	2 245 000 000	0	10 194 506 000	7 983 100 000	2 211 406 000	7 983 100 000	78	7 983 100 000	7 983 100 000	78	7 983 100 000	7 983 100 000	0
Dépenses de fonctionnement	7 108 345 000	0	2 245 000 000	0	9 353 345 000	7 960 600 000	1 392 745 000	7 960 600 000	85	7 960 600 000	7 960 600 000	85	7 960 600 000	7 960 600 000	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	22 500 000	68 661 000	22 500 000	25	22 500 000	22 500 000	25	22 500 000	22 500 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	0	0	750 000 000	0	750 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	2 300 983 000	0	3 150 000 000	0	5 450 983 000	5 450 983 000	0	5 450 983 000	100	5 450 983 000	5 450 983 000	100	5 450 983 000	4 950 983 000	500 000 000
Dépenses de fonctionnement	0	0	3 150 000 000	0	3 150 000 000	3 150 000 000	0	3 150 000 000	100	3 150 000 000	3 150 000 000	100	3 150 000 000	2 650 000 000	500 000 000
Transferts courants	2 300 983 000	0	0	0	2 300 983 000	2 300 983 000	0	2 300 983 000	100	2 300 983 000	2 300 983 000	100	2 300 983 000	2 300 983 000	0
24 - Conseil Economique et Social	4 430 551 000	0	0	0	4 430 551 000	3 690 495 000	740 056 000	3 690 495 000	83	3 690 495 000	3 690 495 000	83	3 690 495 000	3 690 495 000	0
Dépenses de fonctionnement	4 383 464 000	0	0	0	4 383 464 000	3 643 408 000	740 056 000	3 643 408 000	83	3 643 408 000	3 643 408 000	83	3 643 408 000	3 643 408 000	0
Transferts courants	47 087 000	0	0	0	47 087 000	47 087 000	0	47 087 000	100	47 087 000	47 087 000	100	47 087 000	47 087 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	151 770 000	0	310 000 000	0	461 770 000	461 611 374	158 626	151 770 000	33	151 770 000	151 770 000	33	151 770 000	151 770 000	0
Dépenses de fonctionnement	108 370 000	0	310 000 000	0	418 370 000	418 211 374	158 626	108 370 000	26	108 370 000	108 370 000	26	108 370 000	108 370 000	0
Transfert en capital	43 400 000	0	0	0	43 400 000	43 400 000	0	43 400 000	100	43 400 000	43 400 000	100	43 400 000	43 400 000	0
27 - Cour Suprême	1 067 933 000	0	0	0	1 067 933 000	457 978 000	609 955 000	457 978 000	43	457 978 000	457 978 000	43	457 978 000	457 978 000	0
Dépenses de fonctionnement	915 956 000	0	0	0	915 956 000	457 978 000	457 978 000	457 978 000	50	457 978 000	457 978 000	50	457 978 000	457 978 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION : 2012

MOIS : 08-2012

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	1 977 000	0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes	3 544 255 000	0	0	0	3 544 255 000	124 341 070	3 419 913 930	84 001 625	2	58 900 083	58 900 083	2	58 900 083	31 285 083	27 615 000
Dépenses de fonctionnement	253 952 000	0	0	0	253 952 000	114 341 070	139 610 930	84 001 625	33	58 900 083	58 900 083	23	58 900 083	31 285 083	27 615 000
Investissements executés par l'état	125 000 000	0	0	0	125 000 000	10 000 000	115 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	3 165 303 000	0	0	0	3 165 303 000	0	3 165 303 000	0	0	0	0	0	0	0	0
29 - SENAT	3 672 073 000	0	0	0	3 672 073 000	670 345 500	3 001 727 500	670 345 500	18	670 345 500	670 345 500	18	670 345 500	543 172 750	127 172 750
Dépenses de fonctionnement	3 422 073 000	0	0	0	3 422 073 000	670 345 500	2 751 727 500	670 345 500	20	670 345 500	670 345 500	20	670 345 500	543 172 750	127 172 750
Transfert en capital	250 000 000	0	0	0	250 000 000	0	250 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Primature	13 353 015 090	0	144 300 000	0	13 497 315 090	8 855 992 442	4 641 322 648	8 243 912 532	61	8 102 293 620	8 092 634 222	60	8 063 223 832	8 013 371 782	49 852 050
Dépenses de fonctionnement	3 287 600 090	0	-357 326 000	0	2 930 274 090	1 576 104 330	1 354 169 760	1 004 024 420	34	917 024 814	913 524 816	31	885 672 026	885 672 026	0
Transferts courants	4 618 415 000	0	501 626 000	0	5 120 041 000	2 523 374 325	2 596 666 675	2 483 374 325	49	2 483 374 325	2 483 374 325	49	2 483 374 325	2 483 374 325	0
Investissements executés par l'état	550 000 000	0	0	0	550 000 000	159 513 787	390 486 213	159 513 787	29	104 894 481	98 735 081	18	97 177 481	47 325 431	49 852 050
Transfert en capital	4 897 000 000	0	0	0	4 897 000 000	4 597 000 000	300 000 000	4 597 000 000	94	4 597 000 000	4 597 000 000	94	4 597 000 000	4 597 000 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de	22 336 546 880	0	2 578 415 033	0	24 914 961 913	16 317 368 395	8 597 593 518	10 194 748 516	41	2 277 446 669	2 277 446 669	9	2 215 385 330	2 205 022 570	10 362 760
Dépenses de fonctionnement	12 316 726 880	0	2 066 140 179	0	14 382 867 059	14 557 659 451	-174 792 392	8 449 039 572	6	736 549 713	736 549 713	5	674 488 374	664 125 614	10 362 760
Transferts courants	5 169 820 000	0	0	0	5 169 820 000	1 020 896 956	4 148 923 044	1 020 896 956	20	1 020 896 956	1 020 896 956	20	1 020 896 956	1 020 896 956	0
Investissements executés par l'état	4 650 000 000	0	192 274 854	0	4 842 274 854	218 811 988	4 623 462 866	204 811 988	1	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	200 000 000	0	320 000 000	0	520 000 000	520 000 000	0	520 000 000	100	520 000 000	520 000 000	100	520 000 000	520 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2012****MOIS : 08-2012**

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
32 - Ministère des Forces Armées	38 228 755 000	0	6 558 000 000	220 933 103	45 007 688 103	26 423 762 552	18 583 925 551	26 316 348 022	58	24 007 110 316	24 002 110 479	53	23 441 475 025	22 765 106 698	676 368 327
Dépenses de fonctionnement	22 179 068 000	0	1 463 000 000	0	23 642 068 000	15 956 996 366	7 685 071 634	15 849 581 836	64	14 759 089 041	14 754 089 204	62	14 193 453 750	13 608 490 383	584 963 367
Transferts courants	2 249 687 000	0	170 000 000	0	2 419 687 000	1 900 682 130	519 004 870	1 900 682 130	79	1 900 682 130	1 900 682 130	79	1 900 682 130	1 884 263 000	16 419 130
Investissements executés par l'état	11 470 000 000	0	4 925 000 000	220 933 103	16 615 933 103	7 886 084 056	8 729 849 047	7 886 084 056	47	6 667 339 145	6 667 339 145	40	6 667 339 145	6 592 353 315	74 985 830
Transfert en capital	2 180 000 000	0	0	0	2 180 000 000	680 000 000	1 500 000 000	680 000 000	31	680 000 000	680 000 000	31	680 000 000	680 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
33 - Ministère de l'Intérieur	23 635 940 280	0	14 893 912 235	3 951 646 099	42 481 498 614	23 393 952 564	19 087 546 050	21 554 955 954	51	14 229 377 951	14 185 333 145	33	12 377 113 911	11 271 932 267	1 105 181 644
Dépenses de fonctionnement	4 604 940 280	0	8 475 472 120	0	13 080 412 400	9 102 171 340	3 978 241 060	7 459 736 730	50	4 559 345 519	4 551 820 837	35	3 464 070 803	2 847 408 986	616 661 817
Transferts courants	8 000 000 000	0	0	0	8 000 000 000	2 356 140 000	5 643 860 000	2 356 140 000	0	1 539 601 425	1 539 601 425	19	1 285 450 195	981 960 845	303 489 350
Investissements executés par l'état	9 975 000 000	0	-121 559 885	3 951 646 099	13 805 086 214	5 435 641 224	8 369 444 990	5 239 079 224	38	1 630 431 007	1 593 910 883	12	1 127 592 913	942 562 436	185 030 477
Transfert en capital	0	0	6 540 000 000	0	6 540 000 000	6 500 000 000	40 000 000	6 500 000 000	99	6 500 000 000	6 500 000 000	99	6 500 000 000	6 500 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	1 056 000 000	0	0	0	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Ministère de la Justice	8 035 961 000	0	1 320 000 000	24 295 803	9 380 256 803	6 508 272 988	2 871 983 815	6 117 800 439	65	4 415 495 505	3 480 486 849	37	3 270 461 679	3 060 869 117	209 592 562
Dépenses de fonctionnement	4 801 099 000	0	1 320 000 000	0	6 121 099 000	4 374 058 141	1 747 040 859	3 983 585 592	65	3 271 393 158	2 336 384 502	38	2 126 359 332	1 916 766 770	209 592 562
Transferts courants	905 862 000	0	0	0	905 862 000	675 565 600	230 296 400	675 565 600	75	675 565 600	675 565 600	75	675 565 600	675 565 600	0
Investissements executés par l'état	2 329 000 000	0	0	24 295 803	2 353 295 803	1 458 649 247	894 646 556	1 458 649 247	62	468 536 747	468 536 747	20	468 536 747	468 536 747	0
35 - Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations	1 826 895 440	0	361 226 137	123 325 280	2 311 446 857	1 515 804 907	795 641 950	1 440 848 813	62	1 229 991 534	1 199 384 340	52	1 177 414 200	1 173 472 249	3 941 951
Dépenses de fonctionnement	345 025 380	0	78 194 659	0	423 220 039	160 033 240	263 186 799	132 118 526	31	80 465 466	69 143 366	16	51 153 327	47 211 376	3 941 951
Transferts courants	873 870 060	0	81 600 000	0	955 470 060	955 470 060	0	955 470 060	100	955 470 060	955 470 060	100	955 470 060	955 470 060	0
Investissements executés par l'état	468 000 000	0	201 431 478	123 325 280	792 756 758	400 301 607	392 455 151	353 260 227	45	194 056 008	174 770 914	22	170 790 813	170 790 813	0
Transfert en capital	140 000 000	0	0	0	140 000 000	0	140 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2012

MOIS :

08-2012

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
36 - Ministère des relations avec les institutions	539 739 820	0	-142 901 041	0	396 838 779	286 881 106	109 957 673	286 881 106	72	267 015 098	265 429 886	67	263 584 886	263 584 886	0
Dépenses de fonctionnement	214 739 820	0	-14 061 822	0	200 677 998	90 720 325	109 957 673	90 720 325	45	70 854 317	69 269 105	35	67 424 105	67 424 105	0
Investissements executés par l'état	325 000 000	0	-128 839 219	0	196 160 781	196 160 781	0	196 160 781	100	196 160 781	196 160 781	100	196 160 781	196 160 781	0
37 - Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	733 846 520	0	-445 990 855	0	287 855 665	174 143 706	113 711 959	174 143 706	60	173 594 206	173 594 206	60	172 672 106	170 280 442	2 391 664
Dépenses de fonctionnement	168 926 520	0	-72 935 997	0	95 990 523	30 598 564	65 391 959	30 598 564	32	30 049 064	30 049 064	31	29 126 964	26 735 300	2 391 664
Transferts courants	204 920 000	0	-81 600 000	0	123 320 000	75 000 000	48 320 000	75 000 000	61	75 000 000	75 000 000	61	75 000 000	75 000 000	0
Investissements executés par l'état	117 000 000	0	-48 454 858	0	68 545 142	68 545 142	0	68 545 142	100	68 545 142	68 545 142	100	68 545 142	68 545 142	0
Transfert en capital	243 000 000	0	-243 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
39 - Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	924 199 860	0	-576 195 033	0	348 004 827	122 048 025	225 956 802	122 048 025	35	109 995 947	109 995 947	32	105 994 426	105 994 426	0
Dépenses de fonctionnement	283 386 000	0	-63 920 179	0	219 465 821	34 322 879	185 142 942	34 322 879	16	31 943 261	31 943 261	15	29 441 661	29 441 661	0
Transferts courants	40 813 860	0	0	0	40 813 860	0	40 813 860	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	280 000 000	0	-192 274 854	0	87 725 146	87 725 146	0	87 725 146	100	78 052 686	78 052 686	89	76 552 765	76 552 765	0
Transfert en capital	320 000 000	0	-320 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
40 - Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	6 579 617 160	0	-117 105 267	39 475 720	6 501 987 613	4 787 469 717	1 714 517 896	4 785 253 968	74	1 483 884 441	1 442 696 230	22	1 416 072 382	1 366 662 884	49 409 498
Dépenses de fonctionnement	470 970 060	0	1 094 733	0	472 064 793	189 955 118	282 109 675	188 452 908	40	133 762 538	126 845 918	27	116 997 119	90 960 217	26 036 902
Transferts courants	153 447 100	0	80 000 000	0	233 447 100	119 812 502	113 634 598	119 812 502	51	119 812 502	117 786 502	50	117 786 502	117 786 502	0
Investissements executés par l'état	2 632 000 000	0	1 573 000 000	39 475 720	4 244 475 720	3 757 421 840	487 053 880	3 756 708 301	89	540 754 904	527 725 313	12	515 530 254	494 773 827	20 756 427
Transfert en capital	2 423 200 000	0	-1 771 200 000	0	652 000 000	333 000 000	319 000 000	333 000 000	51	333 000 000	333 000 000	51	333 000 000	333 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	900 000 000	0	0	0	900 000 000	387 280 257	512 719 743	387 280 257	43	356 554 497	337 338 497	37	332 758 507	330 142 338	2 616 169
41 - Ministère des Infrastructures et des Transports	109 939 524 760	0	5 652 169 483	0	115 591 694 243	62 184 780 821	53 406 913 422	62 018 869 430	54	61 919 258 594	61 919 258 594	54	61 850 191 507	61 829 521 305	20 670 202
Dépenses de fonctionnement	511 960 020	0	44 163 218	0	556 123 238	378 263 435	177 859 803	243 602 044	44	196 180 833	196 180 833	35	169 493 305	163 785 503	5 707 802

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2012****MOIS : 08-2012**

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	322 564 740	0	1 798 220	0	324 362 960	21 503 910	302 859 050	21 503 910	7	21 503 910	21 503 910	7	21 503 910	21 503 910	0
Investissements executés par l'état	4 170 000 000	0	-3 669 791 955	0	500 208 045	284 013 476	216 194 569	252 763 476	51	200 573 851	200 573 851	40	158 194 292	143 231 892	14 962 400
Transfert en capital	104 935 000 000	0	9 276 000 000	0	114 211 000 000	61 501 000 000	52 710 000 000	61 501 000 000	54	61 501 000 000	61 501 000 000	54	61 501 000 000	61 501 000 000	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	51 733 423 180	0	14 929 256 741	384 653 253	67 047 333 174	50 100 191 450	16 947 141 724	49 880 469 405	74	49 130 558 022	49 112 276 773	73	48 982 280 713	31 634 646 068	17 347 634 645
Dépenses de fonctionnement	995 622 080	0	0	0	995 622 080	509 089 093	486 532 987	504 241 122	51	455 983 505	454 917 243	46	423 377 454	365 225 342	58 152 112
Transferts courants	5 472 126 100	0	0	0	5 472 126 100	4 195 637 526	1 276 488 574	4 070 250 000	74	4 070 250 000	4 070 250 000	74	4 027 950 000	4 027 950 000	0
Investissements executés par l'état	2 270 000 000	0	651 668 240	384 653 253	3 306 321 493	1 300 045 337	2 006 276 156	1 210 558 789	37	508 905 023	491 690 036	15	465 533 765	432 370 672	33 163 093
Transfert en capital	42 995 675 000	0	14 277 588 501	0	57 273 263 501	44 095 419 494	13 177 844 007	44 095 419 494	77	44 095 419 494	44 095 419 494	77	44 065 419 494	26 809 100 054	17 256 319 440
43 - Ministère de l'Economie et des Finances	190 290 545 596	0	-52 139 370 976	5 103 203 882	143 254 378 502	54 984 319 980	88 270 058 522	54 500 842 694	38	49 327 601 914	49 206 173 632	34	45 973 334 280	44 769 281 105	1 204 053 175
Dépenses de fonctionnement	7 367 019 556	0	120 430 000	0	7 487 449 556	3 417 267 058	4 070 182 498	3 080 450 097	41	2 420 148 398	2 338 844 952	31	2 137 251 538	1 911 746 786	225 504 752
Transferts courants	4 224 441 040	0	362 000 000	0	4 586 441 040	2 553 513 922	2 032 927 118	2 553 513 922	56	2 553 513 922	2 553 513 922	56	2 553 513 922	2 553 513 922	0
Investissements executés par l'état	48 018 285 000	0	-21 603 800 976	4 832 069 517	31 246 553 541	28 111 839 314	3 134 714 227	27 965 178 989	89	23 452 239 908	23 412 115 072	75	22 677 869 134	22 015 194 249	662 674 885
Transfert en capital	55 080 800 000	0	-31 018 000 000	271 134 365	24 333 934 365	20 849 785 287	3 484 149 078	20 849 785 287	86	20 849 785 287	20 849 785 287	86	18 552 785 287	18 236 911 749	315 873 538
Comptes Spéciaux du Trésor	75 600 000 000	0	0	0	75 600 000 000	51 914 399	75 548 085 601	51 914 399	0	51 914 399	51 914 399	0	51 914 399	51 914 399	0
44 - Ministère de l'Energie et des Mines	4 423 774 060	0	3 464 873 643	272 509 348	8 161 157 051	6 060 609 112	2 100 547 939	6 058 630 030	74	5 935 622 625	5 935 622 625	73	5 380 503 869	5 301 852 702	78 651 167
Dépenses de fonctionnement	204 205 600	0	11 697 519	0	215 903 119	78 181 126	137 721 993	76 202 044	35	35 100 111	35 100 111	16	21 295 548	19 648 433	1 647 115
Transferts courants	1 385 568 460	0	-548 290 350	0	837 278 110	817 360 309	19 917 801	817 360 309	98	817 360 309	817 360 309	98	817 360 309	817 360 309	0
Investissements executés par l'état	1 749 000 000	0	-398 533 526	272 509 348	1 622 975 822	652 067 677	970 908 145	652 067 677	40	570 162 205	570 162 205	35	428 848 012	351 843 960	77 004 052
Transfert en capital	1 085 000 000	0	4 400 000 000	0	5 485 000 000	4 513 000 000	972 000 000	4 513 000 000	82	4 513 000 000	4 513 000 000	82	4 113 000 000	4 113 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 02-OCT. -12 17:27:37

**GESTION : 2012****MOIS : 08-2012**

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
45 - Ministère du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat	2 575 342 200	0	3 566 527 523	9 971 000	6 151 840 723	2 637 366 710	3 514 474 013	2 607 072 051	42	2 449 825 040	2 445 957 987	40	2 068 772 755	2 047 444 975	21 327 780
Dépenses de fonctionnement	365 235 880	0	184 584 064	0	549 819 944	240 085 569	309 734 375	209 790 910	38	150 052 809	149 185 756	27	131 080 378	124 148 598	6 931 780
Transferts courants	970 106 320	0	1 246 462 130	0	2 216 568 450	1 274 093 827	942 474 623	1 274 093 827	57	1 274 093 827	1 274 093 827	57	1 274 093 827	1 274 093 827	0
Investissements executés par l'état	560 000 000	0	1 015 481 329	9 971 000	1 585 452 329	283 187 314	1 302 265 015	283 187 314	18	185 678 404	182 678 404	12	173 598 550	159 202 550	14 396 000
Transfert en capital	680 000 000	0	1 120 000 000	0	1 800 000 000	840 000 000	960 000 000	840 000 000	47	840 000 000	840 000 000	47	490 000 000	490 000 000	0
46 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	48 368 807 800	0	-10 899 660 601	1 355 918 399	38 825 065 598	15 743 969 793	23 081 095 805	15 526 254 741	40	15 045 357 933	15 045 357 933	39	11 290 829 242	11 137 639 419	153 189 823
Dépenses de fonctionnement	574 208 680	0	-51 909 981	0	522 298 699	211 031 717	311 266 982	210 653 467	40	188 437 259	188 437 259	36	182 239 376	173 103 967	9 135 409
Transferts courants	316 599 120	0	-98 461 240	0	218 137 880	150 161 240	67 976 640	150 161 240	69	150 161 240	150 161 240	69	150 161 240	150 161 240	0
Investissements executés par l'état	11 326 000 000	0	-8 448 215 905	1 355 918 399	4 233 702 494	2 914 350 311	1 319 352 183	2 697 013 509	64	2 238 332 909	2 238 332 909	53	2 218 002 101	2 073 947 687	144 054 414
Transfert en capital	36 152 000 000	0	-2 301 073 475	0	33 850 926 525	12 468 426 525	21 382 500 000	12 468 426 525	37	12 468 426 525	12 468 426 525	37	8 740 426 525	8 740 426 525	0
49 - Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le	2 107 615 760	0	-1 136 417 578	7 009 200	978 207 382	894 355 028	83 852 354	874 855 028	89	852 392 713	852 392 713	87	848 023 103	841 030 600	6 992 503
Dépenses de fonctionnement	229 300 520	0	-100 803 756	0	128 496 764	57 400 210	71 096 554	57 400 210	45	55 894 695	55 894 695	43	53 938 195	53 938 195	0
Transferts courants	478 315 240	0	-225 033 440	0	253 281 800	240 526 000	12 755 800	240 526 000	95	240 526 000	240 526 000	95	240 526 000	240 526 000	0
Investissements executés par l'état	670 000 000	0	-520 580 382	7 009 200	156 428 818	156 428 818	0	136 928 818	88	115 972 018	115 972 018	74	113 558 908	106 566 405	6 992 503
Transfert en capital	730 000 000	0	-290 000 000	0	440 000 000	440 000 000	0	440 000 000	100	440 000 000	440 000 000	100	440 000 000	440 000 000	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	139 011 361 000	0	157 380 000	3 728 509 747	142 897 250 747	92 329 654 876	50 567 595 871	89 157 706 739	62	74 502 847 280	74 476 187 089	52	69 554 438 160	59 049 966 225	10 504 471 935
Dépenses de fonctionnement	117 385 956 000	0	59 880 000	0	117 445 836 000	76 626 477 725	40 819 358 275	73 461 699 388	12	64 121 283 339	64 094 623 148	55	60 204 366 693	49 722 109 628	10 482 257 065
Transferts courants	1 487 405 000	0	90 000 000	0	1 577 405 000	1 423 405 000	154 000 000	1 423 405 000	90	1 423 405 000	1 423 405 000	90	1 423 405 000	1 423 405 000	0
Investissements executés par l'état	18 108 000 000	0	-49 500 000	3 728 509 747	21 787 009 747	12 399 772 151	9 387 237 596	12 392 602 351	57	7 078 158 941	7 078 158 941	32	6 046 666 467	6 024 451 597	22 214 870
Transfert en capital	2 030 000 000	0	57 000 000	0	2 087 000 000	1 880 000 000	207 000 000	1 880 000 000	90	1 880 000 000	1 880 000 000	90	1 880 000 000	1 880 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 02-OCT. -12 17:27:37

**GESTION : 2012****MOIS : 08-2012**

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
52 - Ministère des Sports	5 641 092 080	0	361 437 500	427 310 548	6 429 840 128	2 852 158 863	3 577 681 265	1 721 965 047	27	1 206 592 968	1 197 158 040	19	940 502 198	921 510 087	18 992 111
Dépenses de fonctionnement	3 540 817 080	0	31 437 500	0	3 572 254 580	1 940 682 163	1 631 572 417	810 488 347	23	691 515 096	690 080 168	19	478 024 326	459 032 215	18 992 111
Transferts courants	500 275 000	0	330 000 000	0	830 275 000	370 100 000	460 175 000	370 100 000	45	370 100 000	370 100 000	45	332 500 000	332 500 000	0
Investissements executés par l'état	100 000 000	0	702 000 000	427 310 548	1 229 310 548	541 376 700	687 933 848	541 376 700	44	144 977 872	136 977 872	11	129 977 872	129 977 872	0
Transfert en capital	1 500 000 000	0	-702 000 000	0	798 000 000	0	798 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
53 - Ministère de la Culture et du Tourisme	8 482 485 560	0	-818 689 815	55 824 383	7 719 620 128	3 771 871 348	3 947 748 780	3 630 041 822	47	3 448 780 775	3 447 187 842	45	3 395 678 135	3 382 387 863	13 290 272
Dépenses de fonctionnement	632 652 180	0	-90 078 961	0	542 573 219	246 267 095	296 306 124	234 474 333	43	188 770 053	187 177 120	34	162 484 722	151 859 450	10 625 272
Transferts courants	4 309 833 380	0	-34 366 560	0	4 275 466 820	2 614 298 420	1 661 168 400	2 484 420 920	58	2 484 420 920	2 484 420 920	58	2 484 420 920	2 481 755 920	2 665 000
Investissements executés par l'état	1 485 000 000	0	-316 744 294	55 824 383	1 224 080 089	333 805 833	890 274 256	333 646 569	27	198 089 802	198 089 802	16	171 272 493	171 272 493	0
Transfert en capital	2 055 000 000	0	-377 500 000	0	1 677 500 000	577 500 000	1 100 000 000	577 500 000	34	577 500 000	577 500 000	34	577 500 000	577 500 000	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	50 198 659 000	0	651 051 481	3 219 152 334	54 068 862 815	30 823 341 237	23 245 521 578	30 720 991 364	57	28 065 803 965	28 041 078 706	52	27 031 989 236	25 228 059 654	1 803 929 582
Dépenses de fonctionnement	10 125 322 000	0	95 947 798	0	10 221 269 798	5 224 189 085	4 997 080 713	5 136 894 207	50	3 987 373 247	3 962 647 988	39	3 691 948 930	3 294 024 485	397 924 445
Transferts courants	24 902 337 000	0	206 360 800	0	25 108 697 800	16 729 250 900	8 379 446 900	16 729 250 900	67	16 729 250 900	16 729 250 900	67	16 230 450 900	15 555 450 900	675 000 000
Investissements executés par l'état	12 312 000 000	0	-10 741 956	3 219 152 334	15 520 410 378	7 463 658 837	8 056 751 541	7 448 603 842	48	5 942 937 403	5 942 937 403	38	5 703 346 991	4 972 341 854	731 005 137
Transfert en capital	2 859 000 000	0	359 484 839	0	3 218 484 839	1 406 242 415	1 812 242 424	1 406 242 415	44	1 406 242 415	1 406 242 415	44	1 406 242 415	1 406 242 415	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de	1 818 310 640	0	10 176 510 872	8 887 142	12 003 708 654	4 745 439 483	7 258 269 171	4 605 614 007	38	4 114 544 793	4 075 773 173	34	3 795 571 952	3 495 657 434	299 914 518
Dépenses de fonctionnement	688 235 640	0	4 220 428 573	0	4 908 664 213	2 392 048 482	2 516 615 731	2 362 223 006	23	1 889 549 133	1 902 267 513	39	1 625 931 289	1 326 162 593	299 768 696
Transferts courants	175 075 000	0	580 522 000	0	755 597 000	470 277 000	285 320 000	470 277 000	62	470 277 000	418 877 000	55	418 877 000	418 877 000	0
Investissements executés par l'état	530 000 000	0	2 787 560 299	8 887 142	3 326 447 441	359 114 001	2 967 333 440	249 114 001	7	230 718 660	230 628 660	7	226 763 663	226 617 841	145 822
Transfert en capital	425 000 000	0	2 588 000 000	0	3 013 000 000	1 524 000 000	1 489 000 000	1 524 000 000	51	1 524 000 000	1 524 000 000	51	1 524 000 000	1 524 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION : 2012

MOIS : 08-2012

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
56 - Ministère de l'Ecologie et de la Protection de la Nature	11 760 503 980	0	-103 151 101	393 621 112	12 050 973 991	5 202 319 910	6 848 654 081	5 155 098 087	43	4 340 559 751	4 339 700 471	36	3 908 488 174	3 658 707 588	249 780 586
Dépenses de fonctionnement	2 917 381 180	0	88 464 526	0	3 005 845 706	1 306 295 319	1 699 550 387	1 289 707 017	42	1 129 115 508	1 128 266 053	38	994 701 109	874 782 448	119 918 661
Transferts courants	368 122 800	0	558 066 560	0	926 189 360	368 072 670	558 116 690	368 072 670	40	368 072 670	368 072 670	40	368 072 670	368 072 670	0
Investissements executés par l'état	4 175 000 000	0	8 167 813	393 621 112	4 576 788 925	2 665 451 921	1 911 337 004	2 634 818 400	58	1 980 871 573	1 980 861 748	43	1 683 214 395	1 553 352 470	129 861 925
Transfert en capital	4 300 000 000	0	-757 850 000	0	3 542 150 000	862 500 000	2 679 650 000	862 500 000	24	862 500 000	862 500 000	24	862 500 000	862 500 000	0
57 - Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	1 953 104 580	0	-1 473 714 621	0	479 389 959	325 432 097	153 957 862	325 432 097	68	297 093 973	297 093 973	62	264 448 881	253 310 538	11 138 343
Dépenses de fonctionnement	260 576 580	0	-129 295 777	0	131 280 803	47 822 941	83 457 862	47 822 941	36	33 363 937	33 363 937	25	33 363 937	33 223 489	140 448
Transferts courants	342 528 000	0	-150 160 800	0	192 367 200	121 867 200	70 500 000	121 867 200	63	121 867 200	121 867 200	63	96 867 200	96 867 200	0
Investissements executés par l'état	179 000 000	0	-123 258 044	0	55 741 956	55 741 956	0	55 741 956	100	41 862 836	41 862 836	75	34 217 744	23 219 849	10 997 895
Transfert en capital	1 171 000 000	0	-1 071 000 000	0	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	100	100 000 000	100 000 000	100	100 000 000	100 000 000	0
58 - Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat	4 670 292 120	0	3 373 642 583	407 758 500	8 451 693 203	3 873 580 061	4 578 113 142	3 802 623 895	45	3 558 581 886	3 547 199 567	42	3 471 309 400	3 445 005 032	26 304 368
Dépenses de fonctionnement	1 023 861 900	0	55 077 834	0	1 078 939 734	495 674 773	583 264 961	479 234 582	44	379 857 829	373 966 050	35	351 335 189	331 030 821	20 304 368
Transferts courants	756 430 220	0	357 264 000	0	1 113 694 220	404 500 000	709 194 220	375 500 000	34	375 500 000	375 500 000	34	351 800 000	351 800 000	0
Investissements executés par l'état	1 467 000 000	0	896 300 749	407 758 500	2 771 059 249	596 905 288	2 174 153 961	571 389 313	21	426 724 057	421 233 517	15	391 674 211	385 674 211	6 000 000
Transfert en capital	1 423 000 000	0	2 065 000 000	0	3 488 000 000	2 376 500 000	1 111 500 000	2 376 500 000	68	2 376 500 000	2 376 500 000	68	2 376 500 000	2 376 500 000	0
59 - Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation	12 896 369 000	0	-10 164 364 202	846 326 868	3 578 331 666	3 503 387 716	74 943 950	3 479 387 716	97	3 366 476 388	3 362 486 388	94	3 354 103 848	3 218 937 879	135 165 969
Dépenses de fonctionnement	6 116 264 000	0	-4 211 625 413	0	1 904 638 587	1 829 694 637	74 943 950	1 805 694 637	41	1 761 824 006	1 757 834 006	92	1 749 451 466	1 614 285 497	135 165 969
Transferts courants	941 105 000	0	-580 522 000	0	360 583 000	360 583 000	0	360 583 000	100	360 583 000	360 583 000	100	360 583 000	360 583 000	0
Investissements executés par l'état	1 735 000 000	0	-1 407 216 789	846 326 868	1 174 110 079	1 174 110 079	0	1 174 110 079	100	1 105 069 382	1 105 069 382	94	1 105 069 382	1 105 069 382	0
Transfert en capital	4 104 000 000	0	-3 965 000 000	0	139 000 000	139 000 000	0	139 000 000	100	139 000 000	139 000 000	100	139 000 000	139 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 02-OCT. -12 17:27:37

**GESTION : 2012****MOIS : 08-2012**

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)	(8= (9/5)*100)	(10)	(11)	(12= (11/5)*100)	(13)	(14)	(14=12-15)
60 - Charges non Réparties	208 369 141 994	0	-21 221 279 500	0	187 147 862 494	114 917 987 551	72 229 874 943	111 427 678 349	60	110 419 556 557	110 313 361 494	59	107 122 661 019	105 970 396 474	1 152 264 545
Dépenses de fonctionnement	96 722 528 744	0	-21 136 279 500	0	75 586 249 244	34 850 239 238	40 736 010 006	31 359 930 036	41	30 351 808 244	30 245 613 181	40	27 649 191 618	26 496 927 073	1 152 264 545
Transferts courants	111 646 613 250	0	-85 000 000	0	111 561 613 250	80 067 748 313	31 493 864 937	80 067 748 313	72	80 067 748 313	80 067 748 313	72	79 473 469 401	79 473 469 401	0
62 - Min Elevage	5 204 794 500	0	1 682 850 000	1 314 719 018	8 202 363 518	5 949 802 121	2 252 561 397	5 929 104 810	72	5 617 991 343	5 613 905 286	68	5 513 661 543	5 241 088 699	272 572 844
Dépenses de fonctionnement	511 198 680	0	0	0	511 198 680	320 247 652	190 951 028	317 501 989	62	250 953 555	246 867 498	48	236 713 909	201 788 204	34 925 705
Transferts courants	204 595 820	0	0	0	204 595 820	204 595 820	0	204 595 820	86	198 102 840	198 102 840	97	195 011 340	193 501 340	1 510 000
Investissements executés par l'état	3 726 000 000	0	-222 150 000	1 314 719 018	4 818 569 018	2 806 958 649	2 011 610 369	2 789 007 001	58	2 550 934 948	2 550 934 948	53	2 463 936 294	2 227 799 155	236 137 139
Transfert en capital	763 000 000	0	1 905 000 000	0	2 668 000 000	2 618 000 000	50 000 000	2 618 000 000	98	2 618 000 000	2 618 000 000	98	2 618 000 000	2 618 000 000	0
63 - Ministère de la Communication et des Technologies de l'Information	9 781 229 420	0	630 000 000	0	10 411 229 420	9 745 118 613	666 110 807	9 506 731 291	91	9 316 320 460	9 306 340 020	89	6 509 498 357	6 499 822 357	9 676 000
Dépenses de fonctionnement	494 859 420	0	630 000 000	0	1 124 859 420	963 339 025	161 520 395	724 951 703	64	669 263 538	667 281 138	59	641 427 489	631 751 489	9 676 000
Transferts courants	921 370 000	0	0	0	921 370 000	877 096 000	44 274 000	877 096 000	95	877 096 000	877 096 000	95	877 096 000	877 096 000	0
Investissements executés par l'état	665 000 000	0	0	0	665 000 000	354 683 588	310 316 412	354 683 588	53	219 960 922	211 962 882	32	190 974 868	190 974 868	0
Transfert en capital	7 700 000 000	0	0	0	7 700 000 000	7 550 000 000	150 000 000	7 550 000 000	98	7 550 000 000	7 550 000 000	98	4 800 000 000	4 800 000 000	0
64 - Ministère de l'Entreprenariat Féminin et de la Microfinance	450 852 940	0	-348 987 355	61 867 632	163 733 217	118 866 576	44 866 641	118 866 576	73	118 866 576	118 866 576	73	118 866 576	118 866 576	0
Dépenses de fonctionnement	145 852 940	0	-64 178 858	0	81 674 082	36 807 441	44 866 641	36 807 441	45	36 807 441	36 807 441	45	36 807 441	36 807 441	0
Investissements executés par l'état	305 000 000	0	-284 808 497	61 867 632	82 059 135	82 059 135	0	82 059 135	100	82 059 135	82 059 135	100	82 059 135	82 059 135	0
Transfert en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65 - Ministère de l'Amenagement du Territoire et des Collectivités Locales	32 761 904 060	0	2 994 000 000	61 495 879	35 817 399 939	32 169 044 531	3 648 355 408	32 159 517 331	90	32 048 141 810	32 033 832 600	89	31 522 099 173	31 514 161 630	7 937 543
Dépenses de fonctionnement	375 088 800	0	0	0	375 088 800	208 650 171	166 438 629	199 122 971	53	156 906 601	147 597 921	39	135 864 494	127 926 951	7 937 543
Transferts courants	18 386 815 260	0	94 000 000	0	18 480 815 260	17 095 576 664	1 385 238 596	17 095 576 664	93	17 095 576 664	17 095 576 664	93	17 095 576 664	17 095 576 664	0
Investissements executés par l'état	400 000 000	0	240 000 000	61 495 879	701 495 879	394 817 696	306 678 183	394 817 696	56	325 658 545	320 658 015	46	320 658 015	320 658 015	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Edité le : 02-OCT. -12 17:27:37

**GESTION : 2012****MOIS : 08-2012**

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)	(8=(9/5)*100)	(10)	(11)	(12=(11/5)*100)	(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	13 600 000 000	0	2 660 000 000	0	16 260 000 000	14 470 000 000	1 790 000 000	14 470 000 000	89	14 470 000 000	14 470 000 000	89	13 970 000 000	13 970 000 000	0
66 - Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén.	7 345 511 040	0	-7 037 503 660	0	308 007 380	106 087 513	201 919 867	106 087 513	34	104 325 773	104 325 773	34	100 268 832	100 268 832	0
Dépenses de fonctionnement	193 451 040	0	-59 868 868	0	133 582 172	31 662 305	101 919 867	31 662 305	24	29 900 565	29 900 565	22	28 843 545	28 843 545	0
Transferts courants	140 060 000	0	-140 060 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	160 000 000	0	-85 574 792	0	74 425 208	74 425 208	0	74 425 208	100	74 425 208	74 425 208	100	71 425 287	71 425 287	0
Transfert en capital	6 852 000 000	0	-6 752 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
67 - Ministère des Energies Renouvelables	847 080 500	0	-689 449 529	44 945 819	202 576 790	109 400 706	93 176 084	109 400 706	54	107 523 359	107 523 359	53	107 523 359	107 523 359	0
Dépenses de fonctionnement	147 080 500	0	-48 582 000	0	98 498 500	5 322 416	93 176 084	5 322 416	5	3 445 069	3 445 069	3	3 445 069	3 445 069	0
Investissements executés par l'état	450 000 000	0	-390 867 529	44 945 819	104 078 290	104 078 290	0	104 078 290	100	104 078 290	104 078 290	100	104 078 290	104 078 290	0
Transfert en capital	250 000 000	0	-250 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	0	0	17 537 954 969	0	17 537 954 969	10 652 899 334	6 885 055 635	10 635 451 669	61	10 232 080 203	10 230 958 577	58	10 195 445 705	10 141 137 247	54 308 458
Dépenses de fonctionnement	0	0	289 277 824	0	289 277 824	74 830 190	214 447 634	73 269 397	25	66 985 602	65 863 976	23	60 796 336	51 322 630	9 473 706
Transferts courants	0	0	98 461 240	0	98 461 240	54 153 682	44 307 558	54 153 682	55	54 153 682	54 153 682	55	54 153 682	54 153 682	0
Investissements executés par l'état	0	0	4 951 215 905	0	4 951 215 905	767 915 462	4 183 300 443	752 028 590	15	354 940 919	354 940 919	7	324 495 687	279 660 935	44 834 752
Transfert en capital	0	0	12 199 000 000	0	12 199 000 000	9 756 000 000	2 443 000 000	9 756 000 000	80	9 756 000 000	9 756 000 000	80	9 756 000 000	9 756 000 000	0
72 - Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs	2 573 553 180	0	-1 075 461 872	225 038 545	1 723 129 853	1 668 015 809	55 114 044	1 628 015 809	94	1 577 789 797	1 577 789 797	92	1 577 789 797	1 577 789 797	0
Dépenses de fonctionnement	187 486 620	0	-89 559 259	0	97 927 361	42 813 317	55 114 044	42 813 317	44	38 213 317	38 213 317	39	38 213 317	38 213 317	0
Transferts courants	416 066 560	0	-276 066 560	0	140 000 000	140 000 000	0	140 000 000	100	140 000 000	140 000 000	100	140 000 000	140 000 000	0
Investissements executés par l'état	925 000 000	0	-659 836 053	175 038 545	440 202 492	440 202 492	0	400 202 492	91	354 576 480	354 576 480	81	354 576 480	354 576 480	0
Transfert en capital	1 045 000 000	0	-50 000 000	50 000 000	1 045 000 000	1 045 000 000	0	1 045 000 000	100	1 045 000 000	1 045 000 000	100	1 045 000 000	1 045 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2012

MOIS :

08-2012

à la date du 31/08/12

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	91 282 825 000	0	33 750 000	2 349 786 706	93 666 361 706	75 486 303 551	18 180 058 155	75 034 603 551	80	74 696 425 273	74 696 425 273	80	74 673 114 185	74 618 570 421	54 543 764
Dépenses de fonctionnement	2 729 117 000	0	0	0	2 729 117 000	934 483 662	1 794 633 338	572 783 662	20	339 515 007	339 515 007	12	317 414 687	297 733 717	19 680 970
Transferts courants	80 299 708 000	0	33 750 000	0	80 333 458 000	69 414 763 916	10 918 694 084	69 324 763 916	86	69 324 763 916	69 324 763 916	86	69 324 763 916	69 299 763 916	25 000 000
Investissements executés par l'état	368 000 000	0	0	2 349 786 706	2 717 786 706	2 467 055 973	250 730 733	2 467 055 973	91	2 362 146 350	2 362 146 350	87	2 360 935 582	2 351 072 788	9 862 794
Transfert en capital	7 886 000 000	0	0	0	7 886 000 000	2 670 000 000	5 216 000 000	2 670 000 000	34	2 670 000 000	2 670 000 000	34	2 670 000 000	2 670 000 000	0
77 - Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	1 828 132 000	0	-1 808 992 903	22 740 076	41 879 173	41 879 173	0	41 879 173	100	41 879 173	41 879 173	100	41 879 173	41 879 173	0
Dépenses de fonctionnement	231 668 000	0	-231 668 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants	596 464 000	0	-596 464 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	270 000 000	0	-250 860 903	22 740 076	41 879 173	41 879 173	0	41 879 173	100	41 879 173	41 879 173	100	41 879 173	41 879 173	0
Transfert en capital	730 000 000	0	-730 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78 - Ministère Chargé des Elections	16 208 112 000	0	-10 196 912 235	430 560 225	6 441 759 990	6 387 719 990	54 040 000	5 842 156 990	91	5 314 779 611	5 314 779 611	83	4 594 683 222	4 409 856 217	184 827 005
Dépenses de fonctionnement	16 208 112 000	0	-13 278 472 120	0	2 929 639 880	2 875 599 880	54 040 000	2 330 036 880	1	1 802 659 501	1 802 659 501	62	1 108 463 120	988 508 880	119 954 240
Investissements executés par l'état	0	0	3 081 559 885	430 560 225	3 512 120 110	3 512 120 110	0	3 512 120 110	100	3 512 120 110	3 512 120 110	100	3 486 220 102	3 421 347 337	64 872 765
Totaux (1)	1 230 406 000 000	0	0	25 391 485 621	1 255 797 485 621	772 824 721 600	482 972 764 021	751 489 680 974	60	697 590 488 548	682 551 218 204	54	655 317 643 697	618 668 501 396	36 649 142 301



III.- EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

**TABLEAU III EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

En millions de francs

LIBELLES	LFI 2012	LOI DE FINANCES 2013			ECART	
		SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL	Val. Absolue LF13/LF12	Val. Relat. %
DEPENSES ORDINAIRES						
TITRE 1 dette publique	347 880	440 850		440 850	92 970	26,72%
TITRE 2 personnel	443 500	460 100	7 000	467 100	23 600	5,32%
TITRE 3 achat biens et services	345 796	326 841	25 254	352 095	6 299	1,82%
TITRE 4 Transfert	298 704	269 572	8 633	278 205	-20 499	-6,86%
TOTAL DEP. ORDINAIRES	1 435 880	1 497 363	40 887	1 538 250	102 370	7,13%
dont Titre 3,4 =	644 500	596 413	33 887	630 300	-14 200	-2,20%
TITRE 5 Investissements	830 990	912 400	0	912 400	81 410	9,80%
INTERIEURE	507 990	515 300	0	515 300	7 310	1,44%
EXTERIEUR	323 000	397 100	0	397 100	74 100	22,94%
TOTAL DEP ORD. + DEP CAP	2 266 870	2 409 763	40 887	2 450 650	183 780	8,11%
INVESTISSEMENTS Aut de Prog et Financem. Acquis	7 249 695	8 006 293	0	8 006 293	756 598	10,44%



IV.- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**TABLEAU IV : RECAPITULATION GENERALE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

En Millions de FCFA

LIBELLES	LOI DE FINANCES 2012				LOI DE FINANCES 2013			
	RECETTES	DEPENSES			RECETTES	DEPENSES		
		SERVICES VOTES	VARIATIONS	TOTAL SERV, VOTES		SERVICES VOTES	VARIATIONS	TOTAL SERV, VOTES
COMPTE D'AFFECT. SPECIALE	60 166	56 166	4 000	60 166	64 216	60 166	4 050	64 216
dont:								
- FONDS NATIONAL RETRAITE	58 000	54 000	4 000	58 000	62 000	58 000	4 000	62 000
- CEPIA	900	900	0	900	950	900	50	950
- AUTRES CPTES AFFECTATION SPECIALE	1 266	1 266	0	1 266	1 266	1 266	0	1 266
COMPTE DE COMMERCE	150	150	0	150	150	150	0	150
COMPTES DE PRETS	16 800	16 800	0	16 800	15 300	15 300	0	15 300
COMPTES D'AVANCES	800	800	0	800	800	800	0	800
TOTAL GENERAL	77 916	73 916	4 000	77 916	80 466	76 416	4 050	80 466



V.- DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL



**TABLEAU V
DEFICIT BUDGETAIRE**

**Hors ressources d'emprunt et de remboursement de dette en principal
Engagement ISPE 16, a**

En milliards de FCFA	LFI 2013			% PIB
Ressources	1812,8			23,49%
Recettes ordinaires hors dons	1605,3			
recettes fiscales		1492,5		
recettes non fiscales		77,4		
FSE		35,4		
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocédés)	0			
Dons budgétaires dont :	38,6			
UE		9,8		
Canada		18,3		
Pays Bas		8,5		
Espagne		2		
Ressources externes	168,9			
Tirages sur subventions		168,9		
Charges	2190,3			28,38%
Dettes publiques (intérêt + commissions)	145,1			
Intérêts et commission dette extérieure		63,1		
Intérêts et commission dette intérieure		82		
Dépenses de personnel	467,1			
Autres dépenses courantes	630,3			
Dépenses de fonctionnement		352,1		
Dépenses de Transfert		278,2		
Dépenses en capital sur ressources internes	515,3			
Dépenses en capital sur ressources externes	397,1			
FSE	35,4			
Prêts rétrocédés	0			
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-377,5			-4,89%
PIB				7718



PROJET DE LOI

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE

TITRE PREMIER : Dispositions relatives aux ressources et aux charges

ARTICLE PREMIER : *I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2013 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2013, à la somme de 2.053.550.000.000 de FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2013, à la somme de 397.100.000.000 de FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

IV – Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.531.116.000.000 de FCFA.

ARTICLE 2 : *Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2013, à la somme de 2.450.650.000.000 de FCFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi.*

TITRE II : – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3 : *I - Pour l'année 2013, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :*



RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - Ressources internes		A- Dépenses sur ressources internes		
Recettes fiscales	1 492 500	Dettes publiques	440 850	
Recettes non fiscales	77 400	Dépenses de personnel	467 100	
Recettes Exceptionnelles	59 000	Autres dépenses courantes	630 300	
Remboursements Prêts et avances	12 800	Dépenses en capital sur ressources internes	515 300	
Dons budgétaires	38 600			
Emprunts	373 250			
Total ressources internes	2 053 550	Total dépenses sur ressources internes	2 053 550	0
B - Ressources externes		B - Dépenses sur ressources externes		
Tirage Dons et emprunts	397 100	Dépenses en capital sur ressources externes	397 100	
Total B	397 100	Total B	397 100	
TOTAL I= (A + B)	2 450 650	TOTAL I = (A + B)	2 450 650	0
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes	80 466	Dépenses	80 466	0
TOTAL RESSOURCES = (1 + 2)	2 531 116	TOTAL CHARGES = (1 + 2)	2 531 116	0

II. – Pour l'année 2013, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 808.950. 000. 000 de FCFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»

DEUXIEME PARTIE :

TITRE I : MOYENS DES SERVICES

A – BUDGET GENERAL

A-1 DEPENSES COURANTES

ARTICLE 4 : *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances pour l'année 2013, au titre des services votés réévalués des dépenses courantes, est fixé à la somme de 1 497 363 047 000 de FCFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :*

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	440 850 000 000	FCFA
- Titre 2 dépenses de personnel	460 100 000 000	FCFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	326 841 157 370	FCFA
- Titre 4 transferts courants	269 571 889 630	FCFA

ARTICLE 5 : *Il est ouvert, pour la loi de finances pour l'année 2013, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses courantes, des crédits d'un montant de 40 886 953 000 de FCFA ainsi répartis :*

- Titre 2 dépenses de personnel	7 000 000 000	FCFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	25 254 262 000	FCFA
- Titre 4 transferts courants	8 632 691 000	FCFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.»

A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 6 : *I – Il est ouvert pour l'année 2013, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 515.300.000.000 de FCFA ainsi répartis :*

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	183 982 369 000	FCFA
- Titre 6: Transfert en capital	331 317 631 000	FCFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2013, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 4.705.036.000.000 de FCFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.

ARTICLE 7 : *I- Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), pour la loi de finances pour l'année 2013, affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures, sont évaluées à 397.100.000.000 de FCFA ainsi réparties :*

- Emprunt	228 200 000 000	FCFA
- Subvention	168 900 000 000	FCFA

II- Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 3.301.256.000.000 de FCFA ainsi répartis :

- Emprunt	1 957 139 000 000 FCFA
- Subvention	1 344 117 000 000 FCFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi. »

B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

B-1 – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 8 : *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2013 sont évaluées à 64.216.000.000 de FCFA.*

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2013, s'élèvent à 64.216.000.000 de FCFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.»

ARTICLE 9 : *Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2013, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite».*

B-2 – COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 10 : *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances pour l'année 2013 sont évaluées à 150.000.000 de FCFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2013, s'élèvent à 150.000.000 de FCFA.

B-3 – COMPTES DE PRETS.

ARTICLE 11 : *I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2013, sont évaluées à 15.300.000.000 de FCFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2013, s’élèvent à 15.300.000.000 de FCFA ».

B-4 – COMPTES D’AVANCES.

ARTICLE 12 : *I – Conformément au développement qui en est donné à l’annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d’avances sont évaluées à 800.000.000 de FCFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d’avances, pour la loi de finances 2013, s’élèvent à 800.000.000 de FCFA. »

B-5- Affectations comptables

ARTICLE 13 : *Compte tenu des dispositions des articles 8 à 13, les prévisions de recettes pour l’ensemble des comptes spéciaux du Trésor s’élèvent à 80.466.000.000 de FCFA comme indiqué à l’annexe 2 jointe à la présente loi.*

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances pour l’année 2013 sont évaluées à la somme de 80.466.000.000 de FCFA.

TITRE II: DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 : Taxes parafiscales

La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe 6, jointe à la présente loi continuera d’être opérée pendant l’année 2013.

ARTICLE 15 : Crédits évaluatifs

Aux termes de l’article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe 7.

ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques

Tout acte de dépenses qui engage les finances de l’Etat est subordonné à l’existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques

L’agent de l’Etat, qui viole cette disposition, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d’autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie.

ARTICLE 17: autorisation de régulation des dépenses

Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital.

ARTICLE 18 : Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor

Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.

La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.

ARTICLE 19 : Institution d'une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)

Il est institué au profit du budget de l'Etat une CSMC.

Cette contribution s'applique aux substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.

Les produits des mines et carrières sont exonérés de la contribution spéciale lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution.

La base imposable est déterminée :

- à la vente, par le prix normal de vente tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même ;*



- à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même ;
- dans tous les autres cas, par le prix normal ou la valeur normale du bien tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même.

La contribution spéciale s'applique aux livraisons sur le marché local, aux importations et aux exportations.

Le fait générateur de la contribution spéciale est constitué :

1° pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit, par le prélèvement ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;

2° pour les substances importées, par la mise en consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal.

Le taux de la contribution spéciale est fixé à 5%.

Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC.



ANNEXE 1

Prévisions des recettes par article et par paragraphe

En milliers de FCFA

	PREVISIONS LFI 2012	REALISATIONS AU 31 AOÛT 2012	PREVISIONS LFI 2013	ECARTS: LF_2013/LF_2012	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	134 500 000	127 300 000	160 500 000	26 000 000	19,33%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	239 100 000	161 300 000	238 600 000	-500 000	-0,21%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	25 900 000	14 700 000	24 100 000	-1 800 000	-6,95%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	600 000	0	0	-600 000	-100,00%
TOTAL IMPOTS DIRECTS	400 100 000	303 300 000	423 200 000	23 100 000	5,77%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	733 700 000	435 700 000	796 800 000	63 100 000	8,60%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	33 100 000	19 300 000	33 300 000	200 000	0,60%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	204 000 000	130 600 000	202 400 000	-1 600 000	-0,78%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales****	46 100 000	14 200 000	36 800 000	-9 300 000	-20,17%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS	1 016 900 000	599 800 000	1 069 300 000	52 400 000	5,15%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	1 417 000 000	903 100 000	1 492 500 000	75 500 000	5,33%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES					
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	18 600 000	7 900 000	22 500 000	3 900 000	20,97%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	27 000 000	27 700 000	52 000 000	25 000 000	92,59%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	52 200 000	29 500 000	2 700 000	-49 500 000	-94,83%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	98 000 000	65 100 000	77 400 000	-20 600 000	-21,02%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 515 000 000	968 200 000	1 569 900 000	54 900 000	3,62%
074 - DONS PROGRAMMES	19 000 000	37 805 327	38 600 000	19 600 000	103,16%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES***	60 000 000	84 057 928	59 000 000	-1 000 000	-1,67%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	3 000 000	1 158 816	12 800 000	9 800 000	326,67%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	115 000 000	43 879 000	150 000 000	35 000 000	30,43%



	PREVISIONS LFI 2012	REALISATIONS AU 31 AOÛT 2012	PREVISIONS LFI 2013	ECARTS: LF_2013/LF_2012	TAUX ECART
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	25 000 000	18 623 739	37 200 000	12 200 000	48,80%
017 AUTRES EMPRUNTS****	206 870 000	450 567 437	186 050 000	-20 820 000	-10,06%
Total emprunts	346 870 000	513 070 176	373 250 000	26 380 000	7,61%
TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17	428 870 000	636 092 247	483 650 000	54 780 000	12,77%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)	1 943 870 000	637 060 447	2 053 550 000	109 680 000	5,64%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	126 800 000	40 847 625	168 900 000	42 100 000	33,20%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	196 200 000	76 546 979	228 200 000	32 000 000	16,31%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)	323 000 000	117 394 604	397 100 000	74 100 000	22,94%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	2 266 870 000	637 117 041	2 450 650 000	183 780 000	8,11%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	77 916 000		80 466 000	2 550 000	3,27%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN(Budget général+Comptes spéciaux du trésor)	2 344 786 000	637 117 041	2 531 116 000	186 330 000	7,95%



ANNEXE 2

Comptes spéciaux du Trésor

En FCFA

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE		
Fonds National de retraite	62 000 000 000	62 000 000 000
Fonds de Lutte contre incendies	1 056 000 000	1 056 000 000
Caisse d'encourag. A la Pêche et Industries Annexes	950 000 000	950 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	210 000 000	210 000 000
s/total	64 216 000 000	64 216 000 000
COMPTES DE COMMERCE		
Opér. A caractère industriel et Commerc. Des Armées	150 000 000	150 000 000
s/total	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS		
Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	0	0
prêts aux Collectivités locales	800 000 000	800 000 000
prêts à divers organismes	0	0
prêts à divers particuliers	14 500 000 000	14 500 000 000
s/total	15 300 000 000	15 300 000 000
COMPTES D'AVANCES		
Avances Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	0	0
Avance à 1 an à divers organismes	0	0
Avance à 1 an à divers agents publics	0	0
Avance à 1 an aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000
s/total	800 000 000	800 000 000
RECAPITULATION GENERALE		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	64 216 000 000	64 216 000 000
COMPTES DE COMMERCE	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS	15 300 000 000	15 300 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000	800 000 000
total	80 466 000 000	80 466 000 000



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
10 Dette Publique		
DETTE PUBLIQUE		
Dette Publique		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et deniers	347 880 000 000	440 850 000 000
Total Dette Publique	347 880 000 000	440 850 000 000
TOTAL DETTE PUBLIQUE	347 880 000 000	440 850 000 000
Total Général Section 10	347 880 000 000	440 850 000 000
21 Présidence de la République		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 114 615 620	4 023 787 200
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	10 045 999 000	9 128 774 000
Titre 4 - 21 Transferts courants	14 481 728 000	14 353 728 000
Total Budget de Fonctionnement	28 642 342 620	27 506 289 200
TOTAL BUDGET GENERAL	28 642 342 620	27 506 289 200
Total Général Section 21	28 642 342 620	27 506 289 200
22 Assemblée Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	7 857 863 800	8 241 277 580
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7 108 345 000	4 843 345 000
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	91 161 000
Total Budget de Fonctionnement	15 057 369 800	13 175 783 580
TOTAL BUDGET GENERAL	15 057 369 800	13 175 783 580
Total Général Section 22	15 057 369 800	13 175 783 580
23 Commission Electorale Nationale Autonome		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 3 - 23 Dépenses de fonctionnement	0	0
Titre 4 - 23 Transferts courants	2 300 983 000	1 600 983 000
Total Budget de Fonctionnement	2 300 983 000	1 600 983 000
TOTAL BUDGET GENERAL	2 300 983 000	1 600 983 000
Total Général Section 23	2 300 983 000	1 600 983 000



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
24 Conseil Economique et Social		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	2 168 400 000	0
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	4 383 464 000	0
Titre 4 - 24 Transferts courants	47 087 000	0
Total Budget de Fonctionnement	6 598 951 000	0
TOTAL BUDGET GENERAL	6 598 951 000	0
Total Général Section 24	6 598 951 000	0
25 Conseil Constitutionnel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	132 285 400	137 043 400
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	108 370 000	108 370 000
Total Budget de Fonctionnement	240 655 400	245 413 400
TOTAL BUDGET GENERAL	240 655 400	245 413 400
Total Général Section 25	240 655 400	245 413 400
27 Cour Suprême		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	683 864 000	805 771 000
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	915 956 000	915 956 000
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 977 000
Total Budget de Fonctionnement	1 601 797 000	1 723 704 000
TOTAL BUDGET GENERAL	1 601 797 000	1 723 704 000
Total Général Section 27	1 601 797 000	1 723 704 000
28 Cour des Comptes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	755 375 760	765 533 880
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	253 952 000	253 952 000
Total Budget de Fonctionnement	1 009 327 760	1 019 485 880
TOTAL BUDGET GENERAL	1 009 327 760	1 019 485 880
Total Général Section 28	1 009 327 760	1 019 485 880



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
29 SENAT		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	3 562 777 000	0
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	3 422 073 000	0
Total Budget de Fonctionnement	6 984 850 000	0
TOTAL BUDGET GENERAL	6 984 850 000	0
Total Général Section 29	6 984 850 000	0
30 Primature		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 292 853 640	1 173 835 140
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 287 600 090	2 944 274 000
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 618 415 000	4 975 741 000
Total Budget de Fonctionnement	9 198 868 730	9 093 850 140
TOTAL BUDGET GENERAL	9 198 868 730	9 093 850 140
Total Général Section 30	9 198 868 730	9 093 850 140
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	18 751 181 460	14 268 454 180
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	12 316 726 880	12 469 921 000
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 169 820 000	5 210 634 000
Total Budget de Fonctionnement	36 237 728 340	31 949 009 180
TOTAL BUDGET GENERAL	36 237 728 340	31 949 009 180
Total Général Section 31	36 237 728 340	31 949 009 180
32 Ministère des Forces Armées		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	62 322 322 980	64 489 620 540
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	22 179 068 000	20 721 068 000
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 249 687 000	2 263 687 000
Total Budget de Fonctionnement	86 751 077 980	87 474 375 540
TOTAL BUDGET GENERAL	86 751 077 980	87 474 375 540
Total Général Section 32	86 751 077 980	87 474 375 540



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
33 Ministère de l'Intérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	24 431 937 400	28 188 572 960
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	4 604 940 280	4 819 302 000
Titre 4 - 33 Transferts courants	8 000 000 000	0
Total Budget de Fonctionnement	37 036 877 680	33 007 874 960
TOTAL BUDGET GENERAL	37 036 877 680	33 007 874 960
Total Général Section 33	37 036 877 680	33 007 874 960
34 Ministère de la Justice		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 640 937 960	16 684 578 640
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	4 801 099 000	5 187 950 000
Titre 4 - 34 Transferts courants	905 862 000	923 862 000
Total Budget de Fonctionnement	22 347 898 960	22 796 390 640
TOTAL BUDGET GENERAL	22 347 898 960	22 796 390 640
Total Général Section 34	22 347 898 960	22 796 390 640
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	814 100 940	1 598 514 640
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	345 025 380	481 909 000
Titre 4 - 35 Transferts courants	873 870 060	131 600 000
Total Budget de Fonctionnement	2 032 996 380	2 212 023 640
TOTAL BUDGET GENERAL	2 032 996 380	2 212 023 640
Total Général Section 35	2 032 996 380	2 212 023 640
36 Ministère des relations avec les institutions		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	120 719 080	0
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	214 739 820	0
Total Budget de Fonctionnement	335 458 900	0
TOTAL BUDGET GENERAL	335 458 900	0
Total Général Section 36	335 458 900	0



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
37 Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	923 821 680	0
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	168 926 520	0
Titre 4 - 37 Transferts courants	204 920 000	0
Total Budget de Fonctionnement	1 297 668 200	0
TOTAL BUDGET GENERAL	1 297 668 200	0
Total Général Section 37	1 297 668 200	0
39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	181 235 260	0
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	283 386 000	0
Titre 4 - 39 Transferts courants	40 813 860	0
Total Budget de Fonctionnement	505 435 120	0
TOTAL BUDGET GENERAL	505 435 120	0
Total Général Section 39	505 435 120	0
40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 441 340 080	1 341 541 280
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	470 970 060	525 650 000
Titre 4 - 40 Transferts courants	153 447 100	183 447 000
Total Budget de Fonctionnement	2 065 757 240	2 050 638 280
TOTAL BUDGET GENERAL	2 065 757 240	2 050 638 280
Total Général Section 40	2 065 757 240	2 050 638 280
41 Ministère des Infrastructures et des Transports		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	805 473 200	690 874 880
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	511 960 020	354 855 000
Titre 4 - 41 Transferts courants	322 564 740	276 109 000
Total Budget de Fonctionnement	1 639 997 960	1 321 838 880
TOTAL BUDGET GENERAL	1 639 997 960	1 321 838 880
Total Général Section 41	1 639 997 960	1 321 838 880



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 420 438 660	2 150 273 000
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	995 622 080	1 104 950 000
Titre 4 - 42 Transferts courants	5 472 126 100	5 472 126 000
Total Budget de Fonctionnement	8 888 186 840	8 727 349 000
TOTAL BUDGET GENERAL	8 888 186 840	8 727 349 000
Total Général Section 42	8 888 186 840	8 727 349 000
43 Ministère de l'Économie et des Finances		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 968 461 460	17 513 515 380
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	7 367 019 556	7 759 320 891
Titre 4 - 43 Transferts courants	4 224 441 040	4 295 941 380
Total Budget de Fonctionnement	29 559 922 056	29 568 777 651
TOTAL BUDGET GENERAL	29 559 922 056	29 568 777 651
Total Général Section 43	29 559 922 056	29 568 777 651
44 Ministère de l'Énergie et des Mines		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	521 749 520	381 234 080
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	204 205 600	190 188 000
Titre 4 - 44 Transferts courants	1 385 568 460	82 311 000
Total Budget de Fonctionnement	2 111 523 580	653 733 080
TOTAL BUDGET GENERAL	2 111 523 580	653 733 080
Total Général Section 44	2 111 523 580	653 733 080
45 Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 292 194 380	1 509 267 820
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	365 235 880	426 500 000
Titre 4 - 45 Transferts courants	970 106 320	2 364 772 000
Total Budget de Fonctionnement	2 627 536 580	4 300 539 820
TOTAL BUDGET GENERAL	2 627 536 580	4 300 539 820
Total Général Section 45	2 627 536 580	4 300 539 820



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 737 297 360	1 148 603 700
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	574 208 680	455 448 000
Titre 4 - 46 Transferts courants	316 599 120	15 000 000
Total Budget de Fonctionnement	2 628 105 160	1 619 051 700
TOTAL BUDGET GENERAL	2 628 105 160	1 619 051 700
Total Général Section 46	2 628 105 160	1 619 051 700
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	631 094 000	330 671 760
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	229 300 520	186 417 000
Titre 4 - 49 Transferts courants	478 315 240	43 877 000
Total Budget de Fonctionnement	1 338 709 760	560 965 760
TOTAL BUDGET GENERAL	1 338 709 760	560 965 760
Total Général Section 49	1 338 709 760	560 965 760
50 Ministère de l'Education Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	158 555 980 440	189 204 467 520
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	117 385 956 000	117 448 836 000
Titre 4 - 50 Transferts courants	1 487 405 000	1 577 405 000
Total Budget de Fonctionnement	277 429 341 440	308 230 708 520
TOTAL BUDGET GENERAL	277 429 341 440	308 230 708 520
Total Général Section 50	277 429 341 440	308 230 708 520
52 Ministère des Sports		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 171 173 920	1 149 102 920
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	3 540 817 080	1 894 240 000
Titre 4 - 52 Transferts courants	500 275 000	500 275 000
Total Budget de Fonctionnement	5 212 266 000	3 543 617 920
TOTAL BUDGET GENERAL	5 212 266 000	3 543 617 920
Total Général Section 52	5 212 266 000	3 543 617 920



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
53 Ministère de la Culture		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	1 175 624 740	879 204 500
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	632 652 180	457 367 000
Titre 4 - 53 Transferts courants	4 309 833 380	3 522 406 000
Total Budget de Fonctionnement	6 118 110 300	4 858 977 500
TOTAL BUDGET GENERAL	6 118 110 300	4 858 977 500
Total Général Section 53	6 118 110 300	4 858 977 500
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	36 532 629 086	35 388 243 500
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	10 125 322 000	10 235 685 000
Titre 4 - 54 Transferts courants	24 902 337 000	25 141 765 000
Total Budget de Fonctionnement	71 560 288 086	70 765 693 500
TOTAL BUDGET GENERAL	71 560 288 086	70 765 693 500
Total Général Section 54	71 560 288 086	70 765 693 500
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 164 878 260	1 118 956 000
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	688 235 640	674 267 000
Titre 4 - 55 Transferts courants	175 075 000	1 048 945 000
Total Budget de Fonctionnement	2 028 188 900	2 842 168 000
TOTAL BUDGET GENERAL	2 028 188 900	2 842 168 000
Total Général Section 55	2 028 188 900	2 842 168 000
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3 856 152 480	4 451 763 840
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	2 917 381 180	3 166 224 000
Titre 4 - 56 Transferts courants	368 122 800	751 290 000
Total Budget de Fonctionnement	7 141 656 460	8 369 277 840
TOTAL BUDGET GENERAL	7 141 656 460	8 369 277 840
Total Général Section 56	7 141 656 460	8 369 277 840



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	607 447 020	0
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	260 576 580	0
Titre 4 - 57 Transferts courants	342 528 000	0
Total Budget de Fonctionnement	1 210 551 600	0
TOTAL BUDGET GENERAL	1 210 551 600	0
Total Général Section 57	1 210 551 600	0
58 Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 097 815 740	1 437 811 300
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 023 861 900	973 818 000
Titre 4 - 58 Transferts courants	756 430 220	1 058 494 000
Total Budget de Fonctionnement	2 878 107 860	3 470 123 300
TOTAL BUDGET GENERAL	2 878 107 860	3 470 123 300
Total Général Section 58	2 878 107 860	3 470 123 300
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	8 318 695 340	8 656 346 680
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	6 116 264 000	6 410 858 000
Titre 4 - 59 Transferts courants	941 105 000	1 276 685 000
Total Budget de Fonctionnement	15 376 064 340	16 343 889 680
TOTAL BUDGET GENERAL	15 376 064 340	16 343 889 680
Total Général Section 59	15 376 064 340	16 343 889 680
60 Charges non Réparties		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	51 854 202 214	47 182 907 400
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	96 722 528 744	107 849 713 479
Titre 4 - 60 Transferts courants	111 646 613 250	93 659 712 250
Total Budget de Fonctionnement	260 223 344 208	248 692 333 129
TOTAL BUDGET GENERAL	260 223 344 208	248 692 333 129
Total Général Section 60	260 223 344 208	248 692 333 129



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
62 Min Elevage		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 691 004 300	1 818 922 620
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	511 198 680	557 211 000
Titre 4 - 62 Transferts courants	204 595 820	204 596 000
Total Budget de Fonctionnement	2 406 798 800	2 580 729 620
TOTAL BUDGET GENERAL	2 406 798 800	2 580 729 620
Total Général Section 62	2 406 798 800	2 580 729 620
63 Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	298 820 060	285 097 700
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	494 859 420	488 284 000
Titre 4 - 63 Transferts courants	921 370 000	921 370 000
Total Budget de Fonctionnement	1 715 049 480	1 694 751 700
TOTAL BUDGET GENERAL	1 715 049 480	1 694 751 700
Total Général Section 63	1 715 049 480	1 694 751 700
64 Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	244 908 100	0
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	145 852 940	0
Total Budget de Fonctionnement	390 761 040	0
TOTAL BUDGET GENERAL	390 761 040	0
Total Général Section 64	390 761 040	0
65 Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 396 277 900	1 687 313 440
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	375 088 800	400 410 000
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 386 815 260	17 025 910 000
Total Budget de Fonctionnement	20 158 181 960	19 113 633 440
TOTAL BUDGET GENERAL	20 158 181 960	19 113 633 440
Total Général Section 65	20 158 181 960	19 113 633 440



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013	
			Réévaluation Services Votés
66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire			
BUDGET GENERAL			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	602 927 820		0
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	193 451 040		0
Titre 4 - 66 Transferts courants	140 060 000		0
Total Budget de Fonctionnement	936 438 860		0
TOTAL BUDGET GENERAL	936 438 860		0
Total Général Section 66	936 438 860		0
67 Ministère des Energies Renouvelables			
BUDGET GENERAL			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	86 101 200		0
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	147 080 500		0
Total Budget de Fonctionnement	233 181 700		0
TOTAL BUDGET GENERAL	233 181 700		0
Total Général Section 67	233 181 700		0
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement			
BUDGET GENERAL			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	0	769 073 040	
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	0	249 808 000	
Titre 4 - 68 Transferts courants	0	248 622 000	
Total Budget de Fonctionnement	0	1 267 503 040	
TOTAL BUDGET GENERAL	0	1 267 503 040	
Total Général Section 68	0	1 267 503 040	
72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture			
BUDGET GENERAL			
Budget de Fonctionnement			
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	169 768 000		0
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	187 486 620		0
Titre 4 - 72 Transferts courants	416 066 560		0
Total Budget de Fonctionnement	773 321 180		0
TOTAL BUDGET GENERAL	773 321 180		0
Total Général Section 72	773 321 180		0



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	2 031 010 300	502 924 480
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 729 117 000	2 991 286 000
Titre 4 - 75 Transferts courants	80 299 708 000	80 333 458 000
Total Budget de Fonctionnement	85 059 835 300	83 827 668 480
TOTAL BUDGET GENERAL	85 059 835 300	83 827 668 480
Total Général Section 75	85 059 835 300	83 827 668 480
77 Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 77 Dépenses de personnel	450 057 780	0
Titre 3 - 77 Dépenses de fonctionnement	231 668 000	0
Titre 4 - 77 Transferts courants	596 464 000	0
Total Budget de Fonctionnement	1 278 189 780	0
TOTAL BUDGET GENERAL	1 278 189 780	0
Total Général Section 77	1 278 189 780	0
78 Ministère Chargé des Elections		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 78 Dépenses de personnel	622 184 660	0
Titre 3 - 78 Dépenses de fonctionnement	16 208 112 000	0
Total Budget de Fonctionnement	16 830 296 660	0
TOTAL BUDGET GENERAL	16 830 296 660	0
Total Général Section 78	16 830 296 660	0
80 Ministère de la promotion de la bonne gouvernance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 80 Dépenses de personnel	0	59 447 000
Titre 3 - 80 Dépenses de fonctionnement	0	75 000 000
Total Budget de Fonctionnement	0	134 447 000
TOTAL BUDGET GENERAL	0	134 447 000
Total Général Section 80	0	134 447 000



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2012	Loi de Finances pour l'année 2013
		Réévaluation Services Votés
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 81 Dépenses de personnel	0	65 447 000
Titre 3 - 81 Dépenses de fonctionnement	0	90 000 000
Titre 4 - 81 Transferts courants	0	14 000 000
Total Budget de Fonctionnement	0	169 447 000
TOTAL BUDGET GENERAL	0	169 447 000
Total Général Section 81	0	169 447 000
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	1 435 880 000 000	1 497 363 047 000



**ANNEXE 4 :
Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou Ministère et par titre**

En FCFA

Section	POUV. PUBL. ET MINISTRES	Titre 2 PERSONNEL	Titre 3 FONCTIONNEMENT	Titre 4 TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
	POUVOIRS PUBLICS				
21	Présidence de la République	14 278 000	103 000 000		117 278 000
22	Assemblée Nationale		2 625 000 000		2 625 000 000
23	Commission Electorale Nationale Autonome			500 000 000	500 000 000
24	Conseil Economique Social et Environnemental				-
25	Conseil Constitutionnel				-
27	COUR SUPREME				-
28	Cour des Comptes				-
29	SENAT				-
30	PRIMATURE		129 000 000		129 000 000
	S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS	14 278 000	2 857 000 000	500 000 000	3 371 278 000
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur				-
32	Ministère des Forces Armées	2 004 300 000	2 644 620 000	50 000 000	4 698 920 000
33	Ministère de l'Intérieur	925 070 000	2 285 780 000		3 210 850 000
34	Ministère de la Justice		191 567 000	490 000 000	681 567 000
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions			123 320 000	123 320 000
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes				-
41	Ministère des Infrastructures et des Transports				-
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural			790 000 000	790 000 000
43	Ministère de l'Economie et des Finances	306 292 000	27 800 000		334 092 000
44	Ministère de l'Energie et des Mines			14 000 000	14 000 000
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel				-
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat				-
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs				-
50	Ministère de l'Education Nationale		3 034 000 000	440 000 000	3 474 000 000
52	Ministère des Sports				-
53	Ministère de la Culture				-
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale			2 414 480 000	2 414 480 000
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Promotion des valeurs civiques				-
56	Ministère de l'Environnement et du Développement durable		90 995 000		90 995 000
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entreprenariat Féminin				-
59	Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat		1 000 000 000		1 000 000 000
60	Charges non Réparties	3 750 060 000	13 000 000 000	1 910 500 000	18 660 560 000
62	Ministère de l'Elevage		22 500 000		22 500 000
63	Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie numérique		100 000 000		100 000 000
65	Ministère de l'Amenagement du Territoire et des Collectivités Locales			1 300 391 000	1 300 391 000
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement				-
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche			600 000 000	600 000 000
80	Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance				-
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des Zones Inondables				-
	S/TOTAL MINISTERES	6 985 722 000	22 397 262 000	8 132 691 000	37 515 675 000
	TOTAL	7 000 000 000	25 254 262 000	8 632 691 000	40 886 953 000

**ANNEXE 5****Répartition des crédits de paiement et des Prévissions de tirage par Pouvoir Public ou Ministère et par titre**

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	EMPRUNTS	SUBVENTION	
		PT	PT	
21 Présidence de la République				
5 Investissements exécutés par l'état	994 570	20 733 000	1 000 000	22 727 570
6 Transfert en capital	26 195 430	0	0	26 195 430
Total Section:	27 190 000	20 733 000	1 000 000	48 923 000
22 Assemblée Nationale				
6 Transfert en capital	750 000	0	0	750 000
Total Section:	750 000	0	0	750 000
25 Conseil Constitutionnel				
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section:	0	0	0	0
27 Cour Suprême				
5 Investissements exécutés par l'état	150 000	0	0	150 000
Total Section:	150 000	0	0	150 000
28 Cour des Comptes				
5 Investissements exécutés par l'état	125 000	0	0	125 000
6 Transfert en capital	1 586 000	0	0	1 586 000
Total Section:	1 711 000	0	0	1 711 000
29 SENAT				
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section:	0	0	0	0
30 Primature				
5 Investissements exécutés par l'état	853 000	2 000 000	6 161 000	9 014 000
6 Transfert en capital	11 547 000	0	0	11 547 000
Total Section:	12 400 000	2 000 000	6 161 000	20 561 000
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Exterieur				
5 Investissements exécutés par l'état	5 580 000	0	985 000	6 565 000
6 Transfert en capital	630 000	0	0	630 000
Total Section:	6 210 000	0	985 000	7 195 000
32 Ministère des Forces Armées				
5 Investissements exécutés par l'état	24 205 000	0	0	24 205 000
6 Transfert en capital	580 000	0	0	580 000
Total Section:	24 785 000	0	0	24 785 000
33 Ministère de l'Intérieur				
5 Investissements exécutés par l'état	11 784 000	1 000 000	0	12 784 000
6 Transfert en capital	20 000	0	0	20 000
Total Section:	11 804 000	1 000 000	0	12 804 000
34 Ministère de la Justice				
5 Investissements exécutés par l'état	4 320 000	940 000	1 126 000	6 386 000
Total Section:	4 320 000	940 000	1 126 000	6 386 000
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions				
5 Investissements exécutés par l'état	890 000	0	0	890 000
6 Transfert en capital	130 000	0	0	130 000
Total Section:	1 020 000	0	0	1 020 000



ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES INTERNES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	PT	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
			PT	PT	
40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes					
5 Investissements exécutés par l'état	3 197 900	14 520 000	1 450 000		19 167 900
6 Transfert en capital	2 828 100	0	0		2 828 100
Total Section:	6 026 000	14 520 000	1 450 000		21 996 000
41 Ministère des Infrastructures et des Transports					
5 Investissements exécutés par l'état	480 000	42 593 000	47 649 000		90 722 000
6 Transfert en capital	81 260 000	0	0		81 260 000
Total Section:	81 740 000	42 593 000	47 649 000		171 982 000
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural					
5 Investissements exécutés par l'état	4 579 600	24 330 000	30 748 000		59 657 600
6 Transfert en capital	63 405 400	0	0		63 405 400
Total Section:	67 985 000	24 330 000	30 748 000		123 063 000
43 Ministère de l'Économie et des Finances					
5 Investissements exécutés par l'état	53 822 299	750 000	1 096 000		55 668 299
6 Transfert en capital	38 116 701	0	0		38 116 701
Total Section:	91 939 000	750 000	1 096 000		93 785 000
44 Ministère de l'Énergie et des Mines					
5 Investissements exécutés par l'état	2 073 000	62 864 000	8 109 000		73 046 000
6 Transfert en capital	15 464 000	0	0		15 464 000
Total Section:	17 537 000	62 864 000	8 109 000		88 510 000
45 Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel					
5 Investissements exécutés par l'état	1 670 000	2 682 000	4 583 000		8 935 000
6 Transfert en capital	2 820 000	0	0		2 820 000
Total Section:	4 490 000	2 682 000	4 583 000		11 755 000
46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat					
5 Investissements exécutés par l'état	2 928 000	500 000	0		3 428 000
6 Transfert en capital	3 710 000	0	0		3 710 000
Total Section:	6 638 000	500 000	0		7 138 000
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs					
5 Investissements exécutés par l'état	494 000	1 000 000	655 000		2 149 000
6 Transfert en capital	150 000	0	0		150 000
Total Section:	644 000	1 000 000	655 000		2 299 000
50 Ministère de l'Éducation Nationale					
5 Investissements exécutés par l'état	18 483 000	3 928 000	13 267 000		35 678 000
6 Transfert en capital	5 161 000	0	0		5 161 000
Total Section:	23 644 000	3 928 000	13 267 000		40 839 000
52 Ministère des Sports					
5 Investissements exécutés par l'état	2 250 000	0	4 272 000		6 522 000
6 Transfert en capital	0	0	0		0
Total Section:	2 250 000	0	4 272 000		6 522 000



ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
		PT	PT	
53 Ministère de la Culture				
5 Investissements exécutés par l'état	672 000	0	0	672 000
6 Transfert en capital	1 328 000	0	0	1 328 000
Total Section:	2 000 000	0	0	2 000 000
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale				
5 Investissements exécutés par l'état	16 788 000	5 241 000	14 721 000	36 750 000
6 Transfert en capital	13 762 000	0	0	13 762 000
Total Section:	30 550 000	5 241 000	14 721 000	50 512 000
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques				
5 Investissements exécutés par l'état	820 000	300 000	3 206 000	4 326 000
6 Transfert en capital	425 000	0	0	425 000
Total Section:	1 245 000	300 000	3 206 000	4 751 000
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable				
5 Investissements exécutés par l'état	4 128 000	3 400 000	7 321 000	14 849 000
6 Transfert en capital	2 222 000	0	0	2 222 000
Total Section:	6 350 000	3 400 000	7 321 000	17 071 000
58 Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin				
5 Investissements exécutés par l'état	4 229 000	2 366 000	4 995 450	11 590 450
6 Transfert en capital	2 732 000	0	0	2 732 000
Total Section:	6 961 000	2 366 000	4 995 450	14 322 450
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat				
5 Investissements exécutés par l'état	3 672 000	0	1 715 000	5 387 000
6 Transfert en capital	3 752 000	0	0	3 752 000
Total Section:	7 424 000	0	1 715 000	9 139 000
62 Min Elevage				
5 Investissements exécutés par l'état	4 165 000	3 998 000	919 000	9 082 000
6 Transfert en capital	1 435 000	0	0	1 435 000
Total Section:	5 600 000	3 998 000	919 000	10 517 000
63 Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique				
5 Investissements exécutés par l'état	565 000	0	0	565 000
6 Transfert en capital	2 750 000	0	0	2 750 000
Total Section:	3 315 000	0	0	3 315 000
64 Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance				
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0	0
Total Section:	0	0	0	0
65 Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales				
5 Investissements exécutés par l'état	990 000	9 680 000	3 693 000	14 363 000
6 Transfert en capital	18 928 000	0	0	18 928 000
Total Section:	19 918 000	9 680 000	3 693 000	33 291 000
66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire				
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0	0
Total Section:	0	0	0	0



ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
67 Ministère des Energies Renouvelables				
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0	0
Total Section:	0	0	0	0
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement				
5 Investissements exécutés par l'état	7 047 000	18 375 000	11 228 550	36 650 550
6 Transfert en capital	17 953 000	0	0	17 953 000
Total Section:	25 000 000	18 375 000	11 228 550	54 603 550
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche				
5 Investissements exécutés par l'état	2 027 000	7 000 000	0	9 027 000
6 Transfert en capital	7 877 000	0	0	7 877 000
Total Section:	9 904 000	7 000 000	0	16 904 000
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation				
6 Transfert en capital	3 800 000	0	0	3 800 000
Total Section:	3 800 000	0	0	3 800 000
Total Général:	515 300 000	228 200 000	168 900 000	912 400 000

**ANNEXE 5 bis****Financement des dépenses d'investissement**

En millions de FCFA

INTITULE DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENT						TOTAL	
	INTERIEURS (1)		EXTERIEURS (2)					
	ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS			
Investissements	AP	CP	FA	PT	FA	PT	AP+FA	CP+PT
	4 705 036	515 300	1 957 139	228 200	1 344 117	168 900	8 006 293	912 400

AP = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

PT = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

Budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère



ANNEXE 6

Tableau des taxes parafiscales

(Art 6 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances)

Art 14 du projet de loi de finances)

En FCFA

NATURE DE LA TAXE	ORGANISMES BENEFICIAIRES	TAUX ET ASSIETTE	NATURE OU OBJET DE LA TAXE	TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES	PREVISIONS POUR L'ANNEE 2012	EVALUATION POUR L'ANNEE 2013
Prélèvement COSEC	Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) (15%)	0,40% valeur des marchandises importées	Prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation	- loi n° 75-51 du 3 avril 1975 - Décret n° 2011-167 du 3 février 2011	1.150.000.000	1.165.000.000
	et Fonds spécial de Soutien au secteur de l'Energie (FSE) (85%)				6.600.000.000	4.000.000.000
Cotisation professionnelle	COSEC	Cotisation annuelle de 10 000 francs	Cotisation professionnelle	décret n° 94-006 du 9 juin 1994		
Taxe sur les usagers de la route	Fonds d'Entretien Routier Autonome du Sénégal (FERA)	- 7.090 F CFA / hectolitre pour le super carburant - 6.390 F CFA / hectolitre pour l'essence ordinaire - 3.190 F CFA / hectolitre pour le gasoil	Taxe d'usage de la route	décret n° 2008-85 du 12 février 2008	24.500.000.000	25.200.000.000
Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie (PSE)	FSE	- 20.000 FCFA par mètre cube pour le gasoil - 15.000 FCFA par tonne pour le diesel oil - 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 180 - 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 380 - 15.000 FCFA par mètre cube de supercarburant - 15.000 FCFA par mètre cube d'essence ordinaire	Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie	Décret n° 2011-170 du 3 février 2011 modifié par le décret n° 2011- 1012 du 15 juillet 2011	10.800.000.000	18.000.000.000
Contribution au Développement du service universel des Télécommunications et de l'Energie (CODETE)	FSE	3% du chiffre d'affaires hors taxes des exploitants de réseaux publics de télécommunications, net des frais d'interconnexion	Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie et au développement du service universel des télécommunications	Décret n° 2011-311 du 7 mars 2011	18.000.000.000	20.000.000.000

ANNEXE 7**Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs**

(Art 15 du projet de loi)

IMPUTATION	NATURE DES DEPENSES
BUDGET GENERAL	
Section 10 Dette Publique	
Titre 1 90922247010 1511	Amortissement emprunt projet multilatéraux
Titre 1 90922247010 1521	Amortissement emprunt projet bilatéraux
Titre 1 90922247010 1611	Amortissement emprunt programme multilatéraux
Titre 1 90922247010 1761	Autres emprunt Intérieurs auprès Instit...
Titre 1 90922247010 6511	Intérêts et frais financiers dette multilatérale
Titre 1 90922247010 6521	Intérêts et frais financiers dette bilatérale
Titre 1 90922247010 6541	Autres Intérêts et frais financiers extérieurs
Titre 1 90922247010 6571	Intérêts et frais financiers dette intérieure
Toutes sections	TOUS LES SERVICES
Titre 2 art 61 Parag. 1 Ligne 1	Dépenses de personnel
Titre 2 art 61 Parag. 3 Ligne 2	Indemnités de logement
Section 60	ECONOMIE ET FINANCES (charges communes)
Titre 3 91322348010 6233	Couverture de débet
Titre 3 302170008011 6233	Frais d'acte et de contentieux
Titre 5 70095017999 6295	Impôts et taxes sur marchés publics financés sur fonds extérieurs

**ANNEXE 8****ENCOURS HORS FMI ET DEPOT KOWEITIEEN DE LA DETTE PUBLIQUE
EXTERIEURE: FIN AOUT 2012**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de FCFA

	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS
	AU 31.08.2010	AU 25.05.2011	AU 31.08.2011	AU 31.08.2012
Crédits multilatéraux	985,8	1 188,18	1 054,93	1193,37
FMI	163,2	188,3		
BIRD/IDA	492,82	524,82	575,28	633,88
BEI/FED/FND	9,97	16,79	19,09	18,17
BAD/FAD	97,47	173,26	173,66	215,51
OPEP/BADEA/BID/FASA	138,12	173,59	172,99	193,81
AUTRES	84,22	111,42	113,91	132,00
Crédits Bilatéraux	586,67	484,2	421,99	485,70
Pays de l'OCDE	207,32	169,13	157,25	179,05
Pays arabes	260,36	179,41	128,17	150,65
Autres	118,99	135,66	136,57	156,00
Dettes Commerciales	0,08	0	0	
DONT GARANTIE	0,08	0	0	
Crédits à l'exportation				1,01
EUROBOND	90	227,7	228,14	260,00
Total	1 662,55	1 900,08	1 705,06	1940,08
variation absolue sur année précédente		237,53	-195,02	235,02
variation relative sur année précédente		14,29%	-10,26%	13,78%

**ANNEXE 8 bis****ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU 31 AOÛT 2012**

Désignation	Montant
Découvert statutaire	4 222 540 992
FMI	183 671 207 284
Dépôt koweïtien	34 629 599 817
Bons du Trésor sur formules	781 025 000
Bons du Trésor en compte de dépôt	16 000 000 000
Bons du Trésor par adjudication	296 461 000 000
Obligations du Trésor par adjudication	327 415 739 769
Obligations par appel public à l'épargne	90 591 552 500
TOTAL	953 772 665 362

**ANNEXE 8 ter****SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de FCFA

LIBELLES	SERVICE PREVISIONNEL LFI 2013			SERVICE PREVISIONNEL LFI 2012
	TOTAL DETTE	INT + COM	principal	
Dettes extérieures				
Crédits multilatéraux	82,28	20,86	61,42	79,41
dont BIRD/IDA/FIDA	46,92	12,2	34,72	45,05
BAD/FAD	8,07	3,16	4,91	8,11
OPEP/DADEA/BID	16,14	2,97	13,17	15,62
FMI	0			
Autres crédits	11,15	2,53	8,62	10,63
Crédits Bilatéraux	74,69	15,26	59,43	71,93
Pays de l'OCDE	49,11	8,86	40,25	48,43
Pays arabes	12,47	2,36	10,11	11,41
Autres	13,11	4,04	9,07	12,09
Eurobond	22,33	22,33	0	20,3
Eurobond 2011	22,33	22,33	0	20,3
Intérêt/ tirages futurs	8,31	8,31	0	1,8
Sous total	187,61	66,76	120,85	173,44
	0			
Economies PPTE (pour mémoire)	17,83	4,38	13,45	17,78
Economies IADM pour mémoire	40,84	7,24	33,6	40
Total à payer aux bailleurs	128,94	55,14	73,80	115,66
Dettes intérieures				
Remboursement découvert statutaire BCEAO				8,54
Rachats DTS/FMI FMI	17,01	3,07	13,94	8,74
Dépôt KOWEITIEEN	5,57	0,25	5,32	5,57
Obligations du Trésor par adjudication (emis avant 2012)	84,42	10,56	73,86	37,57
Obligations du Trésor par APE	26,49	7,29	19,2	38,93
Bons du Trésor par adjudication	14,63		14,63	
Autres emprunts bancaires	0			2,36
Service Prévisionnel des emprunts par adjudication de 2012	58,94	10,99	47,95	45,35
Service Prévisionnel pour les émissions de 2013	48,3	48,3		26,68
CDC Fonds particuliers	0,7	0,7		0,7
Sous total	256,06	81,16	174,90	174,44
Total général	443,67	147,92	295,75	347,88



ANNEXE 9

Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources PPTE/IADM

En FCFA

Intitulés	Affectation crédits PPTE /IADM
PRISE EN CHARGES MAITRES CONTRACTUELS	9 900 000 000
Total PPTE	9 900 000 000
PRISE EN CHARGE DES VOLONTAIRES DE L'EDUCATION	2 100 000 000
Total IADM	2 100 000 000
TOTAL EDUCATION	12 000 000 000
TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	12 000 000 000

**ANNEXE 9 bis****LISTE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES PPTE/IADM**

En FCFA

CODE PTIP	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM
21 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		
46159	RECONSTITUTION STOCK DE SECURITE ALIMENTAIRE	1 500 000 000
46143	DOTATION AU FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE	1 000 000 000
TOTAL SECTION		2 500 000 000
30 PRIMATURE		
44081	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION	1 872 000 000
44001	PLAN STRATEGIQUE DE LUTTE CONTRE LE SIDA	850 000 000
TOTAL SECTION		2 722 000 000
40 MINISTERE DE LA PECHE ET DES AFFAIRES MARITIMES		
14133	REALISATION D'INFRASTRUCTURES ET D'EQUIPEMENT DE PECHE MARITIME (AIRES DE TRANSFORMATION)	320 000 000
TOTAL SECTION		320 000 000
42 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL		
11006	PROGRAMME AGRICOLE/VOLET SEMENCES ARACHIDES	8 229 000 000
11012	PROGRAMME AGRICOLE/VOLET ENGRAIS	13 873 000 000
11020	PROGRAMME SPECIAL REFECTION DES AMENAGEMENTS	2 000 000 000
11022	PROJET D'APPUI AUX FILIERES AGRICOLES (PAFA)	150 000 000
TOTAL SECTION		24 252 000 000
44 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES		
24034	FONDS DE CONTREPARTIE POUR LES CONCESSIONS D'ELECTRIFICATION RURALE	2 264 000 000
TOTAL SECTION		2 264 000 000
50 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		
45012	PROJET CONSTRUCTION SALLES DE CLASSE	4 710 000 000
45014	PROJET MANUELS SCOLAIRES	2 435 000 000
45027	PROJET CONSTRUCTION COLLEGES DE PROXIMITE	2 960 000 000
TOTAL SECTION		10 105 000 000
54 MINISTERE DE LA SANTE, DE LA PREVENTION ET DE L'ACTION SOCIALE		
44126	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	412 000 000
44050	PROGRAMME SANTE MATERNELLE, INFANTILE/SR	516 000 000
44085	PROJET HOPITAUX ZIGUINCHOR ET FATICK	2 000 000 000
44009	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT MATERNITE LE DANTEC	700 000 000
TOTAL SECTION		3 628 000 000
55 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI		
45048	PROJET CONSTRUCTION LYCEE TECHNIQUE DE FATICK	200 000 000
45113	REHABILITATION LYCEE TECHNIQUE LIMAMOU LAYE	0
TOTAL SECTION		200 000 000
68 MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT		
15086	RENOUVELLEMENT ANCIENS FORAGES	900 000 000
15030	PEPAM- DEUXIEME SOUS PROGRAMME BAD	1 027 000 000
15521	PEPAM-REALISATION 4000 BRANCHEMENTS SOCIAUX	275 000 000
15026	PROJET D'ACQUISITION D'ATELIERS DE FORAGES, DE MATERIEL D'EXHAURE ET DE CAMIONS GRUE	280 000 000
15522	PEPAM REALISATION 12 FORAGES MULTIVILLAGES	945 000 000
41616	PEPAM-REHABILITATION DE 30 KM D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES	800 000 000
TOTAL SECTION		4 227 000 000
TOTAL GENERAL		50 218 000 000

**ANNEXE 10****SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**

INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES 2013
A N R A C	270 000 000
Agence Aménagement du Territoire (ex cadre de vie et qualité Cosom)	94 000 000
Agence de Développement et Encadrement PME	391 167 000
Agence de la Maison de l'Outil	100 000 000
Agence des Aéroports du Sénégal (ADS)	35 109 000
Agence Nat. de la Grande Muraille Verte	270 224 000
Agence Nat. de la Régulation des Télécommunication et des Postes	45 000 000
Agence Nat. des Eco-Villages	208 033 000
Agence Nat. des Grands Projets Hospitaliers	24 750 000
Agence Nat Emploi Jeunesse	88 125 000
Agence Nat. Recherche Scientifique	300 000 000
AGENCE NAT. STATISTIQUE ET DEMOGRAPH	2 557 040 000
Agence Nat. Case Tout-petits	450 464 000
Agence nationale de l'Aquaculture	218 033 000
Agence national d'insertion et de développement agricole (ex Plan REVA)	47 000 000
Agence nationale d'Appui aux Marchands ambulants (ANAMA)	150 000 000
Agence Nationale des Affaires Maritimes	157 807 000
Agence pour le Développement Local	94 000 000
Agence Promotion Hydrogr. Nationale	51 700 000
Agence Régulation des Marchés	227 198 000
AGENCE REINSERT. SOC. MILITAIRES	143 016 000
Agence Seneg. Promotion Exportations ASEPEX	188 000 000
APDA	197 400 000
APIX	1 759 433 000
APROSI	122 670 000
ASPIT	192 465 000
CNOSS	30 000 000
FONDATION DES INVALIDES ET DES HANDICAPES	43 537 000
Institut Technologie Alimentaire	495 380 000
M C A	262 000 000
MIFERSO	20 630 000
Office national pour le lac de Guiers	196 922 000
Délégation générale à la protection sociale et à la so	200 000 000
Observatoire National de la Parité	75 000 000
Agence pour l'Emploi des Jeunes des Banlieues	270 000 000
Autorité de Radioprotection et Sureté Nucléaire	50 000 000
Autorité de Régulation des Marchés publics	1 000 415 000
Agence pour le logement des Forces Armées	14 000 000
Observatoire Qualité des Services financiers	830 119 640
Agence pour l'Economie et de la Maîtrise de l'Energ	14 000 000
Agence Nationale pour les Energies Renouvelables	14 000 000
Office national de prévention contre les inondations	14 000 000
Total	11 912 637 640

**ANNEXE 10 bis****SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**

INTITULES AGENCES	Crédits 2013
AGENCE NATIONALE CHARGÉE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX)	16 900 000 000
Appui aux Grands Travaux	900 000 000
Autoroute à péage	16 000 000 000
AGENCE AUTONOME DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	59 685 000 000
Entretien Routier	25 000 000 000
Programme Spécial Touba	5 000 000 000
Programme Spécial Tivaoune	4 000 000 000
Construction Boulal-Ourossogui sur 96 km (Route Linguère-Matam)	500 000 000
Boucle du Blouf : Thionk Essyl-Balingor (20km)	185 000 000
Pont Emile Badiane à Ziguinchor	1 500 000 000
Construction 3 ponts de Matam sur 10 km y compris 3 ponts	6 865 000 000
Réhabilitation et Construction Ponts suivant approche pluriannuelle (Ex projet Construction Pont)	1 000 000 000
Connectivité Autoroute à péage suivant approche pluriannuelle (Contournement Rufisque)	9 716 000 000
Pont de Fanaye et Geole	1 670 000 000
Réparation Pont Faidherbe	500 000 000
Route Fatick-Bambey-Mékhé	641 000 000
Réhabilitation route Kédougou-Saraya-Frontière Mali	125 000 000
Réhabilitation de la Route Tambacounda-Mako-Kédougou	1 000 000 000
Route Tivaoune-Touba-Toul-Khombole	362 000 000
Route de Ouakam : Abass Ndao-Mamelles	1 621 000 000
AGENCE DE L'INFORMATIQUE DE L'ETAT (ADIE)	5 200 000 000
Programme spécial d'acquisition d'ordinateurs	3 350 000 000
Redevance Microsoft	500 000 000
informatisation de l'Etat	1 350 000 000
AGENCE POUR L'EMPLOI DES JEUNES DE LA BANLIEUE (AJEB)	359 000 000
Projet d'Appui à l'Office pour la Formation et l'Emploi des Jeunes de la Banlieue	359 000 000
AGENCE NATIONALE D'APPUI AUX MARCHANDS AMBULANTS	401 680 000
Projet de Recasement des marchands ambulants	401 680 000
AGENCE POUR LA REINSERTION SOCIALE DES MILITAIRES	500 000 000
AGENCE POUR LE LOGEMENT DES FORCES ARMEES	20 000 000
AGENCE JUDICIAIRE DE L'ETAT	63 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE	2 335 000 000
Construction siège ANSD	335 000 000
Programme statistique ANSD	1 000 000 000
Recensement général de la population et de la démographie 2010	1 000 000 000

**ANNEXE 10 bis (suite)****SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**

INTITULES AGENCES	Crédits 2013
AGENCE NATIONALE POUR LA RELANCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN CASAMANCE (ANRAC)	500 000 000
Programme Appui à la Relance Economique et Sociale en Casamance	500 000 000
AGENCE NATIONALE D'INSERTION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ANIDA) (ex REVA)	2 000 000 000
AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)	2 064 000 000
Programme d'Appui au Fonctionnement de l'ASER	1 458 000 000
Projet d'Elaboration des Plans Locaux d'Electrification rurale	150 000 000
Programme Urgence Electrification rurale	456 000 000
AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROPRIETE INTELECTUELLE ET L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASPIT)	100 000 000
Programme d'Acquisition et de Diffusion Technologique	100 000 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET D'ENCADREMENT DES PME (ADPME)	90 000 000
Cellule entreprise en difficulté	90 000 000
AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DU TOURISME (ANPT)	310 000 000
Assainissement du Secteur touristique	70 000 000
Développement du Tourisme communautaire	40 000 000
Projet de mise en place système de suivi d'inform. Touristiques	90 000 000
Projet de Promotion Touristique	60 000 000
Programme multisectoriel de Lutte contre le VIH/SIDA au SENEGAL	25 000 000
Certification des Etablissements d'hebergement touristique	25 000 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (ADM)	300 000 000
Contrepartie Projet de Renforcement et d'Equipement des Collectivités locales (PRECOL)	300 000 000
AGENCE DE REGULATION DES MARCHES (ARM)	190 000 000
Projet d'Edification d'Infrastructures de Stockage	190 000 000
AGENCE SENEGALAISE DE PROMOTION DES EXPORTATIONS (ASEPEX)	90 000 000
Fonds de Promotion des Exportations	90 000 000
AGENCE DE PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE NATIONAL	100 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS (ANCTP)	600 000 000
Construction et Equipement Cases des Tout Petits	300 000 000
Achat Manuels Cases des Tout Petits	300 000 000
AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'ACQUACULTURE	340 000 000
Programme de Développement de l'Acquaculture	340 000 000
AGENCE NATIONALE DES ECO-VILLAGES	406 000 000
Programme Eco-villages	406 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE	40 000 000
Centre africain de Recherche et d'Application (CARA)	20 000 000
Projet Parc Technologie	20 000 000

**ANNEXE 10 bis (suite)****SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**

INTITULES AGENCES	Crédits 2013
AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	582 000 000
Programme grande muraille verte	582 000 000
AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA METEOROGIE DU SENEGAL (ANACIMS)	150 000 000
Projet d'Acquisition Equipement ANACIM	100 000 000
Programme Pluies provoquées (Bawaan)	50 000 000
AGENCE NATIONALE DE CONSEIL AGRICOLE ET RURAL (ANCAR)	1 000 000 000
Appui au fonctionnement de l'ANCAR	500 000 000
Fonds national de Développement Agro-Sylvo-Pastoral	500 000 000
AGENCE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ANAT)	600 000 000
Acquisition Equipement et Mobiliers ANAT	500 000 000
Programme decennal de lutte contre les inondations: Phase d'urgence/ volet aménagement du territoire	100 000 000
AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	25 000 000
Projet Appui ANEJ	25 000 000
AGENCE DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS (ACBEP)	500 000 000
Projet d'Appui à l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics	500 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL	250 000 000
Projet de la Maison de l'Outil	250 000 000
AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE (APS)	50 000 000
Projet de réhabilitation du service technique de l'APS	50 000 000

**ANNEXE 11****OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIAIRE D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS**

Structures	Libelles	Prévision 2011	Exécution 2011	Prévision 2012	Exécution au 31/08/2012
APIX	Report à nouveau	17 290 973 342	17 290 973 342	0	0
	Transfert courant (Etat)	1 759 432 500	1 759 432 500	1 759 433 000	879 716 500
	Transfert en Capital (Etat)	43 457 000 000	43 857 000 000	34 877 337 000	30 874 293 500
	Bailleurs de Fonds	44 039 726 086	34 155 457 635	31 354 074 033	14 016 499 291
	Autres recettes	0	175 000 000	195 000 000	147 588 311
	Total Recettes	106 547 131 928	97 237 863 477	68 185 844 033	45 918 097 602
	Fonctionnement	1 759 432 500	3 472 357 432	3 367 876 744	2 533 698 444
	Investissement	43 457 000 000	34 213 722 470	65 963 326 033	31 500 107 084
	Total Dépenses	45 216 432 500	37 686 079 902	69 331 202 777	34 033 805 528
	AGEROUTE	Report à nouveau			
Transfert courant (Etat)		3424 000000	3 350 000 000	3 576 000 000	2 300 000 000
Transfert en Capital (Etat)		127606000 000	104 857 283 106	145 514 000 000	82 520 158 336
Bailleurs de Fonds		72 534 000 000	44 265 973 869	89 163 000 000	19 344 350 163
Ressources propres		25 000 000	39 003 124	40 500 000	20 168 247
Total Recettes		203 589 000 000	152 512 260 099	238 293 500 000	104 184 676 746
Fonctionnement		3 449 000 000	3 383 752 798	3 616 500 000	2 066 681 573
Investissement		200 140 000 000	113 715 731 467	234 677 000 000	71 678 810 029
Total Dépenses		203 589 000 000	117 099 484 265	238 293 500 000	73 745 491 602
ASER		Report à nouveau			
	Transfert courant (Etat)				
	Transfert en Capital (Etat)	4 191 901 965	3 947 405 540	6 628 569 000	3 417 754 624
	Bailleurs de Fonds				
	Autres recettes				
	Total Recettes	4 191 901 965	3 947 405 540	6 628 569 000	3 417 754 624
	Fonctionnement	1 610 400 000	2 157 666 287	1 108 000 000	1 564 754 418
	Investissement	6 510 164 133	1 796 540 243	6 628 569 000	1 583 000 206
		8 120 564 133	3 954 206 530	7 736 569 000	3 147 754 624

**ANNEXE 11 (suite)****OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS**

Structures	Libelles	Prévision 2011	Exécution 2011	Prévision 2012	Exécution au 31/08/2012
UCAD	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat)	20 551 575 000	20 551 575 000	20 581 575 000	20 551 575 000
	Transfert en Capital (Etat)	289 090 884	0	289 090 884	0
	Autres recettes				
	Total Recettes	20 840 665 884	20 551 575 000	20 870 665 884	20 551 575 000
	Fonctionnement	20 551 575 000	20 551 575 000	20 581 575 000	20 551 575 000
	Investissement	289 090 884	0	289 090 884	0
	Total Dépenses	20 840 665 884	20 551 575 000	20 870 665 884	20 551 575 000
COUD					
	Transfert courant (Etat)	11 497 700 000	14 076 628 692	11 888 700 000	9 120 450 000
	Transfert en Capital (Etat)	157 530 0000	1 696 371 308	1 184 300 000	1 184 300 000
	Ressources propres	1 919 500 000	1 727 389 191	1 841 600 000	1 400 835 105
	Total Recettes	14 992 500 000	17 500 389 191	14 914 600 000	11 705 585 105
	Fonctionnement	13 417 200 000	15 881 297 339	13 730 300 000	12 494 275 650
	Investissement	1 575 300 000	1 696 371 308	1 184 300 000	1 133 348 982
	Total Dépenses	14 992 500 000	17 577 668 647	14 914 600 000	13 627 624 632

ANNEXE 12

RISQUES BUDGETAIRES

(Cautions, garanties, autres risques contingents)

- 1- Cautions Producteur Indépendant d'Electricité (Kounoune Power) : risque de mise en jeu de caution faible.
- 2- Restructuration financières des entreprises du secteur parapublic : les entreprises telles que la SENELEC, la Poste, le CICES, Dakar Dem Dikk et l'Agence de Presse Sénégalaise (APS) ont tous perdu plus de la moitié de leur capital social et pourraient, par conséquent, subir une restructuration financière qui nécessitera un appui financier de l'Etat. Le montant sera déterminé après évaluation.
- 3- Rémunération de service public : une étude est en cours pour revoir les montants payés à ce titre que les structures bénéficiaires (Dakar Dem Dikk, Petit Train Bleu, COSAMA, Poste, RTS, SOLEIL et APS) jugent insuffisants.
- 4- Actions en justice : Montants des risques susceptibles d'être réclamés en 2013, par défaut, au titre des contentieux pendants devant les tribunaux internationaux et nationaux : **5,2 milliards.**
- 5- Autres obligations contingentes : Elles concernent la dette des hôpitaux et autres établissements publics par rapport à laquelle, l'Etat peut venir en aide mais ne supporte aucune forme de garantie qui l'y oblige. Le montant des risques à ce titre dépendra des disponibilités financières de l'Etat.